

Supplément

Retrouvez l'actualité
et toutes les offres
immobilières



Science

Les pluies à venir tiennent
en haleine la Suisse
alémanique ●●● PAGE 11

Cinéma

«La Belle de Gaza», être trans en
Israël et Palestine. Et les autres
sorties de la semaine ●●● PAGE 19

Portrait

Ophélie Coelho, la chercheuse qui
lève le voile sur nos dépendances
numériques ●●● PAGE 20

ÉDITORIAL

Un Débarquement qui fait froid dans le dos

PAUL ACKERMANN
✉ @paulac

Joe Biden débarque ce mercredi matin à l'aéroport de Paris-Orly, ouvrant ainsi une séquence française centrée sur la grande cérémonie internationale de jeudi à Omaha Beach, célébrant les 80 ans du 6 juin 1944, le fameux D-Day.

Ce déplacement de cinq jours dans l'Hexagone est historiquement long. Car l'heure est grave et l'occasion a du sens.

L'extrême droite et le populisme prennent le dessus en Europe et aux États-Unis, dans les sondages et surtout dans les esprits, menaçant encore un peu plus la cohésion des populations mais également la démocratie elle-même dans certains cas. Il y a aussi le retour de la guerre d'agression en Europe, une guerre contre la liberté et contre ce que l'Occident a pu penser représenter depuis 80 ans. Cette guerre en Ukraine sera dans tous les esprits en Normandie. Et puis il y a la montée des autoritarismes partout dans le monde, un mode de gouvernement qui semble surfer sur l'air du temps. Le tout provoque de la polarisation, du repli sur soi ainsi qu'un bouleversement des alliances et des équilibres mondiaux.

Autant de menaces qui rappellent bien des choses aux derniers témoins de la guerre sur territoire hexagonal. Des survivants qu'Emmanuel Macron a voulu mettre au centre de ces commémorations. Car quand ils ne seront plus là, les manipulations de la réalité, notamment historique, si fréquentes aujourd'hui, verront sauter un verrou de plus sur leur chemin de désinformation. Même les images des témoignages seront de plus en plus fragiles, notamment face à ceux qui détournent la puissance de l'intelligence artificielle pour diffuser leur réalité alternative.

La vérité de 1939-1945 est un trésor à chérir. Il faut écouter tant que c'est possible et autant que possible ce qu'il s'est passé en Europe il y a 80 ans. Et rappeler aux jeunes Européens (c'est-à-dire tous les moins de 80 ans) ce que c'est que de vivre sous le joug du fascisme, sous le marteau de la guerre. Car le risque est d'oublier les leçons de cette époque, si lointaine que même les parents d'Emmanuel Macron n'étaient pas encore nés. Joe Biden, lui, était là, mais ce n'était qu'un bambin âgé de 1 an. Soyons attentifs à ces commémorations, comme ces chefs d'Etat qui, espérons-le, ne sont pas là que pour instrumentaliser une opportunité politique et électorale. ■

Cette guerre
en Ukraine
sera dans tous
les esprits
en Normandie

Bürgenstock, le sommet de tous les défis pour la Suisse

DIPLOMATIE En organisant un sommet pour la paix à la demande de Kiev, la Suisse avance en terrain miné. A Berne, on en est conscient, surtout qu'un succès n'est jamais acquis

■ Viola Amherd a transmis 160 invitations à des chefs d'Etat et de gouvernement et quelques organisations internationales. Environ 80 auraient répondu à ce jour. Une centaine sont attendus

■ Pour le Conseil fédéral et les partis allant des Verts au PLR, le Bürgenstock ne contrevient pas à la neutralité. Pour l'UDC, si. Dix jours avant son ouverture, «Le Temps» en présente les enjeux

●●● PAGE 3

Le dernier voyage des vétérans de Normandie



GUERRE Quelque 250 Américains, Britanniques et Canadiens, dont l'âge tourne autour des 100 ans, arrivent en Normandie pour le 80e anniversaire du Débarquement. La France fait en effet des derniers témoins de la guerre l'un des aspects majeurs de ces commémorations.

●●● PAGE 5

Une victoire mitigée pour Narendra Modi

INDE Le premier ministre et ses alliés s'acheminent vers la victoire aux élections législatives. Mais Narendra Modi, qui n'a rien laissé au hasard durant la campagne, est loin de susciter le raz-de-marée qu'il avait prédit pour son parti nationaliste hindou. Le BJP obtient une majorité réduite à la Chambre basse, et recule dans ses bastions. En dépit de sa défaite, l'opposition se sent revigorée: elle sait que son poids comptera désormais au parlement. Avec un taux de participation de 66,3%, ce scrutin exprime une mise en garde des électeurs.

●●● PAGE 4

Un rapport accable Fabienne Fischer

GENÈVE L'ex-conseillère d'Etat Fabienne Fischer a utilisé les ressources de l'Etat pour sa campagne, conclut une enquête parlementaire

■ Pas sûr que l'affaire ait trouvé son épilogue, puisque la Cour des comptes est sur ce dossier, et qu'une procédure pénale est en cours

●●● PAGE 7

Le Grand Nord, un eldorado très convoité

MATIÈRES PREMIÈRES Facilitée par la fonte des glaces, mise au goût du jour par la guerre et les sanctions, une nouvelle route maritime se dessine dans le cercle arctique. Si les grandes puissances convoitent les ressources minières, pétrolières et gazières du Grand Nord, la Russie occupe une large part de ce territoire. Elle y exploite ses principaux gisements de gaz et entend en ouvrir d'autres. Depuis que les gazoducs en direction de l'Europe sont fermés, Moscou exporte cette énergie vers la Chine, sous forme liquéfiée et par bateau. Les risques environnementaux sont de taille.

●●● PAGE 14

Qui est au-dessus de la loi?

OPINION



DANIEL WARNER
POLITOLOGUE SUISSE ET AMÉRICAIN

C'est la première fois que la Cour cible une démocratie occidentale dotée d'un système judiciaire fonctionnel

Alors qu'on entend répéter que «personne n'est au-dessus des lois» aux Etats-Unis à propos des procès de l'ancien président Donald Trump, peut-on en dire autant au niveau international? Par analogie, le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a répondu par l'affirmative en annonçant qu'il demandait des mandats d'arrêt contre le chef du Hamas, Yahya Sinwar, et le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Les dirigeants d'Israël et du Hamas doivent répondre de leur détermination à remporter la victoire sur le champ de bataille sans aucun respect pour les lois de la guerre internationalement reconnues. Après une rencontre avec des responsables américains en décembre 2023, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait déclaré, dans une vidéo: «Je l'ai dit à nos amis américains: nous sommes plus décidés que jamais à continuer à nous battre jusqu'à l'élimination du Hamas – jusqu'à la victoire absolue.» L'objectif de M. Netanyahu n'est pas seulement la victoire, mais la «victoire absolue», avec l'élimination du Hamas.

En commentant sa demande de mandats d'arrêt à la journaliste de CNN Christiane Amanpour, M. Khan a déclaré faire une distinction entre les crimes commis par les dirigeants du Hamas et ceux commis par les dirigeants israéliens. Les charges retenues contre Netanyahu et le secrétaire israélien à la Défense, Yoav Gallant, comprennent le fait de «provoquer l'extermination, de provoquer la famine comme méthode de guerre, y compris en refusant l'acheminement de l'aide humanitaire, et de prendre délibérément pour cible des civils dans un conflit». Selon le procureur général de la CPI, les actions de M. Netanyahu en vue d'une «victoire absolue» constituent une violation flagrante du droit international humanitaire.

En ce qui concerne le Hamas, M. Khan a déclaré qu'il pensait que les dirigeants du Hamas, Yahya Sinwar, Mohammed Deif et Ismail Haniyeh, étaient responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans la bande de Gaza et en Israël. Dans sa déclaration, M. Khan a écrit: «Mon bureau est d'avis que ces personnes ont planifié et incité à commettre

des crimes le 7 octobre 2023, et qu'elles ont reconnu leur responsabilité dans ces crimes par leurs propres actions, notamment en rendant personnellement visite aux otages peu de temps après leur enlèvement.»

Le Hamas a répondu à M. Khan dans une déclaration dans laquelle il «condamne fermement les tentatives du procureur de la CPI d'assimiler les victimes aux agresseurs en émettant des mandats d'arrêt contre un certain nombre de dirigeants de la résistance palestinienne sans fondement juridique».

La question de savoir si Trump est au-dessus de la loi reste à trancher aux Etats-Unis – va-t-il bénéficier de l'immunité ou se gracier lui-même s'il est reconnu coupable puis réélu? – mais si on suit notre analogie du début, la réponse internationale est plus problématique. La CPI n'a pas de force de police; les 124 Etats qui ont signé le Statut de Rome sont censés arrêter les fugitifs. La CPI ne peut pas juger les accusés in absentia. En outre, Israël et les Etats-Unis ont fermement rejeté la position de Khan, voire la légitimité de la CPI. Ni l'un ni les autres n'ont signé le Statut de Rome.

Le premier ministre Netanyahu a déclaré que son pays «n'accepterait jamais que la CPI tente de porter atteinte à son droit inhérent à l'autodéfense». Sous la

présidence de Trump, en 2020, les Etats-Unis sont même allés jusqu'à autoriser des sanctions économiques contre les fonctionnaires de la CPI qui enquêtaient ou poursuivaient le personnel militaire américain pour des crimes de guerre présumés en Afghanistan. De nouveau, des sanctions contre la CPI sont discutées au Congrès et évoquées par le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken.

Khan a répondu avec audace à la tension entre la subjectivité nationale et l'objectivité internationale: «Personne n'est au-dessus de la loi», a-t-il clairement déclaré. Sa demande de mandats d'arrêt va fortement à l'encontre de la position américaine typique exprimée par le président Trump devant l'Assemblée générale de l'ONU en 2018: «Nous rejetons l'idéologie du mondialisme et nous embrassons la doctrine du patriotisme. Partout dans le monde, les nations responsables doivent se défendre des menaces contre la souveraineté...»

Le système international est intrinsèquement différent de la souveraineté nationale: il n'y a pas de souveraineté internationale. Nous prenons bonne note de la définition classique de l'Etat par le sociologue allemand Max Weber, à savoir une «communauté humaine qui revendique (avec succès) le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné». Le système international n'a pas le monopole de l'usage légitime de la force physique à l'échelle du monde.

Ce qui rend la demande de mandats d'arrêt du procureur général de la CPI unique dans la tension entre souveraineté des Etats et droit international, c'est que «c'est la première fois que la Cour cible une démocratie occidentale dotée d'un système judiciaire fonctionnel, ou les principaux dirigeants d'un proche allié des Etats-Unis», a écrit le professeur de droit David Kaye.

Karim Khan a relevé un énorme défi. Sa demande même de mandats d'arrêt a provoqué une profonde controverse. S'il obtient gain de cause – si les mandats sont délivrés –, sa victoire sera une victoire de l'objectivité sur la subjectivité; une victoire très différente d'une victoire sur un champ de bataille, et très, très différente d'une simple compétition d'athlétisme. Ce sera une profonde victoire pour la justice. ■

Gabriel Attal, goujat ou victime de l'esprit français?

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Premier ministre et de facto leader du camp gouvernemental en France, Gabriel Attal a choqué en débarquant ce lundi sur France Info, putativement par surprise, en pleine interview de Valérie Hayer, la tête de liste de son parti aux élections européennes du 9 juin. Il disait le faire pour «voir Valérie» et surtout pour «adresser un message» aux jeunes présents dans le public, notamment sur l'importance de l'Europe et de ce scrutin menacé par l'extrême droite.

Même parmi les siens, cette interruption imprévue et professorale a provoqué quelques haussements de sourcil. Dans l'opposition, on s'en est donné à cœur joie. «Les femmes ne sont pas des paillassons», a lancé la tête de liste écologiste Marie Toussaint. Même le candidat de la droite traditionnelle (Les Républicains) François-Xavier Bellamy y a vu «un côté un peu macho». Le premier ministre «peut s'inviter à toutes les émissions du service public comme il veut», a-t-il ajouté.

Ces derniers temps, pour faire décoller la liste du camp macroniste, très mal partie dans les sondages, le président de la République et son premier ministre n'en finissent effectivement plus de se mettre en avant. C'est Gabriel Attal qui a fait face au représentant du Rassemblement national Jordan Bardella en débat. Et Emmanuel Macron a même proposé un débat face à Marine Le Pen. Avant de finalement annoncer une prise de parole dans tous les journaux télévisés jeudi soir (sous prétexte d'anniversaire du débarquement de Normandie). Une omniprésence des deux têtes de l'exécutif qui s'est faite aux dépens de la tête de liste de leur camp.

Alors, Gabriel Attal, goujat ou victime de l'esprit français? Totalement inconnue du grand public avant cette campagne (et pas beaucoup plus après), Valérie Hayer n'a pas réussi à percer le plafond de verre de la notoriété. Il faut dire qu'elle faisait face à des personnalités déjà bien, voire très bien lancées comme Jordan Bardella ou Raphaël Glucksmann, dont la liste socialiste menace de dépasser la liste présidentielle, ce qui constituerait un tremblement de terre dans le paysage hexagonal.

Pas facile de se faire un nom dans ce contexte. Et se faire un nom, en politique française, cela compte plus que tout.

Voilà une autre grande question mise en lumière par cette polémique. Au-delà de l'éventuel sexisme, de l'inélégance ou de la maledresse communicationnelle, au-delà du problème institutionnel d'un gouvernement qui profite de sa position pour faire campagne, c'est aussi la personnalisation à l'extrême de la politique française qui est en jeu. Cette impression que sans «star», il n'est point de salut. Dans la fonction présidentielle bien sûr, dont Emmanuel Macron surjoue le côté quasi monarchique. Dans le rôle de premier ministre aussi, surtout depuis l'arrivée du très communicant Gabriel Attal, qui semble avoir été mis là pour ça, incarner une certaine jeunesse perdue du macronisme. Et c'est donc même le cas aux élections européennes, tant cette campagne aura ressemblé en France à une course de chevaux entre têtes de listes, dont les plus connues auront été celles qui s'en sortent le mieux, quels que soient leur parti, leurs propositions ou leurs colistiers qui finalement auront presque autant de poids à Bruxelles.

En dehors de Giorgia Meloni en Italie, seule première ministre à être tête de liste dans ce scrutin (et ce, même si elle n'occupera pas le siège qu'elle obtiendra à coup sûr), la personnalité des candidats semble moins mise en avant dans les autres pays d'Europe que leur appartenance partisane.

Finalement, un effet positif pour Valérie Hayer pourrait ressortir de cette malheureuse intervention de Gabriel Attal. Lui offrir ce pétrole de la politique française que sont la notoriété et la sympathie. Non pas grâce à la popularité qu'apporterait le premier ministre, mais par rejet de son comportement, pour la soutenir face à cette adversité externe et interne. ■

PODCAST

On vote le 9 juin

Pour ou contre l'initiative «Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance maladie»? Duel à distance dans le podcast «Sous la Coupole». Côté oui, le conseiller aux Etats (MCG) Mauro Poggia: «Ceux qui pensent que la santé va se réguler par la concurrence, qu'ils retournent à l'école!» Côté non, le conseiller national (PLR) Philippe Nantermod: «Les cantons ont failli dans la gestion de leur système de santé!»



Manifestations dans les universités: gauchistes! Ah naturellement!

OPINION



ROLAND J. CAMPICHE
ANCIEN PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE À L'UNIL

Il est temps de montrer que l'histoire ne s'écrit pas que dans le sang

Qu'aurait-on écrit si les étudiantes et étudiants de nos universités romandes n'avaient pas manifesté leur désarroi, voire leur colère contre les massacres de femmes et d'enfants dans la bande de Gaza? Probablement rien, et on n'aurait pas pu ressortir les vieilles potiches à propos des gauchistes.

Pour avoir étudié en Allemagne peu après la guerre de 1939-1945, j'ai eu le sinistre privilège d'être invité par le Ministère interallemand pour visionner les films qui venaient d'être rendus publics relatifs à la Shoah. Inutile de décrire mon horreur et ma stupeur devant les scènes filmées. Cela ne s'oublie pas et reste comme une question sans réponse possible.

Va-t-on laisser les étudiantes et étudiants d'aujourd'hui dans la même posture? Aura-t-on la sagesse et le courage de mettre au clair les raisons de ce désastre pour construire une autre réalité qui soit humainement acceptable? La question de l'usage du savoir des académiciens et de leur utilisation par le politique est ici cruciale.

L'usage de la religion, pour asseoir un pouvoir traverse l'Histoire

Quelques anecdotes pour l'illustrer. Lors d'une visite du conseiller fédéral Guy Parmelin en Israël, un émissaire du gouvernement lui demande l'autorisation de déplacer le siège du bureau de la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse de Jérusalem-Est à Ramallah. Guy Parmelin, alors président de la Confédération, refuse, en rappé-

lant que Jérusalem-Est est dévolu aux Palestiniens. Quelques semaines plus tard, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, devenu président, est sollicité de la même manière. Il accepte et provoque ainsi l'humiliation des Palestiniens.

Par la presse, j'apprends qu'Ignazio Cassis était membre de l'Association Suisse-Israël dans les rangs de laquelle règne l'idée du Grand Israël. Un argument qu'utilise le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour justifier sa politique d'annexion.

Or, selon les recherches les plus récentes menées avec des archéologues israéliens par le prof. Thomas Römer, spécialiste de

l'Ancien Testament et professeur honoraire de l'Université de Lausanne (Unil), le grand Israël n'a jamais existé, mais deux petites tribus sauf erreur Judas et Israël*.

L'usage de la religion, pour asseoir un pouvoir ou assouvir une passion de régner, traverse l'Histoire. Le patriarche orthodoxe de Moscou n'appuie-t-il pas l'invasion de l'Ukraine pour retrouver une partie de son diocèse perdu lors de l'indépendance de ce pays, sans provoquer de réactions!

L'Initiative de Genève avait suscité plus que de l'intérêt: de l'espoir

Plutôt que de renvoyer les étudiantes et étudiants à leurs chères études, pourquoi les universités romandes ne s'attelleraient-elles pas à une recherche commune associant étudiants suisses, israéliens et palestiniens pour remettre en selle l'Initiative de Genève. Celle-ci avait été présentée à C3, l'Université du Troisième Âge du canton de Vaud dans les années 2000 et avait suscité plus que de l'intérêt: de l'espoir. Les négociateurs étaient parvenus à un accord de partage du territoire au centimètre carré près. Personne ne les avait accusés d'être des gauchistes.

En cette période d'affaissement de l'éthique, il est temps de montrer que l'Histoire ne s'écrit pas que dans le sang. Mais aussi que la distance critique rappelée par le doyen des Lettres de l'Unil n'est pas seulement nécessaire face au texte, mais aussi par rapport à soi-même. ■

* «L'Ancien Testament», Thomas Römer, Paris, Que Sais-je. 1re éd. 1999, 2e éd. 2020, chap. 4

Un sommet et une cascade de questions

DIPLOMATIE A moins de deux semaines de la conférence du Bürgenstock sur l'Ukraine, la Suisse doit se résoudre à faire sans certains grands Etats du Sud et se voit confrontée au reproche de proximité avec Kiev. Certains insistent néanmoins sur les aspects positifs

FREDÉRIC KOLLER
ET PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
X @frederickoller X @BoeglinP

Voilà un siècle que la Suisse ne s'était plus lancée dans un tel défi diplomatique. En acceptant d'organiser un sommet pour la paix à la demande de l'Ukraine, Berne avance en terrain miné dans un monde de plus en plus fracturé. Depuis janvier et l'annonce de Viola Amherd, accompagnée de Volodymyr Zelensky, de préparer une conférence internationale, les spéculations et les critiques n'ont pas manqué. Début mai, la présidente de la Confédération transmettait 160 invitations à des chefs d'Etat et de gouvernement et quelques organisations internationales. Environ 80 auraient répondu à ce jour. Une centaine sont attendus sur le sommet du Bürgenstock. A dix jours de ce rendez-vous planétaire, voici comment se présentent les enjeux.

■ Qui est à l'initiative du sommet du Bürgenstock?

C'est l'Ukraine. Volodymyr Zelensky a proposé un plan de paix en dix points à l'automne 2022, suivi de réunions internationales pour en discuter. Il a ensuite proposé d'organiser une conférence internationale pour la paix en juin 2023, lors d'une intervention par visioconférence devant les parlementaires fédéraux. La demande a été acceptée à Berne en janvier 2024.

■ Qui est l'organisateur?

C'est la Suisse. Berne a parlé dans un premier temps de co-organisation. Mais sa diplomatie insiste depuis sur le fait que c'est bien elle qui a la maîtrise du processus. C'est Viola Amherd, et non Volodymyr Zelensky, qui invite.

■ Quel est l'objectif?

«L'objectif principal du sommet est d'inspirer un futur processus de paix», écrit le DFAE sur son site. Ignazio Cassis et Viola Amherd ont indiqué dès les premiers jours que la paix ne serait pas signée lors de cette conférence. Le Conseil fédéral a prévu que d'autres rencontres seront nécessaires. Mais l'idée est bien de lancer une dynamique de paix. «Cette conférence n'est de loin pas parfaite, mais elle a le mérite d'exister. C'est une étape, qui stimule le dialogue avec un certain nombre de pays», apprécie la conseillère nationale Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE), de la Commission de poli-



Vue sur la grande salle du palace nidwaldien du Bürgenstock. La conférence devra «inspirer un futur processus de paix». (27 MAI 2024/URS FLUEELER/KEYSTONE)

tique extérieure. «Il est intéressant et utile d'au moins essayer de parler de paix et de voir ce que les autres participants sont prêts à faire, d'identifier les convergences et divergences. Mais il ne faut pas se montrer trop ambitieux non plus.» Laurent Wehrli (PLR/VD), président de la même commission, estime pour sa part que «la paix est un escalier à gravir, et cela prendra du temps. Mais nous devons être fiers d'être Suisses: nous sommes quasiment le seul pays à agir pour la paix. Regardez ces derniers jours: de grands pays occidentaux ont donné leur accord pour utiliser leurs armes sur sol russe.»

■ Qui participera?

Dès janvier, la Russie a exprimé son rejet du sommet, arguant que la Suisse n'était «plus neutre». Berne a bien tenté d'inclure Moscou, mais Kiev n'était de toute façon pas prête à faire ce pas à ce stade. Bien que cela ait été l'objet de longues discussions, le Conseil fédéral n'a donc pas envoyé de lettre d'invitation à Vladimir Poutine, les diplomates estimant que cela ne ser-

virait à rien. La plupart des Etats européens seront représentés au plus niveau, ainsi que le Canada, le Japon et la Corée du Sud. Pour le reste du monde, le niveau de représentation n'est pas encore clair. Alors que la NZZ évoquait une venue de Joe Biden, les Etats-Unis seront représentés par la vice-présidente, Kamala Harris, et le conseiller à la Sécurité, Jack Sullivan. La Chine, sur laquelle comptait beaucoup la Suisse, a décliné, tout comme le Brésil semble-t-il, en raison de l'absence de la Russie. L'Inde par contre a signalé son intérêt et il est possible que l'Afrique du Sud soit aussi présente. Hormis deux ou trois pays, l'Afrique brillera par son absence. Plusieurs Etats sud-américains seront par contre présents.

■ La Suisse instrumentalisée par l'Ukraine?

C'est l'une des principales critiques émises par la Russie: le Conseil fédéral n'aurait pris aucune distance vis-à-vis de Kiev. Dans les faits, la Suisse s'est inscrite dans une démarche ukrainienne tout en gardant sa marge de manœuvre,

«On fait tout pour organiser cette conférence de manière impartiale»

NICOLAS BIDEAU, CHEF DE LA COMMUNICATION DU DFAE

explique-t-on à Berne. Malgré les très fortes pressions de la Russie et une approche différente de l'Ukraine, «on fait tout pour organiser cette conférence de manière impartiale», précise Nicolas Bideau, chef de la communication du DFAE. «On invite, on définit les champs des discussions et on a une grande marge de manœuvre sur le contenu du programme et la rédaction du communiqué final.» Quant à la mobilisation médiatique de Volodymyr Zelensky, elle échappe à Berne. Sa critique du refus de Pékin de faire le déplacement est qualifiée d'erreur. En comparaison, Viola Amherd n'a donné que quelques interviews. Ignazio Cassis se tient en retrait. Il a tou-

tefois publié une tribune dans la presse d'une douzaine de pays, dont le Brésil.

Le conseiller national Pierre-André Page (UDC/FR), qui reprend comme son parti les reproches à l'encontre du Conseil fédéral, «ne pense pas que nos conseillers fédéraux maîtrisent M. Zelensky. C'est bien lui qui commande. Nous avons perdu le contrôle de notre neutralité. L'Ukraine sait manœuvrer dans les coulisses. La Suisse a été vraiment naïve.» «Les chefs d'Etat et de gouvernement étrangers parlent bien d'une initiative suisse», rétorque un représentant de l'administration fédérale. Berne a clairement signifié que les consultations ne se focaliseraient pas sur le plan de paix ukrainien, qui n'a logiquement pas l'apparence d'un compromis. D'autres propositions seront étudiées.

D'autres esprits critiques, pas uniquement à l'UDC, déplorent la reprise rapide par la Suisse des sanctions contre la Russie énoncées par les Occidentaux et la communication fréquente du rapprochement de l'armée suisse avec ses partenaires de

l'OTAN. «Cela fait des années que cette tendance est en marche et connue de tous, dont la Russie. La guerre en Ukraine n'a fait que la renforcer», répond à propos du second point un haut fonctionnaire fédéral.

■ L'absence du Sud est-elle le marqueur d'un échec?

C'est ce que martèle Moscou. L'idée d'un «sommet pour rien» circule, y compris dans certaines chancelleries européennes. Seuls la présence effective ou non des Etats, leur niveau de représentation et le communiqué final permettront d'en juger. Si l'Occident, à travers l'UE ou le G7, avance relativement uni, il en va tout autrement du «Sud», fait remarquer un diplomate. Certains membres des BRICS devraient être présents, ainsi que d'autres puissances qui comptent, comme la Turquie. A Berne, on est conscient de cette prise de risque, le succès d'un sommet n'étant jamais acquis. L'une des questions déterminantes sera celle du suivi de ce qui est présenté comme une première réunion. Il devra se faire avec la Russie cette fois-ci. Cette deuxième rencontre pourrait se tenir dans un pays du Sud, mais la Suisse compte bien rester un médiateur dans ce processus.

■ Ce sommet contrevient-il à la neutralité?

Pour le Conseil fédéral et les partis allant des Verts au PLR, la réponse est non. Pour l'UDC nationaliste, c'est le contraire. «La Suisse a rapidement pris une position contre la Russie et repris les sanctions en oubliant qu'on a une neutralité à défendre, peste Pierre-André Page. C'est pour cela qu'aujourd'hui les grands pays concernés ne viennent pas au Bürgenstock. Nous l'avions dit dès le début et cela se confirme.» L'écologiste Nicolas Walder (GE) le contredit: «La Suisse est plus que jamais dans son rôle historique de pays neutre, médiateur de conflits. Il reste quand même intéressant de réunir 80 pays pour parler de paix. L'Ukraine est agressée, ne l'oublions pas. Cela ne me gêne donc pas que l'on ait discuté de cette conférence avec elle.» Nicolas Bideau estime que la Suisse est cette fois-ci dans un rôle qui va bien au-delà de celui d'hôte et de facilitateur. «Nous sommes un médiateur actif et qui prend des risques. C'est apprécié, y compris par la Chine. Jamais nous n'avons eu une telle visibilité internationale en politique étrangère.» ■

Kamala Harris, la doublure de Joe Biden au Bürgenstock, sort de l'ombre

ÉTATS-UNIS La vice-présidente, qui sera présente en Suisse à la conférence sur la paix en Ukraine, est de plus en plus présente dans la campagne électorale du président vieillissant qui rentrera au pays plutôt que d'assister au sommet

SIMON PETITE, MIAMI
X @simonpetite

Joe Biden, le président de la première puissance mondiale et allié le plus généreux envers l'Ukraine, ne se rendra pas à la conférence de paix du 15 et 16 juin dans le nid d'aigle du Bürgenstock. Il sera remplacé par sa vice-présidente Kamala Harris, qui joue un rôle de plus en plus important à ses côtés, ainsi que par son conseiller à la Sécurité nationale Jake Sullivan. Pourtant, le président n'aurait dû faire qu'un modeste détour, car il sera en France en visite d'Etat à partir de mercredi pour la com-



KAMALA HARRIS
VICE-PRÉSIDENTE AMÉRICAINE

mémoration du Débarquement en Normandie. Puis, l'octogénaire se rendra au G7 dans les Pouilles, dans le sud de l'Italie, jusqu'au 15 juin, jour d'ouverture du sommet du Bürgenstock.

Récolte de fonds à Hollywood

La vice-présidente, longtemps effacée et tout aussi impopulaire que son colistier, joue un rôle de plus en plus important dans la campagne de Joe Biden. Elle s'exprime sur les sujets les plus chauds, comme la défense de l'avortement ou

même la guerre à Gaza, marquant une indignation plus marquée que le président contre la conduite de la guerre par Israël. Ce ne sera pas la première fois qu'elle le remplace sur la scène internationale. En février, la quinquagénnaire fille d'immigrants jamaïcains et indien, avait participé à la Conférence de Munich, équivalent du Forum économique de Davos pour les questions de sécurité. Il est peu probable que le président change de colistière en cours de campagne, tant il privilégie la stabilité dans son équipe. Il compte aussi sur le vote des femmes et des minorités.

Au lieu de la conférence sur l'Ukraine, le président en campagne pour sa réélection sera présent à un événement pour récolter des fonds à Hollywood, en Californie. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait dit par avance sa déception la semaine dernière lors d'une conférence de presse

à Bruxelles. «Une absence de Joe Biden serait applaudie par Vladimir Poutine», avait-il dit.

Ce faux bond en dit long sur les priorités de Joe Biden. Après une visite en France et au G7, où il martèlera sa différence avec l'isolationniste Donald Trump, le président a préféré rentrer au plus vite aux Etats-Unis. Moins de deux semaines après son retour, le démocrate croquera le fer avec son rival lors du premier débat télévisé, fixé au 27 juin, avant même que les deux candidats ne soient officiellement investis lors des conventions estivales de leur parti.

L'Ukraine éclipsée par Gaza

La présidentielle américaine ne se joue habituellement pas sur la politique étrangère. Le scrutin du 5 novembre, à nul autre pareil, fera-t-il mentir cet adage? Un autre conflit pourrait faire basculer l'élection: la guerre à Gaza

monopolise les écrans et hypothèque la réélection du président en raison de son soutien quasi-inconditionnel à Israël. L'Ukraine est éclipsée. Nul doute que le président participerait à une conférence de paix sur le Proche-Orient.

«Il n'y a pas un seul dirigeant dans le monde qui a soutenu avec plus de force l'Ukraine, a défendu John Kirby, le porte-parole du Conseil de sécurité national, pour expliquer cette absence. Nous avons soutenu la formule de paix du président Volodymyr Zelensky à chaque étape et on ne peut pas dire que nous abandonnons l'Ukraine.» Et d'accuser les républicains d'avoir bloqué pendant six mois un paquet d'aide militaire cruciale pour l'Ukraine face aux offensives russes avant que Donald Trump ne consente à ce qu'il soit finalement voté par le Congrès le mois dernier. Chassez la politique intérieure américaine et elle revient au galop. ■

La victoire mitigée de Narendra Modi

INDE La voix des urnes consacre le succès du parti nationaliste hindou de Narendra Modi lors des élections législatives. Celui-ci devra néanmoins se contenter d'une majorité parlementaire réduite contrairement à ce qui était prévu

VANESSA DOUGNAC, ANCIENNE
CORRESPONDANTE EN INDE
✉ @vanessadougna

C'est une victoire qui n'apporte pas les lauriers espérés. Selon les premiers résultats du scrutin législatif, le premier ministre Narendra Modi conserve les rênes d'une nation d'1,4 milliard d'habitants. Il réalise l'exploit de remporter un troisième quinquennat consécutif; seul Jawaharlal Nehru, avant lui, avait été réélu à trois reprises. Mais l'implacable dirigeant est loin de remporter le raz-de-marée qu'il avait prédit pour la fleur de lotus, l'emblème de son parti nationaliste hindou du BJP. Le plus grand scrutin jamais organisé à l'échelle de la planète, qui s'est tenu durant six semaines sous des vagues de canicule, ne s'est pas déroulé exactement comme prévu.

Un léger vent de changement

Pour le BJP, l'ambition était d'atteindre la barre des 370 sièges à lui seul, et celle des 400 sièges avec sa coalition, afin d'occuper les deux tiers de la Chambre basse. C'est un échec. Le BJP obtient une majorité réduite, environ 290 sièges pour lui et sa coalition, selon le décompte partiel de la commission électorale. Dans son grand bastion hindou, au nord de l'Inde, le BJP recule. Même au cœur de sa circonscription de Bénarès, sur les bords du Gange, la réélection du premier ministre n'a pas été une évidence. Tout un symbole, qui effrite l'image de sa toute-puissance.

Jouissant d'une grande popularité, l'homme de 73 ans à la barbe blanche était le grand favori. Au cours de ces dix dernières années, son parti a régné avec autorité sur New Delhi, galvanisé par le projet de transformer l'Inde laïque en une nation hindoue. Son omniprésence médiatique, relayée par des réseaux sociaux sur le pied de guerre et des médias qui lui sont souvent acquis, laissait peu d'espoirs à l'opposition. Durant la campagne, Narendra Modi n'a rien



Des partisans du BJP fêtent la victoire d'un de leurs candidats lors du dépouillement des élections nationales. (NEW DELHI, 4 JUIN 2024/MANISH SWARUP/AP PHOTO)

laissé au hasard, multipliant ses déplacements à travers le pays. Les sondages, eux aussi, promettaient que le triomphe était dans la poche.

À présent, un vent léger de changement plane sur l'Inde. En dépit de sa défaite, l'opposition se sent revigorée: elle sait que son poids comptera désormais au parlement. Dans le sud de Delhi, à quelques rues des quartiers généraux du BJP, les sympathisants du parti du Congrès de Rahul Gandhi et de son alliance de partis d'opposition étaient d'humeur festive, applaudissant, à l'annonce des scores serrés, une victoire de la démocratie.

Affaibli, l'opposition avait dénoncé un jeu inégal durant

RÉSULTATS

Des opposants élus députés en prison

Un séparatiste sikh et un opposant politique du Cachemire, tous deux incarcérés, ont remporté hier des sièges de députés au parlement indien. Amritpal Singh, âgé de 31 ans, arrêté l'an dernier après un mois de cavale, se trouve en prison pour avoir milité en faveur de la création d'un territoire sikh séparé de l'Inde. Depuis sa cellule, il a battu 26 autres candidats.

Le prédicateur séparatiste sikh s'est fait connaître en réclamant la création du Khalistan, un État revendiqué par les indépendantistes sikhs du Pendjab, dont la lutte avait déclenché des violences dans les années 1980 et 1990 ayant fait des milliers de morts.

Quant à l'autre prisonnier élu, Sheikh Abdul Rashid, un ancien parlementaire dans la région du Cachemire administrée par l'Inde, il a rem-

porté un siège dans la région de l'Himalaya. Le Cachemiri avait été arrêté pour «financement du terrorisme» et blanchiment d'argent en 2019. Le Cachemire est divisé entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance en 1947, et tous deux revendiquent l'intégralité du territoire de haute altitude.

Les groupes rebelles mènent une insurrection depuis 1989, exigeant l'indépendance ou une fusion avec le Pakistan. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts parmi les civils, les soldats et les rebelles. La violence et les manifestations anti-indiennes ont toutefois considérablement diminué depuis 2019, lorsque le gouvernement du premier ministre Narendra Modi avait annulé l'autonomie limitée de la région. ■ AFP

la campagne, agitant même la crainte de fraudes. Elle accuse le gouvernement d'instrumentaliser les institutions à des fins politiques et de cibler ses opposants en déployant des enquêtes judiciaires à leur encontre. Dimanche, Arvind Kejriwal, l'un des opposants et le chef du gouvernement régional de Delhi, est ainsi retourné dans sa cellule, sous le coup d'accusations controversées. Après avoir appelé à «voter contre la dictature».

L'opposition se sent revigorée: elle sait que son poids comptera désormais au parlement

Démarrant la campagne sur le thème du développement, les nationalistes hindous ont réajusté leur tir en cours de route. Ils ont alors tenté de faire vibrer un sentiment nationaliste aux accents islamophobes afin de rassembler leurs électeurs. Dans un discours, Narendra Modi en personne a qualifié la minorité musulmane, qui compte plus de 200 millions d'Indiens, d'«infiltrés».

Le chômage et l'inflation dans le viseur

D'après les observateurs, de nombreux électeurs ont tourné le dos à la polarisation religieuse pour s'inquiéter des enjeux liés à leur quotidien: le chômage, l'inflation, le monde paysan. Le bruit d'un mécontentement s'est affirmé au grand jour. Avec un taux de participation de 66,3%, ce scrutin marque un retour à des problématiques plus traditionnelles, et exprime une mise en garde des électeurs à l'égard de leur premier ministre. La magie de Narendra Modi, messie de la fierté patriotique, s'est quelque peu érodée. Dans une démocratie, les jeux ne sont jamais faits. ■

L'opposition perd de peu mais savoure une réussite symbolique

RÉACTIONS L'angoisse régnait hier au siège du parti du premier ministre, le BJP, à New Delhi. Ambiance plus légère dans l'autre camp, où les militants sont ravis d'avoir déjoué les pronostics

COMÉ BASTIN, NEW DELHI
✉ @Come_Bastin

Toute la journée, au siège du parti du Congrès, pavillon désuet au bord d'une avenue arborée de New Delhi, on entendait des cris de joie. Sur la pelouse, une grande tente remplie de ventilateurs accueillait plusieurs centaines de personnes venues suivre les résultats sur un écran géant. Pas loin de là, dans l'immense QG du Bharatiya Janata Party (BJP), les mines étaient plus grises. «Gloire A Ram!», le cri des nationalistes hindous, avait beau résonner dans les couloirs climatisés du siège du BJP, le cœur n'y était pas. Malgré les apparences, c'est pourtant bien la coalition de Narendra Modi qui a remporté, pour la troisième fois, les élections nationales!

Le décor de cette journée qui a secoué la démocratie indienne avait été planté dès la veille, alors que la coalition de Narendra Modi, la National Democratic Alliance (NDA), et celle de l'opposition, l'Indian National Developmental In-

sive Alliance (INDIA), se préparaient chacune aux célébrations de la victoire à New Delhi. «Nous allons gagner 400 sièges», prédisait JP Nadda, président du BJP, fort des sondages du week-end annonçant le triomphe des nationalistes hindous. Des sondages «réalisés par le parti au pouvoir et qui ne reflètent pas du tout la colère des électeurs face à la situation économique», répondait Pawan Khera, porte-parole du Congrès.

Verdict très serré

A qui les électeurs indiens ont-ils donné raison? À mesure que les résultats sont tombés ce mardi 4 juin, il était bien difficile de le dire. À partir de midi, la coalition de Narendra Modi menait le score mais stagnait autour de 290 sièges, bien en dessous des 400 sièges espérés, et juste au-dessus des 272 sièges

nécessaires au parlement de New Delhi pour former le gouvernement. À tout moment, l'évolution du décompte pouvait faire tomber le pouvoir en place en dessous de la barre fatidique et ouvrir la voie à sa défaite. Au siège du BJP, les visages des partisans du premier ministre étaient graves, comme si un monde s'écroulait avec ce verdict très serré.

En fin d'après-midi, les traditionnelles fanfares de tambours commencent à résonner dans la cour et la foule se détend un peu, alors que les scores se confirment. «L'objectif de 400 sièges était une stratégie de Narendra Modi pour placer la barre haut et intimider l'opposition», justifie Vivek, militant du BJP. «La vérité, et ce qui compte, c'est que nous allons former le gouvernement. Narendra Modi est élu pour une troisième fois et c'est le seul premier ministre indien à avoir réussi cette performance avec Jawaharlal Nehru.»

Certains ne cachent cependant pas leurs doutes ou leur déception. «Pour les hindous, Narendra Modi a fait construire le temple de Ram, à Ayodhya. Mais il prend aussi soin des autres religions, comme les sikhs. Il a même construit la plus grande mosquée du monde», juge un autre mili-

tant... même si la mosquée en question n'existe pas et que le premier ministre s'est illustré par ses provocations contre les musulmans durant la campagne.

«C'est bien la preuve que le peuple indien a compris que Narendra Modi ne remplissait aucune de ses promesses»

HANISH SAINI, SECRÉTAIRE DU CONGRÈS
À NEW DELHI

Nalini, venue du Rajasthan, juge qu'il faudra tirer des leçons. «Les Indiens sont satisfaits du bilan de Narendra Modi, mais on a peut-être fait trop reposer la campagne sur sa personne et oublié de présenter des candidats séduisants dans les circonscriptions.»

«Le peuple ne s'est pas laissé distraire par les polémiques»

Au parti du Congrès, les militants qui ont soutenu Rahul Gandhi, le principal opposant à Narendra Modi, tirent

évidemment une lecture inverse des résultats du jour. «Le premier ministre dispose de beaucoup plus d'argent, du soutien des grands médias et des agences gouvernementales pour faire campagne et n'est même pas sûr d'avoir une majorité», analyse Hanish Saini, secrétaire du Congrès à New Delhi. «C'est bien la preuve que le peuple indien a compris qu'il ne remplissait aucune de ses promesses, que l'économie est au plus bas, et qu'il ne s'est pas laissé distraire par les polémiques entre hindous et musulmans qu'il distille depuis dix ans.»

Pour Srinivas, quel que soit le résultat, il montre que les Indiens s'éloignent de l'idéologie d'extrême droite de Narendra Modi. «Même si l'on ne gagne pas, ce n'est pas une défaite. Car c'est la vérité qui progresse lors de ces élections, et la vérité finit toujours par l'emporter.» S'il lui manque environ 40 sièges pour l'emporter, la coalition INDIA affirme toujours qu'elle va former le prochain gouvernement, comptant notamment sur des ralliements issus de la coalition du premier ministre. À l'arrivée, pas de grande fête ni de klaxons dans les rues de Delhi. La capitale semble encore suspendue à cette journée qui a rebattu les cartes, comme si les élections n'étaient pas vraiment terminées. ■

272

C'est le nombre de sièges minimum nécessaires au parlement indien pour former le gouvernement.

PAUL ACKERMANN, PARIS
X @paulac

Cette année, la France fête la Libération. Et elle peut toujours le faire avec ceux qui l'ont vécue. Ce qui ne sera bientôt plus une évidence. «Alors que la guerre est de retour en Europe et que nous avons encore cette année l'occasion d'honorer les derniers combattants de notre libération, il nous faut valoriser au mieux cette occasion pour mesurer le prix de notre liberté.» C'est ainsi en insistant sur l'urgence d'entendre les témoignages de ceux qui ont vécu la dernière guerre sur sol français qu'Emmanuel Macron annonçait il y a trois mois une année de commémorations qu'il veut exceptionnelles, un des marqueurs de ce qu'il a appelé l'année des «fiertés françaises» avec les Jeux olympiques et la réouverture de Notre-Dame.

Cette semaine, l'anniversaire du débarquement de Normandie représentera l'apogée de ces festivités mémorielles. Ce mercredi 5 juin, le président de la République préparera le terrain avec un hommage à l'action de la Résistance en Bretagne. Le 6 juin, le grand jour, le D-Day comme on dit, sera marqué quant à lui par une série de cérémonies britanniques, américaines et canadiennes sur les plages du débarquement ainsi qu'une grande cérémonie internationale qu'Emmanuel Macron présidera en présence de nombreux autres chefs d'Etats à Omaha Beach.

L'Elysée fait des derniers témoins de la guerre sur le territoire français l'un des aspects majeurs de ces commémorations: «Le 6 juin sera organisé autour de la présence des derniers survivants», déclaraient les conseillers du président au moment de présenter le programme. «Il s'agit de profiter de leur présence et de leur rendre hommage jusqu'au bout», ajoutaient-ils. Car il faut «bénéficier, peut-être pour la dernière fois hélas, des mémoires vives de celles et ceux qui sont encore les témoins présents et vivants de cette époque».

Dernier voyage

Dans ce cadre, des rencontres sont organisées avec des vétérans du débarquement, notamment dans les écoles normandes. Et, surtout, environ 250 de ces Américains, Britanniques et Canadiens, dont l'âge tourne autour des 100 ans, arrivent en Normandie pour les commémorations cette semaine. «Symboliquement, c'est fascinant. Ils le disent eux-mêmes, c'est leur dernier voyage», nous raconte Annick Cojean, grand reporter au journal *Le Monde*, qui sort ces jours *Nous y étions* (Grasset), un livre réunissant les témoignages de vétérans du D-Day.

«Ces commémorations seront la dernière occasion d'exprimer notre gratitude et, pour eux, de dire ce que signifiait ce débarquement», ajoute la journaliste. Car pour elle, la force du témoignage, «ça change tout»: «Les enseignants qui ont pu inviter un vétéran dans leur classe le disent, ils permettent de toucher du doigt la grande Histoire. On se sent davantage concerné avec eux. Quand le dernier aura disparu, tout cela rentrera dans l'histoire en noir et blanc ou telle qu'elle est fixée dans nos livres scolaires. Cette histoire que l'on apprend mais qui nous touche moins viscéralement.» Selon l'autrice, ces vétérans savent toujours s'enthousiasmer même centenaires «et en chaise roulante»: «Il faut se les représenter jeunes, courageux, ils avaient presque le même âge que les élèves qu'ils visitent.»

Ce poids du témoignage de première main est d'ailleurs à l'origine même du travail d'Annick Cojean. Pour expliquer ce qui l'a menée à cette démarche, elle raconte en introduction de son ouvrage comment son enfance a été bercée par les récits de sa mère, Normande, mimant les soldats de la Wehrmacht qu'elle a croisés, «mitrailleuse à la main, éructant des menaces». Ou racontant la destruction de la ville de Caen, la maison familiale



La tombe d'un des soldats américains qui ont inspiré Steven Spielberg pour le film «Il faut sauver le soldat Ryan», au cimetière américain de Colleville-sur-Mer. (NORMANDIE, 3 JUIN 2024/CHRISTOPHE PETIT TESSON/EPH)



Des troupes américaines débarquant sur les plages de Normandie lors du «D-Day». (6 JUIN 1944/US ARMY/AFP)

«On ne leur pose jamais assez de questions»

MÉMOIRE Les 80 ans du débarquement de Normandie sont une des dernières occasions d'entendre les témoignages de ceux qui ont vécu la guerre en France. Une urgence dont sont conscients les autorités et les intellectuels

en ruine, le fait de tout perdre, la fuite sur les routes du nord de la France. «C'est important de raconter cette époque à hauteur d'homme, à hauteur de jeunes gens, surtout pour les élèves», assure la journaliste. «En 1994, quand s'est profilé le cinquantième anniversaire du Débarquement [...], j'ai recherché les combattants du 6 juin 1944, ceux que ma mère, enfant, aurait pu apercevoir dans la région de Caen», écrit-elle donc dans son livre. Elle aboutira à ce récit heure par heure du D-Day par ceux qui y étaient. «Les décennies ont passé. Ma conteuse de Débarquement s'en est allée, de même que mes 18 grands témoins qui, jusqu'à leur dernier jour, ont conservé intactes la flamme et la peine indicible du D-Day.»

On le voit, la disparition des derniers survivants provoque un sentiment d'urgence. Maintenant que sa mère est partie,

Annick Cojean se dit qu'à l'époque, elle ne connaissait pas encore les grandes interrogations qui lui viennent aujourd'hui. «On ne leur pose jamais assez de questions», constate-t-elle. Pour l'autrice, ce sont les parents, grands-parents et arrière-grands-parents qui nous relient à l'histoire. «Cette petite connexion nous offre aussi une autre façon de réagir à l'actualité.»

Car, au bout du compte, comme souvent avec l'histoire, c'est d'aujourd'hui dont il est question. Du retour de la guerre d'agression en Europe, de la montée de l'extrême droite. «Les survivants que j'ai rencontrés ces dernières semaines m'en parlent, assure Annick Cojean. En Californie, je les ai trouvés moins concernés par l'Ukraine, mais les vétérans britanniques étaient extrêmement inquiets. Tous sans exception me l'ont exprimé de

la même manière, en disant que la situation actuelle leur rappelait celle de 1939. D'autant que pour certains d'entre eux, le Brexit transmet un message exactement opposé à celui du D-Day.»

«Quelque chose de plus grand que soi»

La journaliste note aussi «cette idée de sacrifier sa vie pour quelque chose de plus grand que soi, une question à laquelle nous ne sommes pas confrontés, nous qui n'avons pas connu la guerre». Pour elle, cette idée de donner son existence pour une idée, pour des valeurs, mérite d'être mise sur la table aujourd'hui: «Tous parlaient d'une guerre juste, écrit-elle dans son livre. L'absence de doutes. La confiance absolue dans leur gouvernement. La certitude d'être du bon côté de l'Histoire. Ils combattaient pour

la liberté, cela valait tous les sacrifices. La guerre juste... N'est-il pas fascinant d'observer que, quatre-vingts ans après le 6 juin 1944, la question ressurgit, complexe, brûlante, vertigineuse?»

La grande valeur des derniers témoignages ne se limite d'ailleurs pas au D-Day. D'autres aspects de la Seconde Guerre mondiale sont soumis à la même urgence. Le 27 janvier prochain, ce sont les 80 ans de la libération d'Auschwitz que l'on commémorera et Annick Cojean pense à Simone Veil qui a tant fait pour que le vécu de ces camps soit entendu. Aujourd'hui, elle n'est plus là pour le raconter et les autres rescapés disparaissent les uns après les autres.

«Tous parlaient d'une guerre juste. Ils combattaient pour la liberté, cela valait tous les sacrifices»

ANNICK COJEAN, JOURNALISTE POUR «LE MONDE»

«Ce que nous racontent les survivants des camps est d'actualité. Ils nous parlent du présent et du futur, ils nous montrent ce que l'homme est capable de faire», confirme Sophie Nahum. Cette réalisatrice de documentaires se consacre depuis 2017 au projet «Les Derniers», recueillant la parole des témoins de la Shoah. Une plateforme vidéo, plusieurs films ou livres et bientôt une application sont nés de ce travail. La documentariste nous explique d'où est venue cette obsession au cœur de sa vie professionnelle, cette prise de conscience derrière le «testament collectif» qu'elle construit depuis sept ans: «J'ai rencontré Jacques Altmann, survivant de Birkenau, au début des années 2010, dans le cadre d'un autre projet. Il avait déjà 89 ans. Je me suis dit qu'il n'y aurait plus de témoins pour venir dans les classes quand mes enfants seraient en âge de poser des questions. Je me suis souvenu du décompte des derniers poilus de 14-18 et je trouvais dommage de voir arriver la même chose avec les survivants de la Shoah sans apporter ma pierre à l'édifice.»

Négationnisme

D'autant qu'avec la place prise par le complotisme dans le débat ces dernières années, la disparition des derniers témoins directs ouvrira encore un peu plus la porte aux manipulations. Sophie Nahum relativise cependant la différence que ces témoignages peuvent faire sur certaines dérives: «Bien sûr, quand il n'y aura plus de témoins, le négationnisme pourra s'en donner à cœur joie. Mais je suis arrivée à un moment où le travail scientifique avait déjà été effectué et il n'a pas fait changer d'avis les négationnistes. Les négationnistes se foutent des preuves. Même avec les derniers témoins encore présents, on entend déjà n'importe quoi, surtout depuis le 7 octobre.» Pour elle, un tabou est effectivement tombé à la suite des attaques du Hamas en Israël.

Si les témoignages ne fonctionnent pas nécessairement avec les négationnistes, ils permettent d'intéresser ceux qui ne se sont jamais penchés sur le sujet, ajoute cependant Sophie Nahum. «Et ils donnent du courage à beaucoup de monde. C'est ça qui est intéressant. Ils font passer leur force, leur résilience. Ils sont des leçons de vie.» Un constat que semble confirmer Annick Cojean avec ses vétérans: «Le 80e anniversaire du D-Day aura une dimension fortement émotionnelle, on a envie de chérir ces survivants, mais ce sera aussi une leçon, une sorte de relais à passer aux autres générations. Ceux qui les auront vus pourront dire: «Ça s'est vraiment passé, je les ai vus.»»

6 International

En Espagne, la première dame citée à comparaître

JUSTICE Begoña Gomez, l'épouse du premier ministre Pedro Sanchez est suspectée de corruption et de trafic d'influence. Le gouvernement dénonce une stratégie politique, à quelques jours des élections européennes

ATS

L'état judiciaire se resserre sur Begoña Gomez, l'épouse du premier ministre espagnol Pedro Sanchez, citée à comparaître début juillet comme suspecte dans l'enquête pour corruption et trafic d'influence la visant.

Au centre de toutes les attaques de l'opposition depuis des semaines, cette affaire empoisonne la vie du dirigeant socialiste qui avait créé la surprise fin avril, après l'annonce de l'ouverture de l'enquête, en affirmant envisager de démissionner et en suspendant ses activités pendant cinq jours avant de finalement rester à son poste.

«Des indices suffisants»

Elle a pris hier encore plus d'ampleur avec l'annonce par le Tribunal supérieur de justice (TSJ) de Madrid de la citation à comparaître de Begoña Gomez par le juge d'instruction en charge du dossier. Dans un bref communiqué de trois lignes, le TSJ de Madrid a indiqué qu'elle serait interrogée «en qualité de suspecte» le 5 juillet, en relation avec «des délits présumés de corruption dans le secteur privé et de trafic d'influence».

Interrogée à l'issue du conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement, Pilar Alegria, a affirmé qu'il n'y avait «rien de rien» dans le dossier et dénoncé les «mensonges et la désinformation» ayant conduit à l'ouverture de cette enquête, dont la droite et l'extrême droite sont, selon elle, à l'origine. Elle a également souligné l'«étrangeté» du timing de cette annonce à quelques jours des élections européennes, laissant entendre que le magistrat avait des arrière-pensées politiques.

L'opposition de droite a au contraire applaudi cette décision du juge. «L'Espagne mérite un président (du gouvernement) digne et ce n'est pas le cas de Sanchez», a lancé sur le réseau social X la secrétaire générale du Parti populaire (PP, droite conservatrice), Cuca Gamarra.

L'annonce du TSJ de Madrid fait suite au rejet, le 29 mai, de la demande du parquet de clas-

ser sans suite l'enquête visant la femme du premier ministre. Un tribunal madrilène avait alors jugé «inhabituelle» la volonté du parquet «d'empêcher toute investigation» et jugé que les «indices concernant la commission présumée d'un délit» étaient «suffisants» pour justifier la poursuite de l'enquête préliminaire. Ces indices sont «plus que de simples soupçons», avait-il insisté, rendant dès lors la citation à comparaître de Begoña Gomez inévitable. L'enquête a été ouverte le 16 avril après une plainte d'un collectif proche de l'extrême droite appelé «Manos limpias» (Mains propres), qui avait lui-même reconnu que sa démarche reposait uniquement sur des articles de presse.

Le tribunal qui a rejeté la demande du parquet a toutefois limité, dans sa décision du 29 mai, le champ des investigations au soutien apporté par Begoña Gomez, via des lettres de recommandation, à un entrepreneur dans le cadre d'appels d'offres publics d'un montant de 10 millions d'euros qu'il a remportés.

Le tribunal a en revanche retiré du périmètre de l'enquête les liens noués par Begoña Gomez avec le PDG du groupe touristique espagnol Globalia au moment où celui-ci négociait des aides publiques en pleine pandémie de Covid-19 pour sa compagnie aérienne Air Europa. Il ne s'agit que d'une «simple conjecture», a-t-il estimé. Ce tribunal a refusé de classer l'affaire en dépit d'un rapport de la Garde civile qui concluait à l'absence d'indices.

Crise diplomatique avec l'Argentine

Fragilisé par cette affaire, Pedro Sanchez avait dénoncé fin avril une «stratégie de harcèlement et de démolition» émanant de «médias fortement marqués à droite et à l'extrême droite» et soutenue, selon lui, par l'opposition conservatrice. Les accusations contre Begoña Gomez ont également provoqué le mois dernier une crise diplomatique avec l'Argentine. En déplacement à Madrid pour une convention du parti d'extrême droite Vox, le président ultralibéral argentin Javier Milei avait relayé les attaques de la droite espagnole contre l'épouse de M. Sanchez, la qualifiant de «corrompue». En réaction, Madrid a rappelé définitivement son ambassadrice en Argentine. ■

SUR LE FIL

L'ONU dénonce «un bain de sang» en Cisjordanie

Plus de 500 Palestiniens ont été tués depuis octobre dernier en Cisjordanie. Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Turk a dénoncé hier à Genève un «bain de sang sans précédent». Sur la même période, 24 Israéliens, dont plusieurs soldats, ont été tués dans ce territoire palestinien et en Israël. (ATS)

Gaza pilonnée du nord au sud

Des bombardements aériens et des tirs d'artillerie ont visé hier la bande de Gaza du nord au sud. Malgré les appels au cessez-le-feu venus du monde entier, les exigences contradictoires des deux camps semblent vouer à l'échec un plan présenté vendredi par le président américain Joe Biden. (ATS)

Un drapeau de la discorde au parlement français

Des parlementaires français se sont présentés hier dans l'hémicycle habillés en noir, rouge, blanc et vert, les couleurs du drapeau palestinien. Les échanges se sont envenimés lorsque la députée de La France insoumise Rachel Keke a brandi un drapeau palestinien. La présidente de l'Assemblée Yael Braun-Pivet a immédiatement prononcé un rappel à l'ordre et décidé une suspension de séance. (ATS)



Le ministre israélien de la Défense Benny Gantz est visé personnellement par des preuves à charge réunies par des organisations palestiniennes. (WASHINGTON, 5 MARS 2024/DREW ANGERER/AFP)

Les ONG palestiniennes face à un implacable travail de sape

DROITS HUMAINS En visite en Suisse, des représentants de ces organisations veulent tirer au clair les raisons de leur mise à l'index par Berne. Le débat rebondit avec les révélations liées aux enquêtes menées par la Cour pénale internationale contre des dirigeants israéliens

LUIS LEMA
✉ @luislema

Ces jours, des représentants légaux de diverses organisations palestiniennes étaient à Berne pour rencontrer des parlementaires et des hauts fonctionnaires de la Coopération suisse. Objectif? Tirer au clair les accusations qui continuent de planer sur certaines de ces ONG. A la suite de l'attaque du Hamas du 7 octobre, le Département fédéral des affaires étrangères avait suspendu son soutien financier à 11 ONG, palestiniennes et israéliennes. Certes, huit d'entre elles ont été à nouveau adoucies par Berne entre-temps. Mais la méfiance perdue, d'autant que l'une des ONG encore visées est en fait composée d'une vaste coalition regroupant plus d'une centaine d'organisations: de quoi compromettre, craignent les principaux concernés, «la légitimité de la société civile palestinienne dans son ensemble».

«Nous avons besoin d'indications claires», explique Agnese Valentini, dont l'association European Legal Support Center (ELSC), basée aux Pays-Bas, offre un soutien légal aux ONG palestiniennes: quelles déclarations ou quels actes précis ont enfreint quelles lois? Ces clarifications sont essentielles pour pouvoir juger de la décision (de Berne) et la contester, mais aussi ne serait-ce que pour éviter qu'une telle situation se reproduise. ■

Une campagne politique israélienne

Les ONG en visite en Suisse en sont plus convaincues que jamais: elles s'estiment au centre d'une campagne politique israélienne qui aurait trouvé un certain nombre de relais à Berne. «Ternir la réputation de ces acteurs palestiniens et obtenir la fin des financements internationaux est une pièce maîtresse de la politique israélienne, poursuit la juriste. C'est le meilleur moyen de les faire taire et de parfaire ainsi le bouclier d'impunité dont s'entoure Israël.»

Au-delà de la politique fédérale, ce rôle central joué par les ONG palestiniennes est apparu en pleine lumière ces derniers jours. Une enquête publiée fin mai par le média israélien +972 Magazine (ainsi qu'en partie par le *Guardian* britannique) montre à quel point l'Etat d'Israël a mobilisé ses forces, durant des années, pour stopper le travail de ces organisations qui s'étaient données pour tâche de réunir des preuves documentant les infrac-

tions de l'armée et les violations des droits de l'homme. «L'opération secrète a mobilisé les plus hautes branches du gouvernement israélien, la communauté du renseignement et les systèmes judiciaires civil et militaire afin de faire dérailler l'enquête», note l'article. En ligne de mire: les investigations lancées par la Cour pénale internationale (CPI) contre plusieurs responsables israéliens, au premier rang desquels le premier ministre, Benyamin Netanyahu, mais aussi l'ancien ministre de la Défense et actuel membre du cabinet de guerre israélien Benny Gantz.

Les pressions et menaces menées par les autorités israéliennes sur les juges et les procureurs de la CPI ont été féroces. «C'est inconcevable. On dirait du chantage dans le style de Cosa Nostra (la mafia sicilienne)», commentait récemment l'ancien chef du Mossad israélien Tamir Pardo, en référence entre autres aux agissements supposés de son successeur, Yossi Cohen, qui aurait menacé la sécurité physique d'une procureure, ainsi que celle de sa famille.

Beaucoup d'ONG qui sont au centre des révélations sur les agissements d'Israël contre le travail de la CPI ont passé à la trappe de l'aide suisse

Ces allégations sur les comportements d'Israël à l'égard de la justice internationale éclairaient aussi d'une lumière nouvelle les accusations formulées à l'encontre des ONG palestiniennes, violemment mises en cause, y compris en Suisse. Certaines de ces organisations – dont beaucoup ont été par le passé financées en partie par la Confédération – sont en effet actives auprès de la CPI depuis une dizaine d'années. La plupart d'entre elles ont aujourd'hui été disqualifiées par Berne, au terme parfois de vives polémiques.

Le magazine +972 s'attarde notamment sur un épisode datant d'octobre 2021. A l'époque, le ministre de la Défense Benny Gantz – lui-même visé personnellement par les preuves à charge réunies par les ONG – a déclaré six de ces organisations comme étant des «entités terroristes». Il s'avère aujourd'hui que ces ONG étaient très étroitement surveillées, les conversations de leurs directeurs hackées (grâce au système israélien Pegasus) et leurs mouvements tracés. C'est notamment par ces moyens que les autorités israéliennes pou-

vaient contrôler – et ainsi mieux contre-carrer – les progrès faits contre eux par les enquêteurs de la CPI.

Malgré leur diffusion très large, les accusations de Benny Gantz, selon lesquelles ces ONG travaillaient en réalité pour un groupe palestinien marxiste violent (le Front populaire de libération de la Palestine, FPLP) n'ont jamais été reprises à leur compte par d'autres Etats, y compris les plus proches alliés d'Israël. Et pour cause: le dossier israélien était en l'occurrence particulièrement peu étoffé.

En Suisse, pourtant, le débat est très loin d'être clos. Parmi les organisations pour lesquelles la Suisse n'a pas repris ses financements après le 7 octobre 2023, le Palestinian Center for Human Rights (PCHR) et le Palestinian NGO Network (PINGO) continuent de traîner l'accusation de liens présumés «avec des groupes terroristes». L'organisation pro-israélienne NGO Monitor, dont les déclarations font loi auprès d'un certain nombre de parlementaires suisses, continue de les mettre en avant sur sa page consacrée au financement des organisations palestiniennes par la Suisse.

«Ternir leur réputation»

Par le passé, sur la base d'allégations comparables de NGO Monitor reprises pratiquement mot pour mot dans des motions parlementaires, la Confédération avait déjà revu de fond en comble sa politique d'aide à l'égard des associations palestiniennes et israéliennes. Beaucoup d'ONG qui sont au centre des révélations sur les agissements d'Israël contre le travail de la CPI ont passé à la trappe de l'aide suisse, à la suite de ces accusations. Il s'agit notamment d'Addameer, qui s'occupe particulièrement du sort des prisonniers palestiniens, ou d'Al-Haq, une ONG qui, depuis 1979, dénonce les violations des droits de l'homme commises par les soldats et les colons israéliens.

Justifiant à l'époque l'arrêt des fonds destinés à ces organisations, le Conseil fédéral expliquait en 2020 déjà que ces financements donnaient «lieu à controverse». Le DFAE «a pris ces critiques au sérieux», disait le rapport.

Une attaque concertée de longue date contre ces ONG, au motif qu'elles nourrissaient les plaintes à venir de la CPI? Un rapport du Ministère des renseignements israélien, datant de la même époque, a été ébruité lors d'un débat parlementaire à la Knesset israélienne. Il affirme texto: «Il s'agit d'incriminer les individus ou les organisations qui bénéficient de financements étrangers, en ternissant leur réputation et d'exposer leurs liens avec des éléments terroristes.» Plus clair encore: «Cela devrait inclure un effort pour couper les sources de financement des gouvernements étrangers et des donateurs privés...» Dont acte. ■

EN BREF

Fermeture temporaire de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique

Le président américain, Joe Biden, fermera temporairement la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique aux migrants clandestins qui demandent l'asile, si le nombre de passages illégaux augmente, a déclaré hier la Maison-Blanche, s'attaquant à un sujet explosif en vue de l'élection de novembre. «Le président Biden est convaincu que nous devons sécuriser notre frontière. C'est pourquoi il a annoncé aujourd'hui des mesures visant à empêcher les migrants qui franchissent illégalement notre frontière méridionale de recevoir l'asile», a déclaré la Maison-Blanche. AFP

Des hôpitaux londoniens victimes d'une cyberattaque

De grands hôpitaux londoniens ont dû annuler des opérations hier après avoir été victimes d'une cyberattaque ayant visé un fournisseur de services, selon des notes internes. L'attaque, qui a touché l'entreprise Synnovis, a eu un «impact majeur» sur plusieurs services, dont les transfusions sanguines. Selon le Health Service Journal (HSJ), qui a cité une source haut placée, il faudra «des semaines et non des jours» pour obtenir des résultats d'examen pathologiques à cause de cette cyberattaque. ATS

L'Etat au service de Fabienne Fischer

GENÈVE L'enquête parlementaire a rendu son rapport. Elle constate des irrégularités, des conflits d'intérêts, une subvention déguisée et un cas de népotisme. Elle relève aussi que des blocages et des disparitions d'e-mails ont rendu son travail difficile

LAURE LUGON ZUGRAVU
X @laurelugon

«Au lieu de servir la population, Fabienne Fischer s'est servie.» Les mots de la députée socialiste Jennifer Conti, présidente de la sous-commission du contrôle de gestion du Grand Conseil, sont accablants. Cette sous-commission, composée en outre du MCG Thierry Cerutti et de l'UDC Yves Nidegger, a présenté hier à la presse le résultat de son enquête: l'ex-ministre a bel et bien utilisé les ressources de l'Etat pour sa campagne électorale. Un mélange problématique puisqu'un conseiller d'Etat, lorsqu'il est candidat, ne peut pas utiliser son administration au service de sa réélection.

L'affaire commence en 2023, en pleine campagne électorale. La conseillère d'Etat, qui n'est en poste que depuis deux ans, doit convaincre sans pouvoir se prévaloir d'un bilan de législature complet. C'est alors que le député MCG Daniel Sormani soupçonne que des collaborateurs de la ministre, chargée du Département de l'économie et de l'emploi (DEE), travaillent pour sa campagne. Il dépose donc une demande en vertu de la loi sur la transparence (Lipad). Dans la foulée, Léman Bleu révèle que des communicants de Fabienne Fischer ont travaillé à cette fin.

L'histoire se corse en août. Le Temps et la chaîne de télévision démontrent que la magistrate a octroyé des mandats pour des projets portés par son compagnon. Alarmés, les parlementaires créent une sous-commission pour y voir clair.

Flou artistique

Le rapport confirme ces soupçons et apporte de nouveaux éléments. Tout d'abord, la ministre a engagé deux personnes clés à la communication sans respecter les procédures: la première personne, présentée comme «une amie de longue date de la magistrate», va être engagée sans publication d'annonce. Ce qui permet à la sous-commission de parler de népotisme. L'annonce du deuxième poste est publiée, mais «le processus sera stoppé dès l'apparition du nom clé» et la personne engagée sans qu'un autre candidat n'obtienne un entretien. Outre le fait qu'il règne un flou artistique autour du travail de ces individus, chargés de communication mais conseillers personnels à la sauvette, la magistrate va demander à un fonctionnaire de gérer ses réseaux sociaux personnels. Ce dernier devra lui rappeler les règles.

Il y a pire: au titre de directeur de campagne, le compagnon de



Fabienne Fischer, alors conseillère d'Etat chargée de l'Economie et de l'Emploi, lors d'une conférence de presse l'an dernier. (GENÈVE, 20 MARS 2023/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

Fabienne Fischer, Jean Rossiaud (aucun des deux n'a accepté d'être auditionné), donnait des ordres aux employés: «Il a fortement sollicité les fonctionnaires, en leur envoyant des demandes et des commentaires.» Non content de

ces interventions, il va obtenir des mandats pour des associations dont il est proche. Une plateforme de mise en relation de commerçants et producteurs locaux va ainsi recevoir 97000 francs, alors même que ce mandat avait reçu un

préavis défavorable de l'administration. Un auditionné parle de son «impression de donner de l'argent à une idée». Pour les députés, il s'agit d'une subvention déguisée: «Un mandat doit partir d'un besoin identifié par l'Etat, explique Jenni-

fer Conti. Or ici, c'est une association qui vient réclamer de l'argent. Sans définition d'un besoin ni d'étude de marché.» La monnaie locale Léman obtiendra également 130000 francs. Là encore, un fonctionnaire avait déconseillé l'entrée

en matière. «Les fonctionnaires ont eu le courage de s'opposer à la magistrate», note la socialiste.

Amateurisme? Manque d'expérience? Les commissaires conviennent que ces facteurs ont peut-être pesé dans ce méli-mélo de manquements à l'éthique. Mais ce n'est certainement pas son côté bleu dans la fonction qui a conduit la ministre et ses proches collaborateurs à faire disparaître des courriels. Pas massivement, mais quand même. Un dossier appelé «Affaires sensibles» réunissant des e-mails en lien avec les deux mandats a été vidé. Deux mois après sa non-réélection, Fabienne Fischer, qui a conservé une de ses deux boîtes mail de l'Etat, s'y connecte et efface des mails. Lors de la requête en transparence, «ce sont les collaborateurs incriminés qui vont eux-mêmes procéder à la sélection des e-mails à livrer», explique Jennifer Conti.

«Accumulation de maladrances»

Subsiste le sentiment «d'un grand écart entre la théorie et la pratique, estime Yves Nidegger. Si un Martien fraîchement débarqué se basait sur nos textes, il conclurait à un canton modèle. Mais les institutions ne font pas le poids face à une culture étonnante.» Le député pointe l'attitude défensive du Conseil d'Etat, qui n'a pas facilité l'enquête. Des accusations rejetées par Nathalie Fontanet, présidente du Conseil d'Etat: «Dans le cadre de telles demandes qui comportent un volet pénal et qui portent sur des données personnelles sensibles, il existe certaines procédures à suivre. Je regrette si c'est une impression de blocage qui est demeurée, mais le Conseil d'Etat a été extrêmement diligent et actif.»

Pas sûr que l'affaire ait trouvé son épilogue, puisque la Cour des comptes est aussi sur ce dossier ainsi que la justice. Tous les partis ont approuvé cette enquête, hormis Les Vert-e-s. Pourquoi? «Il y a eu une accumulation de maladrances de Fabienne Fischer, répond Maryam Yunus Ebener, présidente du parti genevois. Mais ce type d'accusations, graves, outrepassent l'attribution des élus et est de l'ordre pénal.»

De son côté, Nathalie Fontanet indique: «Il faut relever que les députés reconnaissent le travail du personnel de l'Etat, sur les mandats, et l'existence de procédures, sur les recrutements. Quant au contenu et à la conclusion du rapport, le Conseil d'Etat rappelle qu'un volet pénal reste ouvert, qui doit déterminer si oui ou non il y a eu gestion déloyale des intérêts publics et enrichissement illégitime.»

COMMENTAIRE

Un épilogue entre salubrité publique et hypocrisie

MARC GUENIAT

Fabienne Fischer a commis des fautes et des maladrances, c'est indiscutable. L'ancienne conseillère d'Etat verte a usé et abusé des fonctionnaires de son département pour promouvoir son image dans le contexte électoral genevois en 2023. Les conclusions de la sous-commission du contrôle de gestion du Grand Conseil, présentées hier, sont implacables. Népotisme, mélange des genres, subvention déguisée en mandat, tout cela confirme les informations de Léman Bleu et du Temps. S'y ajoutent des courriels «pou-bellisés», une possible compromission. En ce sens, la démarche fait œuvre de salubrité en rappelant le cadre normatif, la distinction entre fonction publique et activité politique.

Toutefois, le rapport est imparfait. Le soupçon d'une initiative partielle plane puisque le mandat, qui prévoyait à l'origine d'examiner

la pratique de tous les départements, n'a pas été honoré. Le manque de coopération des conseillers d'Etat est invoqué. On n'en doute pas, mais on s'étonne que les auteurs du rapport ne s'en émeuvent pas davantage; ce problème est à peine souligné.

Des questions sans réponses

Par ailleurs, la sous-commission se plaint du frein à son travail que constitue la «culture de l'oralité» à l'Etat, alors que la majorité des élus fustige en permanence les excès de la bureaucratie. Faut-il embaucher des fonctionnaires pour rédiger le procès-verbal de toute discussion? C'est évidemment absurde.

Le fait que deux des auteurs du rapport, les députés UDC et MCG, se prévalent des règles du Conseil de l'Europe relatives aux ressources administratives et aux élections équitables peut prêter à sourire tant ils conspuent à longueur d'année les normes

supranationales. Ces mêmes partis refusent la transparence du financement des partis politiques que préconise depuis longtemps la même instance. La démarche comporte donc une dose tout aussi indiscutable d'hypocrisie.

Sur le fond, on touche aux limites du système démocratique. Distinguer l'action du magistrat de celle des offices qu'il chapeaute paraît vain. Faut-il s'offusquer qu'un conseiller d'Etat prêt à remplir dépose un projet de loi, mobilisant les ressources de son département, à six mois de l'échéance électorale? Est-il souhaitable qu'un élu prépare un débat télévisé sans le concours de ses communicants? Ces interrogations n'ont pas de réponse définitive. Qu'on le veuille ou non, le politique et l'administration convergent. Tout est affaire de dosage et de bon sens. Fabienne Fischer en a manqué. En insuffler dans ce débat ne ferait pas de mal. ■

La police genevoise veut se doter de spécialistes des cryptomonnaies

VEILLE Les forces de l'ordre cherchent à engager deux analystes capables d'observer ce qui se passe sur les blockchains publiques. Une démarche qui s'inscrit dans une vision plus large

GREGOIRE BARBEY
X @GregoireBarbey

La police genevoise se prépare à l'émergence de nouvelles activités criminelles dans le monde cyber. Elle recherche actuellement deux analystes blockchain qui seront engagés en qualité d'adjoints scientifiques au sein de la Brigade de renseignement criminel (BRC) pour s'adapter à ces évolutions. Ces spécialistes auront pour mission de récolter, traiter et analyser les informations enregistrées sur différentes

blockchains, parmi lesquelles Bitcoin et Ethereum. La démarche s'inscrit dans le cadre de la «Vision 2030+» de la police genevoise, qui sera présentée dans les prochains mois.

«Nous voulons être en mesure de tracer les flux financiers en cryptomonnaies dans le cadre d'affaires pénales, mais aussi observer les nouvelles formes de criminalité qui se développent sur les plateformes décentralisées et les univers virtuels en général», indique au Temps le capitaine Patrick Ghion, chef de la cyberstratégie au sein de la police cantonale de Genève.

C'est d'ailleurs pour s'adapter à ces nouvelles activités que la police genevoise a créé en août 2023 un Metaverse Centre of Excellence (M-CoE), qui s'appuie sur le principe du Blockchain Centre of Excellence popu-

larisé par les Emirats arabes unis. Au sein de cette structure, les forces de l'ordre mettent l'accent sur trois piliers: la formation, la compréhension des outils et l'identification des services professionnels qui peuvent être sollicités en cas de besoin.

Présence virtuelle

Car dans le domaine des blockchains publiques, les autorités sont souvent amenées à collaborer avec le secteur privé, notamment pour tenter d'identifier qui se cache derrière des transactions suspectes. La blockchain est comparable à un grand livre de comptes qui peut être consulté par n'importe qui. Prenons le réseau Bitcoin. Lorsqu'un individu paie un service en bitcoins, l'opération est inscrite sur la blockchain, de manière définitive.

Sur une blockchain, les fonds en cryptomonnaies sont associés à des paires de clés cryptographiques. Sans entrer dans les détails, on peut voir ces clés comme l'IBAN d'un compte bancaire traditionnel, à la différence que celles-ci prennent la forme d'une longue suite de caractères, par exemple «3Qn4xVroox». Toute transaction effectuée à l'aide d'une clé publique – qu'on appelle «adresse» – peut être observée sur la blockchain. Le montant et le destinataire sont visibles. Tout l'enjeu consiste donc à déterminer qui se cache derrière cette adresse.

C'est là qu'entre en jeu la coopération avec, entre autres, des plateformes de vente et d'échange de cryptomonnaies, à l'exemple de Bitly en Suisse. Quand la police identifie une adresse dont elle veut connaître

l'ayant droit économique dans le cadre d'une enquête pénale, elle peut s'adresser aux plateformes par lesquelles les fonds ont transité. Ces entreprises sont en effet tenues d'identifier leurs clients lorsque ceux-ci effectuent des opérations dépassant un certain seuil – 1000 francs en Suisse.

«Il ne suffit toutefois pas d'avoir des outils qui permettent d'observer ces blockchains, note Patrick Ghion. Certains services permettent de compliquer la tâche des enquêteurs, d'où l'importance d'avoir une réelle expertise dans ce domaine.»

C'est pour faire face aux enjeux de ces nouvelles technologies que la police genevoise s'adapte. A ses yeux, il ne fait plus aucun doute que les forces de l'ordre doivent renforcer leur présence dans les différents écosystèmes numériques. ■

Un projet de fusion géante fait frémir la vallée de Joux

VAUD Les habitants de trois communes voteront le 22 septembre sur leur union. Deux parties s'affrontent, avec à la fois la crainte de perdre l'identité des villages et l'opportunité de simplifier certaines procédures administratives

RAPHAËL JOTTERAND
X @Raph_jott

Le projet fait frémir tous les habitants de la vallée de Joux. Les Combiens, comme on les appelle, s'appêtent à voter pour l'une des décisions les plus importantes de leur histoire, le 22 septembre prochain. Est-ce que les trois communes de la Vallée doivent fusionner? S'il est encore trop tôt pour dégager une tendance de ce vote, les conseils communaux du Chenit, de L'Abbaye et du Lieu ont envoyé mardi dernier un signal fort en acceptant la convention de fusion. Un résultat impératif pour planifier une votation populaire.

Si des regroupements de communes ne défraient plus la chronique, celui-ci a quelque chose de particulier. «C'est un projet qui concerne une région emblématique du canton de Vaud, affirme Laurent Curchod, délégué cantonal aux fusions de communes et aux gens du voyage. On fusionne une vallée, ce n'est pas tous les jours que ça arrive. De surcroît et si cette fusion devait être acceptée, la nouvelle commune de la vallée de Joux deviendrait la plus grande commune vaudoise.»

Division

Mais si «Monsieur Fusions» paraît dithyrambique sur le projet, ce n'est pas le cas de toutes les parties. En effet, si les municipalités du Chenit et du Lieu soutiennent en intégralité le projet, l'exécutif de L'Abbaye est plus divisé. «Trois élus, dont moi, sommes contre la fusion, précise Carole Harlé, municipale chargée notamment du monde associatif et des déchets. Je trouve que c'est dommage que le principe de collégialité ne soit pas respecté et que notre syndic fasse campagne à contresens du vote de la majorité.» Selon Laurent Curchod, c'est la première fois qu'une municipalité dépose un préavis négatif pour un projet de convention de fusion.

Pour le syndic de L'Abbaye Christophe Biffré, pas question pour autant de monter en épingle cette scission au sein du collège. «On se retrouve dans une situation où deux camps sont convaincus de la voie à suivre. Il n'y a rien de dramatique, c'est la démocratie et ça me rend d'autant plus fier que c'est la population qui aura le dernier mot.» Si l'édile admet toutefois que l'aventure pourrait laisser quelques traces, il réfute l'hypothèse d'un éventuel blocage



«On a une identité géographique commune et il n'y a pas de «guéguerre» entre nous»

OLIVIER BAUDAT, SYNDIC DU CHENIT

des affaires courantes. «Nous traitons entre 35 et 50 dossiers chaque semaine lors de nos séances. Même si nous avons des points de vue divergents sur le gros dossier du moment, ça ne veut pas dire que nous ne pouvons plus collaborer.»

De son côté, Christophe Biffré en est persuadé, les trois communes finiront par fusionner. «Au total, 95% de nos affaires sont intercommunales. Pour les écoles, les pompiers, la mobilité ou même le sport, nous travaillons déjà ensemble. En dehors de ça, chacun gère son patrimoine foncier (alpages, bâtiments, forêts) indépendamment. La question est de savoir si on veut prendre le train cette année ou dans dix ans.» A la tête du comité de pilotage (Copil) du projet de fusion, le municipal du Lieu Charles Fontannaz a eu le temps d'étudier le dossier en long et en large. Pour lui, pas de doute, les avantages de ce mariage à trois sont multiples.

«Les communes ne sont plus adaptées pour répondre aux besoins de la vallée de Joux. Quand on réfléchit à un plan énergétique, on se réunit, quand on veut établir un nouveau système de mobilité, on se réunit, quand on veut agrandir le centre sportif, on se réunit, etc. La fusion nous permettrait d'éviter de faire trois fois le même travail, d'avoir un gain de temps considérable sur tout ce qui est administratif.»

Pourtant, malgré ces arguments, des questions identitaires laissent certains Combiens dans l'expectative. Notamment à cause du fonctionnement spécifique de la vallée de Joux qui se dessine en trois communes composées de dix fractions de communes. «Ce sont des villages qui fonctionnent plus ou moins de manière indé-

pendante, résume Carole Harlé. Ils ont tous leur propre législatif et leur conseil exécutif avec un président.» Selon la municipale, la fusion de la vallée de Joux pourrait toucher à l'indépendance de ces localités. Un avis que partage Henrique Dias Mendes, président des Bioux.

«Actuellement, nous sommes autonomes sur la gestion de notre patrimoine, explique-t-il. Le village des Bioux est par exemple propriétaire d'une école, d'une église et d'alpages. On a les mêmes pouvoirs qu'une municipalité, mais la seule différence est que c'est la commune de L'Abbaye qui touche les impôts et qui nous fait chaque année une rétrocession. En plus de ce montant d'environ 100000 francs, nous avons également trois points d'impôts propres à notre fraction de commune qui nous permettent de gagner 45000 francs par an. Or, si la fusion venait à être acceptée, nous n'aurons plus le droit de procéder de la sorte.»

Peur de se faire engloûtir

Parmi les autres craintes des opposants à la fusion, la perte de proximité avec les autorités et la peur que la plus grande des trois communes absorbe les deux autres se font ressentir. «J'avoue qu'il y a beaucoup d'émotionnel, soupire Carole Harlé. On me reproche assez souvent d'avoir un esprit de clocher et d'être trop attachée à nos racines et nos villages. Le Chenit n'a rien à perdre, c'est la commune la plus grande et la plus riche. Parfois ça m'inquiète.» Cette crainte de se faire englober par l'ogre horloger de la région n'a pas lieu d'être, garantit l'édile du Chenit Olivier Baudat. «Le système électoral pour la municipalité ne se fera pas à la proportionnelle. Le Lieu posséderait deux représentants contre trois pour L'Abbaye. C'est la preuve que nous tenons absolument à intégrer tout le monde dans le projet.» A noter que la règle ne s'appliquera toutefois pas au Conseil communal.

Al'image de ses deux autres collègues syndics, Olivier Baudat estime que tout est prêt pour que le mariage prenne. «Ce qui nous distingue des autres fusions c'est qu'il y a déjà un état d'esprit commun qui nous lie. On a une identité géographique qui est formée depuis des siècles et il n'y a pas de «guéguerre» entre nous.» Selon le représentant du Chenit, c'est aussi l'occasion de professionnaliser certains postes clés et de centraliser les ressources pour financer les nombreux projets communs en cours qui s'élèvent à près de 100 millions. Une vision que Patrick Cotting, son homologue du Lieu, partage: «Plus de moyens, ça veut aussi dire qu'on aura une plus grande force de frappe.»

MAIS ENCORE

Procédures sur la cyberattaque de Xplain closes

Les offices fédéraux de la police (Fedpol) et de la douane (OFDF) et l'entreprise Xplain ont accepté toutes les recommandations faites par le préposé fédéral à la protection des données en lien avec l'attaque au rançongiciel, en mai 2023, contre Xplain. Celles-ci stipulent notamment que les organes fédéraux restent «responsables» de la protection des données, même si elles sont sous-traitées. Les trois procédures ouvertes après cette cyberattaque sont closes. (ATS)

Un pas en avant contre les discriminations

POLITIQUE FÉDÉRALE Le Conseil des Etats a suivi hier le National et a donné son feu vert à l'élaboration d'une stratégie contre le racisme et l'antisémitisme. Seule l'UDC s'opposait à un tel projet

ANNICK CHEVILLOT, BERNE
X @chevillot_a

«Les attaques terroristes du 7 octobre 2023 et la guerre en cours à Gaza sont horribles, a relevé Elisabeth Baume-Schneider, conseillère fédérale chargée du Service de lutte contre le racisme. L'agression d'un homme juif en mars à Zurich et l'augmentation des incidents antisémites et racistes mettent en péril la cohésion nationale. Aujourd'hui, et face à la polarisation de la société, il est nécessaire de coordonner et de mettre en place un programme national pour lutter contre ces fléaux.»

C'est en ces termes que la ministre socialiste a défendu ce projet d'envergure nationale. Une majorité de sénateurs a appuyé la démarche, comme Marianne Binder-Keller (Le Centre/AG): «Ces violences [en Suisse, ndlr] sont symptomatiques d'une idéologie antisémite enracinée dans la société et qui doit être activement combattue, notamment au travers d'actions de prévention. Et les mesures prises jusqu'à présent ne suffisent clairement pas.»

Un nécessaire travail de coordination

Un avis que ne partage pas Esther Friedli (UDC/SG): «Si le racisme et l'antisémitisme sont intolérables dans notre pays, la Confédération ne devrait pas légiférer sous le coup de l'émotion.» Selon elle, il existe déjà des mesures contre la radicalisation et les cantons sont actifs, notamment grâce à leurs programmes d'intégration respectifs. «Une analyse des moyens disponibles serait plus indiquée» qu'un tel plan d'action.

Elisabeth Baume-Schneider a rappelé que face au «pic d'incidents antisémites enregistrés en 2023, il est nécessaire de défendre nos valeurs. Il ne s'agit

pas pour autant de concevoir un plan incroyable, mais de définir des priorités et de coordonner les différents projets mis en place aux niveaux communaux, cantonaux et fédéraux.»

Vers la création d'un organisme national?

Il s'agit en premier lieu d'actualiser le rapport «Evaluation des mesures fédérales, cantonales et communales de lutte contre l'antisémitisme». Dans un deuxième temps, le Service de lutte contre le racisme sera renforcé par 1,5 poste de travail d'ici à 2026: «Ressources modestes qui seront compensées au sein du Département fédéral de l'intérieur», a précisé la conseillère fédérale.

«Face au pic d'incidents antisémites, il est nécessaire de défendre nos valeurs»

ELISABETH BAUME-SCHNEIDER, CONSEILLERE FÉDÉRALE

De son côté, la Fondation contre le racisme et l'antisémitisme salue dans un communiqué l'engagement de l'Assemblée fédérale, mais souligne que «l'élaboration de la stratégie et la mesure de son efficacité nécessitent des données solides. Pour mettre en œuvre efficacement le projet, nous demandons la création d'un organisme national indépendant chargé de la recherche, du signalement et de l'analyse des discriminations.»

Un centre qui pourrait assurer la collecte systématique des incidents racistes et antisémites, ainsi que leur évaluation. Pour la fondation, «il s'agit d'une base de données essentielle pour le développement et le contrôle des mesures de prévention et de lutte. Actuellement, les groupes discriminés doivent financer eux-mêmes leurs centres de signalements d'urgence. Cette situation n'est pas acceptable.»

EN BREF

Les sénateurs favorables à un seul versement de la 13e rente AVS

La 13e rente AVS, acceptée par le peuple le 3 mars dernier, devra être versée une fois par an. Le Conseil des Etats a tacitement accepté hier une motion de Jakob Stark (UDC/TG) en ce sens. Le Conseil fédéral a déjà annoncé qu'il privilégiait ce mode de versement. L'auteur de la motion veut s'assurer que la 13e rente ne sera pas répartie sur les 12 rentes mensuelles, comme l'avaient suggéré certains médias au lendemain du scrutin. L'augmentation mensuelle s'élève à 8,3%. Le Conseil fédéral est libre de régler les modalités de versement. La 13e rente devrait commencer à être versée dès 2026. Le National doit encore se prononcer. ATS

Approbation de la nouvelle péréquation vaudoise

Le Grand Conseil vaudois a adopté la nouvelle péréquation intercommunale vaudoise (NPIV). Les débats, qui se sont étalés sur cinq séances depuis la fin avril, se sont achevés hier. Parmi les quelques voix discordantes, certains députés, principalement issus de la gauche radicale, ont estimé que cette NPIV maintenait une solidarité jugée «trop faible» entre les communes. Au vote final, elle a été plébiscitée par 113 voix, contre 8 oppositions et 16 abstentions. Outre une révision de la péréquation intercommunale, la NPIV prévoit que le canton injecte 160 millions de francs par an pour renforcer le rééquilibrage financier en faveur des communes. Elle intègre aussi une nouvelle répartition de certaines factures cantonales (sociale et policière), sources de tensions récurrentes entre le canton et les communes. ATS

La question de la solution à deux Etats ajournée

POSTULAT Un texte proposait au Conseil national de prendre position sur la reconnaissance de la Palestine. L'occasion pour la gauche de demander au Conseil fédéral de suivre l'exemple d'autres pays

DAVID HAEBERLI, BERNE
X @David_Haeblerli

«La solution au conflit est aussi évitée que controversée.» Rarement un postulat aura été aussi suivi qu'hier, lorsque Fabian Molina a pris la parole au Conseil national pour défendre son texte «Pour une paix durable et juste entre Israël et la Palestine. Oui à une solution à deux Etats». Le fait que le socialiste zurichois renonce à une motion pour un postulat, de forme juridique plus inoffensive, est d'ailleurs révélateur de l'état du débat sous la Coupole à propos du conflit au Moyen-Orient. «Je vous demande de mettre enfin en œuvre la solution à deux Etats, a-t-il repris. Faisons pression pour que les otages soient libérés. Reconnaissons le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Améliorons les conditions d'un nouveau processus de paix.» Dans les réponses aux questions qui lui ont été posées, le conseiller national

a admis que le Hamas «a été fondé pour saper le processus de paix» et «a commis des attaques terroristes brutales immédiatement après l'accord de paix» d'Oslo, mais il a attribué la responsabilité de la situation d'aujourd'hui également aux extrémistes du camp d'en face. Il a encore tenu à contredire avec véhémence l'«infâme accusation» du PLR Hans-Peter Portmann insinuant que la gauche ne reconnaît pas le droit à Israël d'exister.

«Solution globale»

Le conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, s'est concentré sur un argument constitutionnel pour rejeter le texte: il n'est pas de la compétence du Conseil national de reconnaître un Etat, mais de celle du Conseil fédéral. Dans la foulée, le ministre PLR a été soumis à une longue série de questions venant de la gauche, qui semble avoir fait de cette reconnaissance de la Palestine une priorité, au moment où des pays comme l'Espagne, la Norvège et l'Irlande ont franchi le pas. La file des élus attendant leur tour pour monter au pupitre rappelait celle des UDC lorsqu'ils assaillent Beat Jans, conseiller

fédéral chargé de la Justice, avec des questions sur l'asile.

Les échanges ont permis d'apprendre que, selon le Conseil fédéral, «le moment opportun (de la reconnaissance de l'Etat) est celui où une solution globale sera trouvée et où la reconnaissance de la Palestine en tant qu'Etat fera partie d'un plan de paix offrant des perspectives pour la population». Ignazio Cassis précisera que cette reconnaissance devra se faire «à l'intérieur d'un paquet qui prévoit une paix durable et juste dans la région». Suivre les pays européens ayant reconnu la Palestine? Le Conseil fédéral «conduit sa politique étrangère de manière indépendante», a-t-il répondu.

Comment le Conseil fédéral travaille-t-il à ce paquet? «Nous le faisons avec les pays occidentaux et surtout arabes, qui sont actuellement en tête sur ce dossier. Nous sommes également en contact étroit avec les grandes puissances du monde pour voir comment cette solution globale devrait être élaborée, afin de prévoir ensuite également la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans ce paquet qui doit mener à la paix.» Au vote, le postulat s'est fait écarter par 131 voix contre 61 et 2 abstentions.

Un arracheur de montres de luxe fait son mea culpa

GENÈVE Le Napolitain avait repéré deux grosses pointures qui circulaient au volant d'une Bentley et d'une Ferrari. Il écope de 3 ans de prison avec sursis partiel après avoir admis les faits et accepté une issue simplifiée

FATI MANSOUR
✉ @fatimansour

C'est une forme de criminalité qui touche Genève et beaucoup d'autres villes à travers l'Europe. Les hommes d'affaires qui conduisent des bolides de luxe et arborent une Patek Philippe ou une Rolex à leur poignet courent le risque de se faire arracher leur précieuse montre par des délinquants plus ou moins bien entraînés à la manœuvre.

Un de ces malandrins, qui avait sévi par trois fois avec un comparse avant de prendre la poudre d'escampette, s'est finalement fait pincer en Italie où il purgeait déjà une peine de 4 ans pour des vols. Remis aux autorités suisses par ce pays qui extradé ses propres ressortissants, le Napolitain a été condamné hier à 3 ans de prison avec sursis partiel, la partie ferme étant fixée à 12 mois. Sans oublier une expulsion de 5 ans.

Une cible célèbre et coriace

Le Tribunal correctionnel a entériné la procédure simplifiée, conclue d'entente entre les parties, et qui exciut en principe tout appel. Défendu par Me Jérôme Darbre, l'intéressé, qui a mis à profit ses séjours à l'ombre pour passer un diplôme et apprendre le français, s'est dit «d'accord» avec tout. Il

avait été reconnu par des témoins et filmé par des caméras de vidéo-surveillance.

Selon l'acte d'accusation de la procureure Nathalie Siegrist, la première tentative reprochée au prévenu et à son complice (déjà condamné à une peine identique) remonte au 8 juin 2017. Les deux larrons, embarqués sur un scooter pour pouvoir filer à toute vitesse, ont repéré, observé et suivi le célèbre homme d'affaires russo-azerbaïdjanais Rahman Khalilov, qui circulait au volant de sa Bentley. Ce dernier a stationné son véhicule en attente sur la route de Chêne pour aller chercher sa fille et la nounou de celle-ci dans une salle de jeux.

JUSTICE

Les deux larrons, embarqués sur un scooter, ont suivi la Bentley conduite par Rahman Khalilov

Alors que le quadragénaire, connu pour sa philanthropie dans le monde du sport, regagnait son véhicule, le prévenu l'a attrapé en lui ceinturant les bras et a tenté de lui arracher sa montre Richard Mille d'une valeur d'au moins 100 000 francs. Pas de chance pour les deux compères. Porte-drapeau de l'équipe nationale azerbaïdjanaise lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hi-

ver de 2014 à Sotchi, cette cible n'entendait pas se laisser faire. Cris de la nounou et intervention d'un «assistant» ont achevé de décourager les brigands qui ont déguerpi sans le butin convoité.

Rebelote à Cologny

Un mois plus tard, le duo a remis ça en s'en prenant à un riche homme d'affaires indien (actif dans la pharma, l'immobilier ou encore le transport maritime) qui entraînait dans la cour de sa propriété de Cologny au volant d'une Ferrari. Le prévenu a ouvert la portière et a réussi à arracher la montre Audemars Piguet d'une valeur de 36 500 francs que le conducteur portait au poignet. Il s'est ensuite dirigé vers le frère, qui était assis sur le siège passager et qui était sorti de la voiture, pour lui dérober sa Patek Philippe d'une valeur de 55 000 francs. En vain. L'intéressé s'est débattu et pu sauver son bien.

Reconnu coupable de brigandage et de tentatives du même type avec la circonstance aggravante de la bande, formée pour commettre des méfaits selon un mode opératoire bien rodé et organisé, l'arracheur de cette fine équipe, âgé de 38 ans, a accepté les termes de cette procédure négociée et s'envoie ainsi une instruction plus longue et une peine éventuellement plus sévère. Arrêté pour cette affaire en Italie le 28 juillet 2023 et remis un mois plus tard aux autorités suisses, il a déjà purgé l'essentiel de la partie ferme de sa peine, soit 313 jours de détention, et pourra bientôt retrouver ses trois enfants.

Quant aux plaignants, ils ne se sont plus manifestés et n'ont rien réclamé à ce sans-le-sou. ■

MAIS ENCORE

Un succès pour Valérie Dittli

Les députés vaudois ont voté hier un crédit cadre de 40 millions de francs, sur deux ans, pour les améliorations foncières destinées au monde agricole et viticole. Contre l'avis du Conseil d'Etat, et de sa ministre des finances et de l'agriculture Valérie Dittli, la commission quasi unanime souhaitait que ce crédit-cadre soit porté à 80 millions et qu'il couvre quatre années. Cet amendement porté par le PLR et l'UDC a finalement été recalé par 66 voix contre 65 et 10 abstentions, grâce à la voix prépondérante du président du Grand Conseil. (ATS)

A Genève, un coupable de plus en appel dans l'affaire de l'incendie des Tattes

VERDICT Dix ans après le sinistre qui a fait un mort et 14 blessés au sein d'un foyer pour requérants d'asile, le jugement de deuxième instance retient aussi la négligence du coordinateur incendie de l'Hospice général. Un recours au Tribunal fédéral est vraisemblable

Devant les juges de l'appel, l'affaire de l'incendie du centre d'hébergement pour requérants d'asile des Tattes – qui avait coûté la vie à un jeune Erythréen piégé dans une cage d'escalier enfumée et avait poussé de nombreuses personnes à se jeter dans le vide – bascule pour le prévenu le plus haut placé. Acquitté en première instance, le coordinateur incendie de l'Hospice général, qui gérait ce site, a été reconnu coupable d'homicide et de lésions corporelles par négligence pour avoir omis d'informer et de sensibiliser les résidents aux comportements à adopter en cas de fumée. «Ce meilleur travail de prévention aurait permis d'éviter que certains s'engagent dans un piège mortel ou sautent par la fenêtre.» Il écope d'une peine de 210 jours-amendes avec sursis. Quant aux réparations dues aux victimes, ce sera à l'Etat de passer à la caisse.

Rappelons qu'en première instance, le Tribunal de police avait reconnu trois des cinq accusés coupables d'une négligence ayant entraîné le décès du dénommé Fikre et les lésions corporelles subies par une vingtaine d'autres victimes. L'occupant de la chambre d'où était parti le feu, et les deux agents de sécurité qui avaient joué

aux pompiers au lieu d'évacuer les lieux étaient condamnés, alors que le responsable incendie de l'Hospice général, qui gérait ce site pour requérants d'asile déboutés, avait obtenu son acquittement, aucun manquement en relation directe avec ce drame n'ayant été retenu. Acquitté aussi, un migrant qui avait vu de la fumée et avait quitté les lieux sans secourir ses camarades.

Condamnations confirmées

La Chambre pénale d'appel et de révision a confirmé ces trois condamnations et les peines infligées à l'époque. Les juges ont souligné que le résident (condamné à 15 mois de prison avec sursis) avait bien fauté en laissant des objets chauds ou mal éteints et en violant l'interdiction de fumer.

L'agent de sécurité le plus impliqué (condamné à 240 jours-amendes avec sursis) n'a pas procédé à l'évacuation et a fracturé la porte de la chambre en feu alors que «l'urgence ne le dispensait pas d'agir adéquatement». Sa négligence a causé le dégagement de fumée et le mouvement de panique. Pareil pour le second agent, venu en renfort, et qui «aurait dû comprendre que la manœuvre était aussi vaine que dangereuse». Sa peine pécuniaire de 180 jours-amendes avec sursis est maintenue.

S'agissant du coordinateur incendie, la cour écarte toute une série de violations en lien avec la formation des agents ou l'organisation d'un exercice qui n'auraient de toute façon pas pu empêcher la survenance du résultat. Même si l'inté-

ressé n'a pas fondamentalement manqué à ses obligations et a amélioré les installations, la cour retient que le prévenu aurait dû accompagner ces mesures d'une meilleure information aux résidents, sachant que ces derniers ne lisaient pas les consignes.

C'était le 17 novembre 2014. Peu après minuit, le feu s'était déclaré dans l'une des chambres du rez-de-chaussée du bâtiment où logeaient à l'époque 150 personnes, des hommes célibataires exclusivement. Dans le coin où l'occupant avait laissé une casserole chaude et des mégots dans la poubelle.

Lors de l'évacuation, Fikre s'était engagé dans la cage d'escalier et s'était retrouvé piégé par la fumée qui montait depuis le rez-de-chaussée. Il avait tenté de regagner les étages mais, n'ayant pas emporté la clé de sa chambre, il n'avait pu ouvrir les portes coupe-feu qui s'étaient verrouillées automatiquement dans le sens inverse du chemin de fuite. Le jeune homme, âgé de 29 ans, était décédé sur place d'une asphyxie. Un autre résident, bloqué dans le même enfer, avait pu être sauvé par les pompiers.

Quatorze autres personnes avaient sauté ou chuté des étages 1 à 3 du foyer. Toutes ont été blessées, dont certaines très grièvement. L'une des parties plaignantes a perdu l'usage de ses jambes. Leurs avocats, notamment Mes Magali Buser, Laïla Batou et Sophie Bobillier, devront encore batailler pour obtenir réparations. Les fautifs (hormis l'occupant de la chambre) étant considérés comme des agents de l'Etat. ■ FA, M.

Les non-Lausannois boudent les commerces de la ville

MOBILITÉ Une enquête révèle que la majorité des clients ne vient essentiellement plus que de la capitale vaudoise elle-même. Pour «l'apaisement» de la ville, la rue Centrale deviendra piétonne

AINA SKJELLAUG

«A force d'entendre nos clients nous dire à quel point il est difficile pour eux de se rendre à Lausanne, nous avons désormais un élément chiffré sous les yeux», réagit la présidente de la Société coopérative des commerçants lausannois, Anne-Lise Noz. «Une part non négligeable de sondés de l'agglomération et du canton, 32%, disent venir moins souvent à Lausanne, voire plus du tout. La fracture entre la satisfaction des Lausannois et le mécontentement des visiteurs est grande.» Grande aussi est l'inquiétude chez les commerçants qui en ressentent les effets.

Un sondage mené tant auprès de personnes rencontrées au centre-ville, que d'un échantillon représentatif de la ville et de l'agglomération lausannoise – ainsi qu'auprès de commerçants et tenanciers d'établissement – vient apporter une lumière nouvelle sur leurs habitudes de mobilité. Il en ressort qu'une grande majorité des visiteurs du centre-ville résident ou travaillent à Lausanne. Elle se dit satisfaite de l'accessibilité du centre-ville à pied et en transports publics. La clientèle venant de plus loin est minoritaire et vient moins fréquemment.

Les commerçants s'inquiètent de la baisse de fréquentation de leur clientèle vaudoise. «Notre association est convaincue de l'importance d'améliorer l'accessibilité en voiture que 62% des visiteurs réguliers et que

82% des non-visiteurs ou visiteurs occasionnels jugent insatisfaisante. Ces chiffres sont éloquentes: entre 6 et 8 personnes sur 10 sont mécontentes, c'est énorme!», relève Claude Jutzi, président de l'Association du quartier rue de Bourg et St-François, qui a vu 23 commerces fermer dans son secteur depuis 2023. Pour lui, la capitale vaudoise ne doit pas être accessible uniquement aux Lausannois.

P+R gratuits le samedi

La municipale chargée de la mobilité Florence Germond se félicite que les personnes en visite au centre-ville soient satisfaites de sa convivialité et de son dynamisme. Elle relève que c'est d'abord pour privilégier leurs commerces de proximité que les gens ne se rendent pas ou peu jusqu'au centre-ville, selon l'étude.

Elle dévoile tout de même des mesures, prises de concert avec les représentants des commerçants, pour satisfaire les automobilistes. Dans le centre-ville, la durée de stationnement passera de deux à trois heures et les P+R aux abords de la ville seront gratuits le samedi (les titres de transport publics resteront payants).

Afin d'«apaiser» le centre-ville, la rue Centrale sera de tout temps piétonnisée, comme c'est déjà le cas le samedi matin. La rue Pierre-Viret, au bas de la cité sera mise en sens unique, une mesure qui permettra d'y créer une piste cyclable. Durant trois mois cet été, des travaux rénovront le passage piéton sous-voie à l'ouest de la place St-François. Le PLR salue cet accord, il considère néanmoins qu'il manque toujours une politique du stationnement propre à répondre aux besoins des utilisateurs. ■

PUBLICITÉ

LEM
Life Energy Motion

Invitation to the Annual General Meeting of Shareholders 2024 of

LEM HOLDING SA

LEM's Board of Directors is pleased to invite you to the Annual General Meeting of Shareholders 2024.

Date and time
Thursday, 27 June 2024
at 15:30 (CEST)

doors open at 15:00 (CEST)

Place

HP/Hive Innovation Lab
Route du Nant-d'Avril 150, 1217 Meyrin, Switzerland

Agenda

1. Reporting for the financial year 2023/24

- Management report
- Consolidated financial statements of the LEM Group
- Annual financial statements of LEM HOLDING SA
- Compensation report
- Report on non-financial matters
- Auditors' reports

- 1.1. Approval of the management report, the consolidated financial statements of the LEM Group, and the annual financial statements of LEM HOLDING SA as of 31 March 2024
- 1.2. Consultative vote on the compensation report 2023/24
- 1.3. Consultative vote on the report on non-financial matters 2023/24
2. Appropriation of available earnings and distribution
3. Discharge of the Board of Directors and the Executive Management
4. Approval of the compensation of the Board of Directors
5. Approval of the compensation of the Executive Management
- 5.1. Vote on the aggregate amount of short-term variable compensation of the Executive Management for the financial year 2023/24
- 5.2. Vote on the maximum aggregate amount of long-term variable compensation of the Executive Management for the financial year 2024/25
- 5.3. Vote on the maximum aggregate amount of fixed compensation of the Executive Management for the period from 1 October 2024 to 30 September 2025
6. Election and Re-elections to the Board of Directors
- 6.1. Re-elections to the Board of Directors
- 6.2. Election of one new member to the Board of Directors
7. Re-elections to the Nomination & Compensation Committee
8. Re-election of the Independent Representative
9. Re-election of the statutory auditors

Meyrin, 28 May 2024

On behalf of the Board of Directors of LEM HOLDING SA
Andreas Hürlimann,
Chairman of the Board of Directors

LEM HOLDING SA- Route du Nant d'Avril 150- 1217 Meyrin- Switzerland
www.lem.com

DEUIL

LE POUVOIR JUDICIAIRE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

a la grande tristesse de faire part du décès de

MONSIEUR GILLES STICKEL
DERNIER PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION

Il exprime à sa famille et ses proches ses sentiments de profonde sympathie.

Patrick Becker
Secrétaire général

Olivier Jornot
Procureur général

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Cartigny - 16 h: M ^{me} Marlise Gallandat Konrad; temple Confignon - 15 h: M. Claude Torracinta; salle communale, ch. Sous-le-Clos 32 Genève - 14 h: M. Gilles Stickel; Société de lecture, salon jaune, Grand-Rue 11 LAUSANNE 14 h: M ^{me} Sylvia Dénéréaz-Niederer; chapelle Saint-Roch 16 h 30: M ^{me} Françoise Solliard-Jan; centre funéraire de Montoie, chapelle B VAUD Crassier - 14 h: M ^{me} Marie Bolay; temple	Curtilles - 14 h: M. Michel Déglon; église Lusseray-Villars - 14 h 30: M ^{me} Marinette Chappuis-Despland; chemin du Refuge 2 Mont-la-Ville - 14 h: M. Gilbert Rochat; temple FRIEBOURG Farvagny - 14 h 30: M ^{me} Imelda Schafer-Kilchoer; église Fribourg - 14 h 30: M. Eugène Bourgmacht; église Saint-Jean Fribourg - 14 h 30: M ^{me} Emma Remy-Klaus; église Saint-Pierre Villars-sur-Glâne - 14 h: M ^{me} Gerda Hegazy; église	JURA Boncourt - 14 h: M ^{me} Brigitte Nydegger-Boillat; église Porrentruy - 14 h: M. Norbert Juillerat; église Saint-Germain Saignelégier - 14 h: M ^{me} Nelly Butty; église Undervetier - 14 h: M. Germain Stegmüller; église JURABERNOIS Nods - 14 h: M ^{me} Suzanne Frésard-Cuche; église NEUCHÂTEL La Chaux-de-Fonds - 14 h: M ^{me} Agnès Reusser; centre funéraire
--	---	--

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS infirmières: Tél. 022 420 24 64	Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Écl: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: Tél. 022 309 45 45 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55	VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11	FRIEBOURG Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00 NEUCHÂTEL Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales: Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00 VALAIS Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00 Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00 Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Permanence médicale du Chablais: Monthey: 058 773 11 46 JURA Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21 Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65



VOUS ET NOUS

Quand Berne laisse filer un criminel nazi

OLIVIER GRIVAT, ZERMATT

Dans votre édition du 3 juin, les professeurs Jonas Dischl et Christian Mathis relatent la sombre histoire du SS Bernhard Isbach, qui faisait partie du détachement ayant abattu cinq otages dans la partie française de St-Gingolph en juillet 1944. Selon les deux chercheurs de la Haute Ecole pédagogique de Zurich, le nazi a été expulsé vers l'Allemagne en février 1945 «dans le cadre d'un échange ordinaire d'internés».

En fait, il n'y a pas eu d'échange d'internés militaires pour la bonne raison que la Suisse n'avait rien à échanger. Selon la Convention de La Haye de 1907 sur les droits et devoirs des Etats neutres, la Suisse devait et a finalement accueilli, de 1939 à 1945, quelque 104 886 officiers, sous-officiers et soldats d'une quarantaine de nationalités différentes. Parmi ceux-ci 7532 étaient des Allemands, dont des SS comme Bernhard Isbach. Dans le

lot, ont cherché à se glisser des membres de la Gestapo, considérés par Berne comme des civils indésirables à refouler. Idem pour les Waffen SS engagés sur le front russe qui ont cherché refuge dans notre pays à la fin des hostilités mais qui n'ont pas été acceptés par Berne.

Après avoir décidé des mesures de refoulement en août 1944, le Conseil fédéral décidera par la suite de faire une distinction entre les SS de l'armée allemande considérés comme faisant partie des troupes régulières et ceux rattachés à la police, qui n'étaient pas concernés par la Convention de La Haye. En 1945, les internés allemands, comme tous les autres militaires, ont été rendus à leur pays, y compris les Soviétiques dont bon nombre ne voulaient pas rentrer, sachant le sort qui leur serait réservé par Staline: la mort ou les camps de prisonniers jusque dans les années 1950. ■

ÉCRIVEZ-NOUS! HYPERLIEN@LETEMPS.CH

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse carnets@letemps.ch jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Redaction Le Temps SA Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél. + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoint: Vincent Bourquin Grégoire Nappay Assistante et office manager: Monique Graber Sangiorgio Redactrice en chef T Magazine Rinny Gremaud Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 E-mail: relationclients@letemps.ch Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos Régie publicitaire Nationale: Anne-Sandrine Backes Adresse: NZZ one - Route de Lully 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél. : 021 318 46 60	Email: letemps@nzzone.ch Régionale: Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél. : 022 575 80 50 Email: publicite@letemps.ch Impression CIL Centre d'Impression Lausanne SA Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023) Audience REMP MACH Basic 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre	la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél+41 22 575 80 50 ; e-mail: info@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonces ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
--	--	---	--

PUBLICITE

Revue à paraître le 7.06

Qui nourrira la Suisse demain?

Enquête sur la relève paysanne

En prévente sur shop.heidi.news

HEIDI.NEWS

«La Suisse orientale est davantage touchée par le cumul de pluies»



Vue par drone de l'Almend inondé (FRAUENFELD, 1ER JUIN 2024/CHRISTIAN MERZ/KEYSTONE)

ENVIRONNEMENT Les précipitations des dernières semaines ont provoqué la montée du lac de Constance et du Haut-Rhin. Un front stationnaire prévu pour la fin de semaine va sans doute maintenir les eaux à des niveaux critiques

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIE LOGEAN
@sylvielogean

En plus de nous saper le moral, le temps particulièrement arrosé de ces dernières semaines a eu des conséquences sur la hausse du niveau des lacs, des rivières et des ruisseaux. La situation est particulièrement préoccupante en Suisse allemande, zone davantage touchée par les épisodes pluvieux. Le lac de Constance est ainsi passé hier au niveau de «danger 4», équivalent à un «fort danger» et à un débordement de 25 cm maximum. Alors que le Rhin – qui a dépassé la marque de crue lundi avec un niveau de 8,64 mètres – a été fermé à la navigation entre Rheinfelden en Argovie et la commune française de Kembs.

Les quelques jours de soleil attendus en milieu de semaine avant l'apparition d'un front stationnaire ne suffiront pas à stabiliser la situation. Les explications de Mehdi Mattou, prévisionniste chez MétéoSuisse.

Le lac de Constance ainsi que le Haut-Rhin depuis l'embouchure de l'Aar jusqu'à la sortie du territoire suisse sont passés en degré de danger 3. Quelles sont les conditions qui ont amené à cette situation? Cette situation est due à la récurrence des épisodes de pluie, qui ont presque tous été causés durant les dernières semaines par ce que l'on appelle des «gouttes

froides», responsables du temps instable de ces dernières semaines. Contrairement aux dépressions qui se forment habituellement sur l'Atlantique et qui transitent par l'Europe pour ensuite partir vers la Scandinavie, celles-ci ont régulièrement été freinées sur le centre de l'Europe avant de se déverser sur la Suisse orientale, avec des cumuls importants de précipitations sur les Préalpes orientales. Cela explique les crues de ces derniers jours.



«Les deux masses d'air en opposition vont occasionner une instabilité assez marquée»

MEHDI MATTOU, MÉTÉOSUISSE

Pourquoi la Suisse orientale est-elle davantage touchée que le reste du pays? De par la topographie des Alpes et l'organisation des zones humides au sud, les systèmes dépressionnaires ont tendance à remonter par la moitié est du pays. Plus on est proche du centre de dépressionnaire, plus les précipitations

sont intenses, c'est la raison pour laquelle cette partie du pays est davantage touchée par le cumul de précipitations.

Le retour d'un temps sec ces prochains jours va-t-il permettre d'atténuer la montée des eaux? Cette petite période de répit va permettre d'éviter des quantités d'eau encore excédentaires de se déverser, mais si on fait à nouveau face à de nouvelles précipitations continues en fin de semaine, il sera compliqué de faire redescendre les niveaux des lacs et des cours d'eau à des niveaux moins critiques. Par ailleurs, il faut savoir que nous sommes aussi dans une période de fonte des neiges, donc les cours d'eau sont déjà fortement alimentés en eau.

A quoi peut-on s'attendre ces prochains jours? Nous allons certes sortir de cette organisation de goutte froide qui tourbillonne au voisinage des Alpes, mais nous allons rentrer dans une situation de front stationnaire. Cela signifie que nous allons nous trouver pile à la limite entre deux masses d'air, au nord, de l'air polaire en altitude, et au sud de l'air tropical à plus basse altitude. Il est encore un peu tôt pour dire où ce front va s'arrêter précisément, mais ce qui est certain c'est que ces deux masses d'air en opposition vont occasionner une instabilité assez marquée de la colonne d'air, des précipitations, voire des zones orageuses.

Si les précipitations reprennent, y a-t-il un risque que la Suisse romande soit également concernée, comme avec la crue de l'Arve en novembre dernier? Le risque zéro n'existe pas. Mais dans l'état actuel des choses, il ne semble pas que nous puissions nous retrouver dans une situation critique en Suisse romande, comme ce sera encore le cas ces prochains jours en Suisse allemande. Le niveau actuel de l'Arve, pour citer cet exemple, est encore dans la norme, il n'y a donc pas de nécessité, pour l'heure, de quitter un niveau de veille normal. Il faudrait, pour que cela évolue, que l'on se retrouve face à un apport en précipitations qui soit très largement excédentaire, ce qui ne semble pas se profiler dans nos prévisions actuelles.

MAIS ENCORE

L'Arménie en proie aux inondations
De fortes pluies ont provoqué de graves inondations et engendré des pertes humaines dans le nord de l'Arménie. Sur demande des autorités arméniennes, la Suisse a déployé sept spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire dans les zones dévastées. (ATS)

EN BREF

Une campagne sur la surmédication des seniors

«Réduisons le volume»: l'organisme qui représente les entreprises du médicament lance une campagne pour sensibiliser les professionnels de santé et le grand public sur les conséquences de l'accumulation de traitements médicamenteux des personnes âgées. Près de la moitié des plus de 65 ans prennent au moins cinq molécules par jour. ATS

Les chasseurs indemnisés en cas d'épizootie

Les chasseurs ainsi que les entreprises d'abattage, de découpe, de transformation et d'élimination doivent être mieux indemnisées face aux frais occasionnés en cas d'épizootie. Le Conseil des Etats a adopté hier, par 33 voix contre 4, une motion de Fabio Regazzi (Le Centre/TI) en ce sens. Les pandémies ne touchent pas seulement l'homme mais aussi les animaux de rente et la faune sauvage, ce qui peut rapidement menacer l'existence même des milieux concernés, selon le motionnaire. ATS

Un volcan en éruption aux Philippines

Au moins 2800 personnes évacuées après l'éruption du volcan Kanlaon aux Philippines ont trouvé refuge hier dans des centres d'urgence pour se protéger des risques de retombées de cendres et d'émanations de gaz. Ce volcan est l'un des 24 actifs sur l'archipel. L'éruption du mont Kanlaon, sur l'île de Negros, a duré six minutes lundi soir, projetant un panache de cendres volcaniques, de roche et de gaz sur 5 kilomètres de hauteur, a déclaré l'Institut philippin de volcanologie et sismologie. AFP

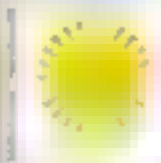
La Nagra expose ses carottes de forage

La Nagra ouvre au public ses archives de carottes de forage à Melling (AG). Des milliers d'échantillons de roches collectés dans le cadre de la recherche d'un site de stockage définitif des déchets nucléaires y sont exposés. L'exposition des carottes de forage se trouve dans un bâtiment situé dans la zone industrielle de Melling. Elle a été présentée hier par Matthias Braun, patron de la Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs (Nagra). ATS

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Mercredi 5 juin 2024



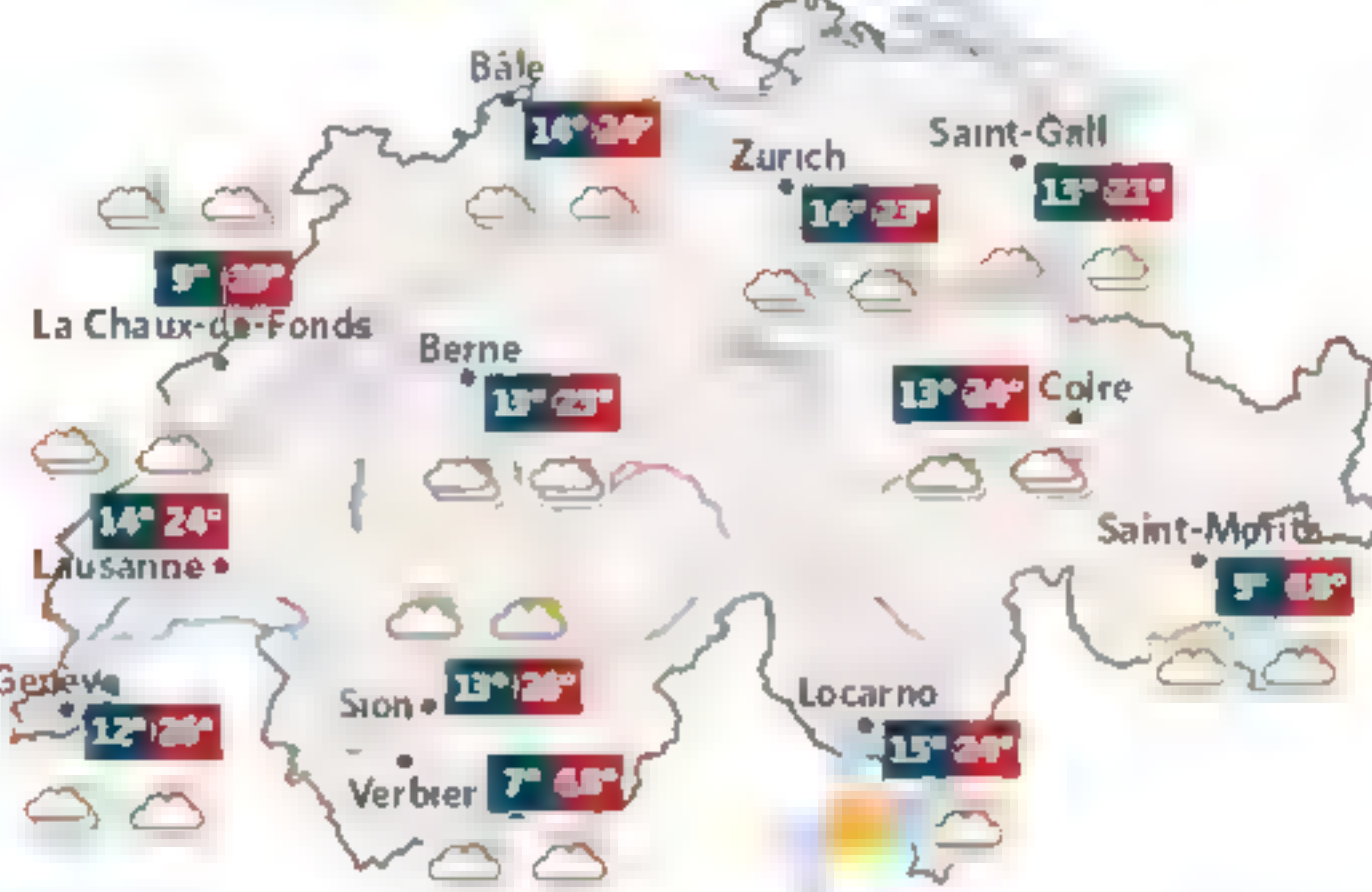
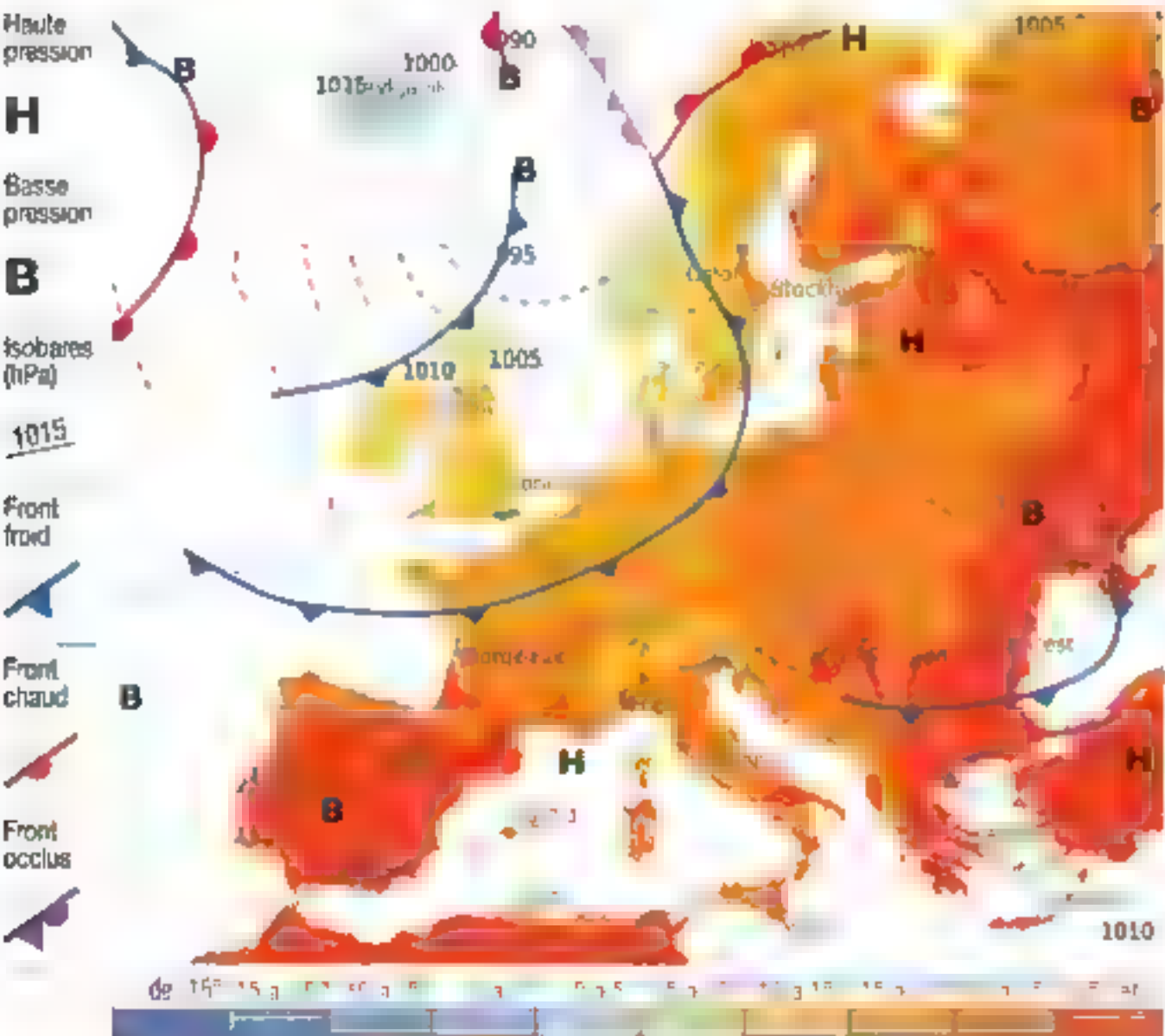
lever 05h45
coucher 21h24
1 minute de soleil en plus



lever 04h29
coucher 20h47

lune décroissante
taux de remplissage: 1%

Situation générale aujourd'hui à 13h



CE MERCREDI, le temps sera généralement bien ensoleillé en plaine, plus nuageux en montagne mais avec un risque d'averses faible. Jeudi, après une matinée sèche mais déjà voilée, l'après-midi marquera une transition vers

un temps instable et orageux pour les journées de vendredi à dimanche. Les températures durant toute la période seront légèrement au-dessus des normes avec des minima de 14 °C et des maxima de 25 °C environ.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	JEUDI	VENREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
Bassin lemanique, Plateau romand et Jura	12° 24°	14° 24°	14° 23°	14° 21°	11° 20°
Alpes valdôises et valaisannes (500 m)	13° 26°	14° 26°	15° 24°	15° 24°	13° 24°
Suisse centrale et orientale	13° 24°	14° 24°	14° 23°	14° 21°	12° 21°
Sud des Alpes	16° 24°	17° 25°	18° 24°	17° 24°	16° 24°

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi 04.06.2024, indicateur des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÖTE Berninvest

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonho.ch/products.

Fonds en obligations

B. Sel. Glob. Bonds ESG DUB (USD)	USD 14	98.83
-----------------------------------	--------	-------

Fonds en actions

Bonhöte Sel. Glob. Emerg. MF (CHF)	CHF 172	105.12	9.3
------------------------------------	---------	--------	-----

Fonds immobiliers

Bonhöte Immobil. SICAV - BVM	CHF 22	48.30	7.6
------------------------------	--------	-------	-----

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations

Synchrony Swiss All Caps (CHF) A	CHF 116	92.74	-0.6
Synchrony Swiss Sm&Mid Caps A	CHF 116	97.52	-1.2
Synchrony World Equity BUR A	CHF 116	104.05	-0.9

Fonds en actions

Synchrony Swiss All Caps (CHF) A	CHF 116	125.77	8.5
Synchrony Swiss Sm&Mid Caps A	CHF 116	148.28	1.8
Synchrony World Equity BUR A	CHF 116	128.25	2.2
Synchrony Swiss All Caps (CHF) A	CHF 116	135.78	7.9
Synchrony Europe Equity A	CHF 116	101.19	7.5
Synchrony High Growth Eq. A	CHF 116	102.88	2.4
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 116	136.57	2.8
Synchrony Swiss Equity A	CHF 116	105.01	8.4
Synchrony Swiss Equity C	CHF 116	108.90	8.6
Synchrony Swiss Equity I	CHF 116	105.05	-
Synchrony US Equity A	USD 24	194.90	10.3

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony CH Balanced (CHF)	CHF 11	143.25	5.9
Synchrony CH Balanced (EUR)	EUR 11	145.03	3.5
Synchrony CH Defensive (CHF)	CHF 111	96.95	2.6
Synchrony CH Dynamic (CHF)	CHF 111	131.18	8.0
Synchrony CH Guardian (CHF)	CHF 111	95.77	1.2
Synchrony CH World Equity (CHF)	CHF 11	152.24	13.6
Synchrony CH Balanced (EUR) A	EUR 116	138.95	3.3
Synchrony CH Dynamic (EUR) A	EUR 116	174.45	5.0
Synchrony LPP 25 B	CHF 111	12.97	3.0
Synchrony LPP 40 B	CHF 11	127.98	4.7
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 111	116.91	4.7
Synchrony LPP 80 B	CHF 11	130.31	7.4

BBGI GROUP

Autres fonds

BBGI Equid. Sw. Behavior Value	CHF 114	198.30	8.6
BBGI Swiss Phys. Gold CH.F	CHF 114	118.70	19.7
BBGI Swiss Phys. Gold CH.F Hdg.	CHF 114	84.60	10.6
BBGI Swiss Phys. Gold CH.F JR	CHF 114	155.70	14.1
BBGI Swiss Phys. Gold CH.F Hdg. JR	CHF 114		
BBGI Swiss Phys. Gold Cl.USD	USD 14		
BBGI Commodities (USD) A	USD 14		
BBGI Natural Resources (USD)	USD 14		
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 14	78.40	-6.9

BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Global Defense (CHF) ESG	CHF 111	80.05	3.1
BCV Global Defense (CHF)	CHF 111	80.10	8.7
BCV Strategie Actions Monde ESG A	CHF 111	136.88	12.3
BCV Strategie Actions Monde ESG A	CHF 111	110.15	6.5
BCV Strategie Actions Monde ESG A	CHF 111	162.30	5.6
BCV Strategie Actions Monde ESG A	CHF 111	99.36	4.7
BCV Strategie Obligation ESG A	CHF 111	83.78	-0.3
BCV Strategie Revenu ESG A	CHF 111	112.16	3.0
BCV Strategie Revenu ESG Ambition A	CHF 111	103.30	2.1

CITÉ GESTION PRIVATE BANK

Fonds immobiliers

--	--	--	--

BLACKROCK

Fonds en obligations

Black Ops (USD)	USD 16	165.7	0.6
-----------------	--------	-------	-----

Fonds en actions

Black Ops (USD)	USD 16	177.63	7.9
-----------------	--------	--------	-----

bordier 1844

Fonds en obligations

Bordier Global Fixed Income USD	USD 16		
---------------------------------	--------	--	--

Fonds en actions

Bordier Global Core Hld. Eur. EUR	EUR 116	156.76	4.0
Bordier Global Core Hld. Eur. EUR	EUR 116	146.30	4.4
Bordier Global Em. Vlt. USD	USD 14	189.36	4.4
Bordier Global Em. Vlt. EUR	EUR 116	125.14	11.1
Bordier Global Sat. Eur. EUR	EUR 116	131.87	11.4
Bordier Global Sat. Eur. USD	USD 14	237.63	11.9
Bordier Global Sat. Eur. USD	USD 14	223.30	11.6

BRUNOWALTER

Fonds en actions

Airround Quadrinvest Fund ESG B	EUR 116	218.23	3.0
Airround Quadrinvest Fund ESG C	EUR 116	163.38	3.1
Airround Quadrinvest Fund ESG D	EUR 116	237.54	3.2
Airround Quadrinvest Fund ESG Da	EUR 116	98.39	3.1
Airround Quadrinvest Growth B	USD 14	292.72	6.8
Airround Quadrinvest Growth C	USD 14	302.28	6.9
Airround Quadrinvest Growth D	USD 14	307.55	7.0
Airround Quadrinvest Growth Da	USD 14	286.68	6.6
Airround Quadrinvest Growth OE	USD 14	286.68	6.6

bwm

Représentent pour la Suisse: UBS Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classique Global Equity Fund	CHF 134	61950	21.3
Classic Value Equity Fund	CHF 116	190.38	18.8

caceis

Fonds en actions

Swissquote Quant. European Eq. A (CHF)	CHF 11	125.32	15.3
Swissquote Quant. European Eq. A (EUR)	EUR 11		
Swissquote Quant. Swiss Eq. (CHF) A	CHF 11		

carne

Fonds en actions

Karwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 214	242.18	27.7
Karwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 214	241.06	21.7
Karwave Gold Equity Fd USD - B	USD 114	291.42	24.7

Fonds d'allocation d'actifs

--	--	--	--

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF	CHF 11		
CS Money Market Fund EUR B	EUR 11		1.5

Fonds en obligations

CS (Lux) Corporate CHF BF A	CHF 214	108.29	-0.2
CS (Lux) Corp. ST Duration EUR BF B	EUR 214	127.98	0.7
CS (Lux) Corp. ST Duration USD BF B	USD 214	156.82	1.4
CS (Lux) EM Corp. IG Bd Fd B	USD 214	141.91	0.8
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 214	136.93	3.0

Fonds en actions

CS (CHI) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 214	14.39	9.4
CS (CHI) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 214	23.13	9.4
CS (CHI) Swissact EF B	CHF 214	549.78	8.2
CS (Lux) Digital Health Eq Fd B USD	USD 214	58.46	9.0
CS (Lux) Bio. Q. Div Eq B	EUR 214	23.04	5.7
CS (Lux) Bio. Q. Div Eq Fd B EUR	EUR 214	4794.91	9.7
CS (Lux) Bio. Q. Div Eq B	EUR 214	25.46	7.7
CS (Lux) Global Value BF B EUR	EUR 214	15.36	8.1
CS (Lux) Infrastruct. Eq Fd B	USD 214	212.16	1.3
CS (Lux) S&P 500 Germany BF B EUR	EUR 214	2301.00	-1.3
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 214	45.15	-0.6
CS EF (CHI) S&P 500 Swiss Eq Fd B	CHF 214	1445.05	5.6

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CHI) Int. & Div. Focus Bal CHF JB	CHF 214	115.39	4.9
CS (CHI) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 214	131.43	7.2
CS (CHI) Int. & Div. Focus Yld CHF JB	CHF 214	99.88	1.7
CS (CHI) Privilege 20 CHF UB	CHF 214	104.52	1.7
CS (CHI) Privilege 35 CHF UB	CHF 214	108.47	3.6
CS (CHI) Privilege 45 CHF JB	CHF 214	125.94	5.0
CS (CHI) Privilege 75 CHF UB	CHF 214	117.58	8.2
CS (Lux) Global High Income USD JB	USD 214	194.83	3.6
CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF JB	CHF 214	119.57	6.3
CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF JB	CHF 214	106.46	3.5
CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF JB	CHF 214	127.36	5.3
CS (Lux) Swiss Index Fund CHF JB	CHF 214	131.38	7.8
CS (Lux) Swiss Index Fund Yld CHF JB	CHF 214	107.57	3.0

Fonds Immobiliers

CS REE Hospitality	CHF 116	73.20	2.8
CS REE Inter Swiss	CHF 116	173.90	6.4
CS REE Living Plus	CHF 116	142.00	1.0
CS REE Sat	CHF 116	218.00	2.8

Investissements alternatifs

CS (Lux) S&P 500 Alpha USD B	EUR 214	163.24	-2.0
------------------------------	---------	--------	------

Autres fonds

CS (Lux) Com. Ind. USD Fd B	USD 214	71.29	5.7
CS (Lux) Com. Ind. USD Fd B	USD 214	75.40	6.5
CS (Lux) Com. Ind. Bond Fund A CHF	CHF 214	258.97	9.1

CRONOS

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 115	110.00	-6.4
------------------	---------	--------	------

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 214	58.50	-0.8
------------------------	---------	-------	------

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR 214	408.90	6.5
EG Global Equities (EUR)	EUR 214	231.10	2.2
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 214	66.80	6.5
Gutzwiller ONE	USD 214	594.50	10.0

Investissements alternatifs

--	--	--	--

DE PURY PICTET TURELLINI

Fonds en actions

ENETIA Energy Transition Fund B EUR	EUR 214	142.61	0.4
-------------------------------------	---------	--------	-----

Fonds d'allocation d'actifs

Calmos Balanced			
-----------------	--	--	--

Autres fonds

--	--	--	--

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

--	--	--	--

ethos

Fonds en actions

Virtuosus Ethos Global Growth USD A	CHF 114	487.70	5.2
-------------------------------------	---------	--------	-----

GENERALI

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 214	104.87	-0.1
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 114	102.00	-0.8
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 114	55.60	0.4

Fonds en actions

GENERALI Eq. Fd Switzerland A	CHF 214	-404.98	9.3
-------------------------------	---------	---------	-----

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Asset Funds	CHF 214	134.54	2.7
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 214	91.50	11.9
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 214	109.98	4.3
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 214	148.17	0.5
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 214	92.14	0.1
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 214	92.43	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 214	33.31	-0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 214	89.18	-0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 214	93.36	-0.2
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 214	98.68	-0.7
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 214	110.33	1.0
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 214	122.02	2.5
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 214	135.89	4.0

FIR

Fonds immobiliers

FIR	CHF 22	221.00	4.2
-----	--------	--------	-----

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 214	58.50	-0.8
------------------------	---------	-------	------

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR 214	408.90	6.5
EG Global Equities (EUR)	EUR 214	231.10	2.2
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 214	66.80	6.5
Gutzwiller ONE	USD 214	594.50	10.0

Investissements alternatifs

--	--	--	--

helvetia

Fonds immobiliers

--	--	--	--

Fonds en actions

IAM European Equity CHF - A	CHF 11	1349.90	11.2
IAM European Equity CHF - A	CHF 11	1082.10	11.4
IAM European Equity CHF - A	CHF 11	1210.24	1.3
IAM Swiss Equity	CHF 11	32.34	6.0

IMMOFONDS

Fonds immobiliers

IMMOFONDS	CHF 11		
-----------	--------	--	--

LA FONCIERE

Fonds immobiliers

La Foncière	CHF 11	131.50	-0.8
-------------	--------	--------	------

Lienhardt & Partner

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Strat Fd A-CHF	CHF 11	84.01	5.4
---	--------	-------	-----

MIRABAUD

À la recherche d'une gestion active de conviction? Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici: www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

Mir. G. Str. Bd. USD	USD 14	175.50	1.8
----------------------	--------	--------	-----

PATRIMONIUM

Fonds immobiliers

PSREF - A	CHF 11	169.00	2.1
-----------	--------	--------	-----

procimmo

Fonds immobiliers

Procimmo Real Estate SICAV	CHF 21	150.00	3.4
Procimmo Residential Lemanic Fund	CHF 11	140.00	8.1
Streeter Real Estate Fund	CHF 11	485.00	8.5

PR

Fonds en actions

Norica Swiss Equity Fd CHF - A	CHF 11	141.35	6.7
--------------------------------	--------	--------	-----

REALSTONE

Fonds immobiliers

--	--	--	--

Fonds en obligations

UBAM - Dynamic Euro Bond -	CHF 11		
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	CHF 11		
UBAM - Global High Yield Solution A	CHF 11		
UBAM - Med Term US Corp Bond AC	CHF 11		

Fonds en actions

UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC	USD 14	277.18	3.8
UBAM - Angel Gap Small Cap Eq APC	CHF 11	1927.00	-3.8
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR 11	2435.44	8.0
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 11	435.42	10.6

Vontobel

Fonds en obligations

Emerging Markets Debt B	USD 14		
Euro Corporate Bond B	EUR 11		
Global Corporate Bond A	CHF 11		
Sust. Bd. CHF Concept A	CHF 11		
Sust. Em. Mkts. Loc. Ccy. Bd. B	USD 14		
Sustainable Global Bond H. Hedged	CHF 11		
TwentyFour Strategic Fund H. Hedged	CHF 11		
TwentyFour Sust. S.T. Bd. Inc. H. Hedged	CHF 11		

Fonds en actions

Global Env. Change B	EUR 11	571.38	10.2
Global Equity B	USD 14	421.08	3.5
mix Sust. Asian Leaders/Excl. Jap. B	USD 14	381.52	7.3
mix Sust. Emer. Mkts Leaders B	USD 14	145.30	7.7
Sustainable Swiss Dividend A	CHF 11	673.71	
Sustainable Swiss Equity A	CHF 11	280.08	7.4
Sustainable Swiss Equity Income Pays A	CHF 11		
Sustainable Swiss M&S C A	CHF 11		
Swiss Eq. Mkt. Factor A	CHF 11		
US Equity B	USD 14	2272.43	

Explication Indices

Conditions d'émission et de rachat de parts
Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts:
1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur d'index / rémission à la valeur d'inventaire
2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur, peut être différente pour le même fonds

Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts:

- Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds / le rachat à la valeur d'inventaire
- Commission de rachat ad rachat du fonds et/ou du distributeur, peut être différente pour le même fonds
- Conditions particulières
- Combinaison de 2 et 3
- Conditions particulières

Particularités:

- af. évaluation hebdomadaire
- af. évaluation mensuelle
- af. évaluation trimestrielle
- af. pas d'émission
- af. valeur du jour
- af. évaluation à l'étranger
- af. émission des parts suspendue temporairement
- af. émission et rachat de parts suspendus temporairement
- af. "track record"
- af. en liquidation
- af. après distribution de revenus et/ou gain de cours

Les informations fournies sont sans garantie NAV / Issue Price commissions non comprises

Le temps, le meilleur investissement sur

LeTemps.ch

Accédez à tous nos contenus en illimité dès

Economie & Finance

2,5 milliards

EN ALLEMAGNE, LA BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT KfW A VENDU près de 110 millions d'actions du groupe de télécommunications Deutsche Telekom dans la nuit de lundi à mardi, pour un montant de près de 2,5 milliards d'euros qui serviront notamment à investir dans le réseau fixe.

STEFAN WALTER

Le nouveau directeur de l'Agence fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma) attend des établissements financiers qu'ils s'informent de manière proactive des évolutions susceptibles d'affecter la stabilité, a-t-il indiqué hier à la «NZZ».



5,9%

LE TAUX DE CHÔMAGE EST RESTÉ STABLE EN ALLEMAGNE EN MAI, À 5,9%, stagnant au même niveau depuis décembre, dans un contexte de morosité économique persistante. Le nombre de personnes sans emploi a diminué de 27 000 sur un mois, à 2,723 millions.

SMI	12 008,94	+0,02%	Dollar/franc	0,8892	↓
Euro Stoxx 50	4953,37	-1,00%	Euro/franc	0,9675	↓
			Euro/dollar	1,0878	↓
			Livre st./franc	1,1369	↓
FTSE 100	8232,04	-0,37%	Baril Brent/dollar	77,71	↓
			Once d'or/dollar	2324	↓

La Chine ébranle les usines occidentales

CONCURRENCE Alors que les surproductions de l'Empire du Milieu, dont la qualité monte, mettent en péril les industries de l'Europe et des Etats-Unis, Pékin assume cette stratégie, accusant les Occidentaux de mauvaise foi.

HAROLD THIBAUT, SHANGHAI
(LE MONDE)

Il y a les logos qui commencent tout juste à être aperçus à l'étranger – celui du premier constructeur électrique mondial, BYD –, les marques nées récemment mais déjà reconnues en Chine – Nio, Xpeng, Li – et les noms que le consommateur chinois lui-même peine à identifier – Neta, Aion, par exemple. La Chine compte une cinquantaine de marques locales d'automobiles électriques.

Pour le pays, ces voitures, qui remplacent rapidement les marques étrangères sur son sol, sont la preuve qu'il a enfin rattrapé son retard technologique vis-à-vis des Etats-Unis, de l'Europe, du Japon et de la Corée du Sud. En Europe et aux Etats-Unis, en revanche, ces constructeurs sont perçus comme un nouveau risque vital pour l'industrie automobile locale.

Entre ces deux visions, il s'est creusé un immense fossé qu'a illustré l'échange à Paris, le 6 mai, entre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, inquiète de «la surproduction chinoise massive de produits industriels qui noient le marché», et le chef de l'Etat chinois, Xi Jinping, pour qui «le soi-disant problème de surcapacités chinoises n'existe pas».

Derrière l'homme fort de Pékin, la presse d'Etat reprend chaque jour ce même message: «arrogance du narratif occidental des surcapacités», «piège», «fabulation», «mentalité de la mauvaise foi». L'hostilité aux voitures chinoises serait de ce point de vue officiel une énième déclinaison d'un effort d'endiguement de la grande ascension chinoise. Les critiques occidentales sont particulièrement mal appréciées depuis que le Congrès américain a adopté, en août 2022, un plan de dépenses pour l'énergie et le climat, l'Inflation Reduction Act, de 400 milliards de dollars (357,4 milliards de francs).

Des milliards de subventions

Bruxelles, de son côté, présentera, juste après le résultat des élections européennes, les conclusions de son enquête sur les subventions de l'Etat chinois à la production de véhicules électriques. L'adoption de taxes douanières en réponse fait peu de doutes. Pékin menace de représailles, et égrène les secteurs qui pourraient être visés: porc,



Le champion chinois des voitures électriques BYD – ici son usine de Changzhou – a reçu environ 2,1 milliards d'euros de subventions directes en 2022, soit l'équivalent de 3,5% de son chiffre d'affaires. (14 NOVEMBRE 2023, AL EX PLAVEVSK, EPA)

cognac, grosses cylindres, aéronautique.

La problématique, côté européen, est d'établir que le soutien étatique chinois est plus massif que les aides pratiquées ailleurs. Sur ce point, les conclusions d'une étude publiée en avril par l'Institut sur l'économie mondiale de Kiel, en Allemagne, sont sans appel. «Le niveau de subventions est bien plus élevé en Chine que dans les pays de l'UE [Union européenne] ou de l'Organisation de coopération et de développements économiques. Selon la méthodologie, c'est entre trois et neuf fois plus élevé», dit Dirk Dohse, le directeur de recherche de l'institut. Ces chercheurs estiment notamment que le champion BYD a reçu environ 2,1 milliards d'euros de subventions directes en 2022, l'équivalent de 3,5% de son chiffre d'affaires.

Subventions, surcapacités... Le diptyque est bien connu dans l'économie chinoise. Bien plus que dans les autres grandes éco-

nomies, le pouvoir central fixe une ligne directrice, par le biais de plans quinquennaux et de multiples courroies de l'Etat-parti. Puis les provinces, villes et cantons font la course les uns avec les autres pour surperformer face aux exigences de la capitale. Chacun veut son usine.

Le professeur Lan Xiaohuan en connaît un rayon sur le fonctionnement de l'économie chinoise. Le livre de cet économiste, *How China Works* («comment marche la Chine»), s'est écoulé à plus de 1 million d'exemplaires dans son pays. De son bureau sur le campus de l'Université Fudan de Shanghai, il détaille: «La Chine est si grande. Une préfecture ou une province cherche à concurrencer les autres. Les gouvernements veulent créer des emplois, faire monter les salaires et attirer de grosses entreprises. N'est-ce pas ce que tente de faire tout gouvernement dans le monde? Essayer d'attirer le business, et si la concurrence est intense, cela

crée beaucoup de capacités de production. Puis certains vont perdre, certains vont gagner. La différence ici est que le gouvernement aide à baisser les coûts d'entrée et donne des terrains moins chers et parfois des crédits moins chers. Cela crée plus d'usines, d'entreprises, qui se font concurrence. C'est comme ça que la technologie chinoise a progressé si rapidement».

Le pays a massivement misé sur l'économie de l'innovation. L'économiste Barry Naughton, de l'Université de Californie, à San Diego (Etats-Unis), parlait en 2021 du «plus important engagement de ressources gouvernementales au service d'une politique industrielle de l'histoire».

Mais en Chine, le débat est très timide, puisque le président tout-puissant a écarté l'idée qu'il y ait des surcapacités. D'autant que, malgré la difficulté à stimuler la consommation, Xi Jinping insiste sur une politique économique qui redouble d'effort sur

l'industrie, avec un slogan: les «nouvelles forces productives».

Un économiste chinois de renom, Huang Yiping, de l'Université de Pékin, soulignait toutefois dans un entretien au journal *Economic Observer* début mai que les surcapacités, sans être actuellement «généralisées», sont un problème régulier. «La raison la plus fondamentale est le déséquilibre macroéconomique, à savoir plus d'investissement et moins de consommation», disait-il.

Ce même professeur Huang, membre du Comité de politique monétaire de la banque centrale, conseillait fin mai, constatant la montée des tensions avec les Etats-Unis et l'UE, de lancer un «plan Marshall chinois» de la transition en dirigeant les produits issus des surcapacités vers les pays en développement.

Pour les marques automobiles européennes, l'adoption par l'UE de droits de douane pourrait n'offrir qu'un court répit. La nouvelle compétitivité des constructeurs

chinois est telle qu'elle pourrait éroder leurs parts de marché malgré les digues hissées aux frontières de l'Union. La question fondamentale sera de savoir non pas si les concurrents chinois sont subventionnés, mais si la est leur premier atout.

Car la montée en qualité est bien réelle. Ainsi le français Orano, ex-Areva, qui montrait aux Chinois, il y a quelques années encore, comment faire une centrale nucléaire, a-t-il dû s'associer en 2023 avec le chinois XTC pour apprendre à faire des batteries en France.

Une certaine fierté

Les marques chinoises, entre elles, se trouvent déjà dans une telle concurrence qu'elles doivent être en mouvement accéléré pour se maintenir. En 2011, le patron de Tesla, Elon Musk, éclatait de rire lorsqu'une journaliste l'interrogeait sur BYD. Il retournait: «Vous avez vu leur voiture?» En janvier 2024, alors que les ventes de la marque de Shenzhen dépassaient celles de Tesla, Elon Musk

Provinces, villes et cantons font la course les uns avec les autres pour surperformer face aux exigences de la capitale

prevenait que les constructeurs chinois allaient «demolir» leurs concurrents occidentaux sans barrières douanières, «ils sont extrêmement bons».

Cette ascension ne va pas sans nourrir une certaine fierté. «Je peux comprendre que les Occidentaux craignent que le prix des voitures chinoises soit trop faible, ils pensent que c'est dû au fait des subventions, mais je crois que la réelle force derrière ces bas coûts est l'échelle de notre économie, l'ampleur de notre industrie, avance Lan Xiaohuan, non sans un air victorieux. Quoi que vous vouliez produire, la Chine est la plus efficace sur le coût. Nous avons la meilleure main-d'œuvre, la meilleure chaîne d'approvisionnement, les meilleures infrastructures. Bien sûr que nos produits sont moins chers.»

Migros vend sa filiale Misenso, spécialisée dans la lunetterie et l'audition

RESTRUCTURATION Le groupe autrichien Neuroth se porte acquéreur de la filiale de la Fédération des coopératives Migros fondée en 2020.

ATS

La Fédération des coopératives Migros (FCM) vend Misenso, sa filiale spécia-

lisée dans les lunettes et les appareils auditifs, au groupe autrichien Neuroth, a indiqué hier le géant orange dans un communiqué. Misenso restera toutefois une marque indépendante.

En tant que nouveau propriétaire, le groupe Neuroth va continuer l'exploitation de Misenso sur les sites existants et sous le même nom. Les collaborateurs

et collaboratrices ainsi que la direction de Misenso sont repris. Pour la clientèle, rien ne changera non plus, précise le communiqué.

Environ 200 collaborateurs

Migros n'a pas souhaité communiquer le montant de la transaction. «Avec une activité dans les domaines médicaux très spé-

cialisés de l'optique et de l'audioprothèse, le nouveau propriétaire, Neuroth, offre à Misenso de meilleures opportunités de développement. Misenso peut profiter de l'expertise entrepreneuriale et professionnelle avérée du groupe Neuroth. De plus, Neuroth poursuivra l'expansion de Misenso comme prévu», précise simplement le porte-parole du géant orange.

Migros a fondé sa filiale Misenso en 2020. Cette dernière exploite aujourd'hui 25 magasins spécialisés dans toute la Suisse et emploie un peu plus de 200 collaborateurs et collaboratrices.

Quant au groupe Neuroth, il exploite environ 85 centres auditifs en Suisse. Fondée il y a plus de 115 ans, l'entreprise a son siège principal à Graz, en Autriche.

La course aux matières premières polaires se précise

GÉOPOLITIQUE La guerre en Ukraine pousse la Russie à ouvrir une voie maritime dans le Grand Nord pour se rapprocher de la Chine. Moscou veut aussi davantage exploiter ses richesses, gazières et minières, dans l'Arctique. Le monde occidental n'est pas en reste

RICHARD ETIENNE
X @rietienne

Des tensions croissantes dans les pôles, Nord et Sud, de la planète semblent indiquer que la guerre en Ukraine a vraiment des répercussions globales. Difficile d'avoir des informations fiables sur ces sujets souvent secrets, mais des signes laissent entendre que ces gigantesques zones, réputées pour leur froid et leur calme, suscitent de plus en plus de convoitises.

Dernier signe en date, des révélations de la presse anglo-saxonne en mai selon lesquelles des équipes russes ont découvert en 2020 un gisement d'un demi-milliard de barils de pétrole en Antarctique. De quoi satisfaire la consommation mondiale en la matière pendant près de quinze ans et susciter des craintes pour le climat. Même si une éventuelle exploitation serait techniquement compliquée et interdite. Le navire spécialisé Alexander Karpinsky, utilisé dans ce cadre, a d'ailleurs été sanctionné par les Etats-Unis en février. Banni des ports américains.

Nouvelle route maritime

Mais c'est surtout dans le cercle arctique (la latitude de l'hémisphère Nord à partir de laquelle on peut observer le soleil de minuit au moins un jour par an) que les esprits s'échauffent. Que la carte géopolitique mondiale semble le plus changer, avec l'émergence d'une nouvelle route maritime rendue possible par la fonte des glaces et stimulée par la guerre et les sanctions. Là aussi que se mijote une course entre les grandes puissances vers des ressources minières, du pétrole et du gaz, en respectant ou non les lois ou autres traités de la région.

Le cercle arctique englobe plusieurs pays, des Etats-Unis à la Norvège. Mais il est surtout russe: plus de la moitié de ses côtes et de sa population se trouvent en Russie. C'est là-bas que la nation de Vladimir Poutine exploite ses principaux gisements de gaz et que cet Etat entend en ouvrir d'autres, même si le grand froid et la distance ne facilitent pas les choses.

Avant la guerre, cette ressource partait en gazoduc vers l'Europe. Les vannes sont désormais fermées. Moscou s'est donc tournée vers l'est, et la Chine en particulier, pour exporter son gaz, sous forme liquéfiée et par bateau car il n'y a pas encore de gazoduc dans cette direction (c'est en cours). Or le chemin le plus court, c'est via la Northern Sea Route, ladite NSR, aussi appelée «route de la Soie polaire».

L'été dernier, Moscou a fait transiter pour la première fois des pétroliers à coque mince dans l'Arctique

Une voie maritime, qui contourne la Sibérie par le nord et l'est, sur laquelle la navigation commence à être envisageable, surtout l'été. Le commerce y est encore restreint, mais la Russie et la Chine ont intensifié leur collaboration ces dernières années pour le développer.

La Chine, qui se décrit depuis 2018 comme un «Etat proche de l'Arctique», multiplie les investissements dans des projets gazières en Sibérie, que des groupes occidentaux ont dû abandonner, et envoie un nombre croissant de bateaux sur la NSR, même si les chiffres – difficiles à obtenir – semblent limités à ce jour. La plupart des bateaux concernés transportent du pétrole ou du GNL (gaz naturel liquéfié) extrait dans l'Arctique russe, et sont escortés par des brise-glaces propulsés à l'énergie nucléaire.

L'été dernier, Moscou a fait transiter pour la première fois des pétroliers à coque mince dans l'Arctique, ce qui accroît les risques de catastrophes environnementales.

Les choses semblent se précipiter d'ailleurs. Des compagnies maritimes lorgnent la NSR, considérée comme une alternative au transit par le canal de Suez ciblé par les rebelles houthis, selon la revue *Foreign Policy*. L'Inde, ce pays proche de l'équateur qui n'applique pas les sanctions contre la Russie, s'est aussi dotée d'une stratégie pour l'Arctique et a organisé le mois dernier un sommet sur l'Antarctique.

Ressources stratégiques

Le Grand Nord attire car son sous-sol intrigue et que plus la banquise recule, plus les ressources sont accessibles. On parle d'une grosse quantité d'hydrocarbures, de métaux précieux et de terres rares, selon le Service géologique américain. En 2019, Donald Trump, alors président des Etats-Unis, a suggéré d'acheter le Groenland au Danemark. En 2023, Washington s'est approprié toute une zone sous-marine au nord et à l'ouest de l'Alaska, potentiellement riche en métaux stratégiques.

Avec l'aide de la Chine, la Russie serait sur le point de mettre en service un site gazier, Arctic GNL 2 (dont la production a déjà été sanctionnée par les Etats-Unis). Rosneft, un groupe pétrolier russe, planche sur une grosse opération industrielle, Vostok, avec une collaboration chinoise. Les suisses Glencore, Vitol et Trafigura avaient investi dans ce projet avant de retirer leurs billes à la suite de l'agression russe en Ukraine.

Ces tendances – routes maritimes inédites et attrait des matières premières – ne sont pas nouvelles, mais elles se sont accélérées depuis le début de la guerre en Ukraine, selon des rapports publiés cette année par l'Union européenne et le Fridtjof Nansen Institute. Ce laboratoire d'idées indépendant relève que les sanctions occidentales ont paradoxalement conduit à ce que les Etats-Unis voulaient à tout prix empêcher, à savoir une présence chinoise accrue dans le cercle arctique. ■

IMMOBILIER

Les menages s'éloignent des centres urbains

Face aux loyers élevés, les familles suisses quittent les grandes villes pour s'installer dans des communes d'agglomération souligne l'UBS dans une étude parue hier. Les cinq grands centres du pays ont enregistré un départ net de 15 000 personnes par an entre 2020 et 2022 au plus haut sur les quarante dernières années. Pour ces familles, il s'agit de faire des économies. En 2023, les loyers proposés dans un rayon de dix minutes de trajet étaient en moyenne 16% plus bas que dans le centre-ville contre 11% dix ans plus tôt (AWP).

La Suisse résiste à la pénurie de jus d'orange

ALIMENTATION Les dégâts que connaissent les orangers aux Amériques ont d'importantes conséquences. Le produit se trouve toujours dans les rayons mais le marché reste tendu

JULIE EIGENMANN
X @JulieEigenmann

Un verre de jus d'orange. C'est peut-être ainsi que vous avez commencé votre journée. Autant dire que le processus qui a amené la brique jusque dans votre frigo ne s'est pas déroulé sans peine.

C'est que les productions d'oranges en Floride, aux Etats-Unis, et au Brésil sont en fort recul, en raison du «dragon jaune», maladie bactérienne qui attaque les arbres. Au Brésil toujours, premier producteur mondial d'oranges à jus, des épisodes de sécheresse ont encore aggravé la situation. Ce contexte n'est pas nouveau mais a des conséquences: sur le marché à terme de New York, la livre (soit 0,453 kilogramme) de jus concentré a pris 50% depuis janvier et environ 300% depuis fin 2021, soulignaient *Les Echos* samedi. Mardi dernier, les prix ont enregistré un nouveau record historique à 4,87 dollars.

Un effet sur les prix

La pénurie de jus se fait-elle sentir aujourd'hui jusqu'en Suisse? La situation est extrêmement tendue au niveau mondial, commente pour *Le Temps* Nestlé Waters Suisse, qui a une coentreprise avec Eckes-Granini Suisse et produit les jus Granini et Hohes C dans son usine vaudoise. Et elle risque de perdurer: l'association brésilienne des producteurs d'agrumes Fundecitrus fait état d'une baisse significative de la récolte d'oranges prévue pour la saison 2024-2025. Eckes-Granini poursuit de son côté son approvisionnement basé sur une collaboration à long terme avec ses fournisseurs, principalement au Brésil.

C'est peu ou prou ce que dit Migros: «Notre industrie travaille avec ses propres fournisseurs sur le long terme, ce qui assure

un approvisionnement régulier, même en cas de situation critique», développe un porte-parole, qui promet que l'approvisionnement est assuré au moins jusqu'à la prochaine récolte.

Les jus à base de concentré (jus dont l'eau est retirée pour que ceux-ci soient conservés plus longtemps) viennent, eux aussi, du Brésil et les jus frais «des pays les plus près possible, principalement d'Europe, selon la qualité et quantité disponible», note le porte-parole. A la suite de l'augmentation du prix des matières premières, ceux de plusieurs produits à base d'oranges ont d'ailleurs dû être ajustés à la hausse.

«Nous n'avons malheureusement pas pu totalement éviter certaines augmentations de prix de notre jus d'orange», indique-t-on aussi du côté de Lidl Suisse, qui entend maintenir ces hausses modérées. Et garantit de disposer actuellement d'une disponibilité suffisante de jus.

Maroc et Espagne dans le viseur

Coop aussi a pu assurer l'approvisionnement jusqu'à présent avec des prix du jus d'orange stables depuis le début de l'année, même si la situation reste difficile. Actuellement, les oranges destinées à la production de jus proviennent principalement d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Un fournisseur travaille sur la possibilité d'acheter un jour des fruits provenant de régions d'origine supplémentaires, précise un porte-parole. Par exemple, au Maroc.

Comme les autres, Aldi Suisse garantit la disponibilité du jus d'orange. «Pour nos marques propres, nous nous concentrons sur une optimisation des processus internes afin d'amortir la hausse des coûts des matières premières», détaille le service de presse Aldi Suisse. Qui mentionne aussi le recours à d'autres pays d'origine comme une option. Les jus d'orange de marque propre Aldi proviennent actuellement du Brésil, mais l'Espagne, par exemple, pourrait être considérée comme une alternative. ■

La Genève internationale a son incubateur pour la confiance numérique et la cybersécurité

TECHNOLOGIE La structure créée par la Trust Valley et le Centre de politique de sécurité de Genève a été présentée hier au Campus Biotech. Elle soutient déjà 15 projets

GREGOIRE BARBEY
X @GregoireBarbey

La vallée de la confiance numérique s'étend à la Genève internationale. La Trust Valley a officialisé hier son nouvel incubateur Trust Village Geneva créée en partenariat avec le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), renforçant ainsi sa présence dans la Cité de Calvin. L'organisation a présenté 15 projets qui bénéficieront d'un accompagnement gratuit pendant un an au sein des locaux du Campus Biotech, au cœur de l'écosystème genevois qui réunit organisations internationales et académiques, grandes entreprises et investisseurs.

Le Trust Village Geneva soutient des projets qui mettent en œuvre des solutions basées sur des technologies émergentes, comme la blockchain, l'intelligence artificielle ou encore l'informatique quantique, dans des domaines d'application variés, de l'agroalimentaire à la mobilité en passant par la santé. Les projets soutenus doivent avoir été créés il y a moins de trois ans et répondre aux critères du développement durable.

Des représentants des autorités fédérales et cantonales, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Organisa-

tion mondiale de la propriété intellectuelle, du Geneva Science and Diplomacy Accelerator (Gesda), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), d'ONG et des milieux académiques étaient présents pour l'événement.

Intérêt marqué

Une présence de haut niveau qui témoigne de l'intérêt suscité par le développement de technologies résilientes et responsables. Les différentes discussions qui se sont déroulées ont abordé les enjeux actuels parmi lesquels la diffusion de fausses informations. A ce sujet, Philippe Stoll, délégué à la «techplomatie» du CICR, a précisé que l'organisation préfère la notion d'«informations nocives» (*harmful information*). «Dans les situations de conflit, les fausses informations d'un camp sont la vérité pour l'autre», a-t-il rappelé.

«La production de normes est indispensable pour minimiser les risques, mais il faut aussi se concentrer sur la production de technologies et donc accepter de prendre des risques», a pour sa part martelé Thomas Schneider, ambassadeur et directeur des relations internationales de l'Office fédéral de la communication (Ofcom). Selon lui, la démarche du Trust Village Geneva permet justement de mettre l'accent sur des solutions innovantes qui seront socialement bénéfiques.

Autre aspect au programme, et pas des moindres: l'informatique quan-

tique. La Trust Valley a rejoint l'Open Quantum Institute, fondé par Gesda en octobre 2023 et basé au CERN. L'enjeu est là aussi de promouvoir le développement de technologies responsables et utiles à la planète dans ce domaine qui avance à grande vitesse. Pour Philippe Caroff, directeur exécutif du Centre pour les sciences et l'ingénierie quantiques de l'EPFL, la Suisse occupe déjà un rôle majeur dans le développement de cette technologie perçue par les Etats comme un enjeu stratégique.

Rapprocher les acteurs

La Trust Valley a été lancée en 2020 par les cantons de Vaud et Genève à travers un mandat octroyé à la Fondation EPFL Innovation Park (FEIP). La démarche vise à connecter les acteurs privés, publics et académiques dans le but de faire émerger des innovations fondées sur la confiance numérique.

«Nous voulons rapprocher la Genève internationale, haut lieu de la gouvernance du numérique, et les entrepreneurs qui créent les solutions qui permettent de garantir confiance et sécurité en matière de technologie», explique au *Temps* Lennig Pedron, directrice de la Trust Valley. Selon elle, la cybersécurité est la base de la confiance numérique, mais ça n'est pas le seul élément important. La transparence dans le fonctionnement des logiciels est aussi fondamentale pour les utilisateurs. ■

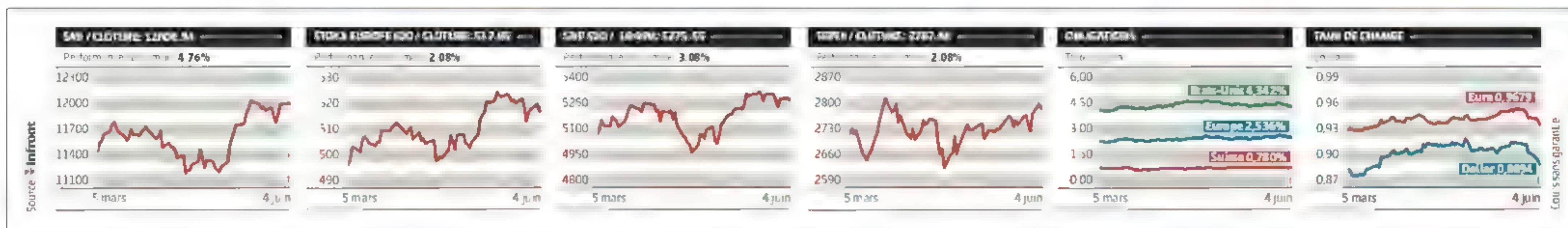
EN BREF

L'EPFZ, meilleure université d'Europe continentale, selon QS

L'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) reste la meilleure université d'Europe continentale, selon le classement 2023 publié hier par Quacquarelli Symonds (QS), société d'analyse basée à Londres. L'EPFZ se maintient à la 7e place, derrière six établissements anglo-saxons. Le Massachusetts Institute of Technology (MIT) caracole en tête, suivi de l'Imperial College de Londres et de l'Université d'Oxford. L'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) se hisse au 26e rang (+10). L'Université de Zurich recule de 18 places au 109e rang. L'Université della Svizzera Italiana (USI) dégringole quant à elle à la 405e place (-78). Les universités de Bâle (131e rang), Genève (155e), Berne (161e) et Lausanne (224e) sont aussi en perte de vitesse. En revanche celle de Fribourg (539e) et la Haute Ecole zurichoise de sciences appliquées (ZHAW) (781e-790e) progressent. ATS

CC Wei succède à Mark Liu à la tête du géant des semi-conducteurs TSMC

Le conseil d'administration du poids lourd des semi-conducteurs taiwanais, Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), principal fournisseur d'Apple, a élu hier CC Wei pour succéder à Mark Liu à la tête du groupe. CC Wei sera ainsi la première personne à occuper la double fonction de président et directeur général de TSMC qui contrôle plus de la moitié de la production mondiale de puces, devenues omniprésentes, des smartphones aux voitures en passant par les missiles. Mark Liu occupait le poste de président depuis 2018, après avoir succédé au fondateur de l'entreprise, Morris Chang. AFP



Face à une inflation stable, que va faire la BNS?

POLITIQUE MONÉTAIRE Le renchérissement est resté inchangé en Suisse le mois dernier à +1,4% sur un an. La question de savoir si la Banque nationale suisse va à nouveau diminuer son taux directeur dans deux semaines reste ouverte

ALEXANDRE BEUCHAT
@beuchat_a

L'inflation en Suisse demeure sous contrôle. Les chiffres publiés mardi par l'Office fédéral de la statistique (OFS) – la hausse des prix a atteint +1,4% sur un an en mai – s'avèrent inférieurs aux attentes des économistes. Les analystes interrogés par l'agence AWP tablaient sur une hausse de 1,5 à 1,6% en mai en rythme annuel. Le renchérissement était remonté à +1,4% en avril, après avoir ralenti à +1,0% en mars.

Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3%. La hausse de l'inflation s'explique notamment par la hausse des loyers et celle des prix des voyages à forfait internationaux, a indiqué l'OFS. Les loyers ont progressé de 1% sur un mois, ce qui représente une hausse de 3,4% sur un an.

Le deuxième relèvement du taux de référence hypothécaire, en décembre dernier, se répercute en mai pour la première fois sur les résultats de l'indice des loyers, 19% des baux recensés présentant une augmentation de loyer. Un décalage qui s'explique par le fait que l'OFS ne relève que trimestriellement les loyers pour l'indice des prix à la consommation. Le taux de référence applicable aux contrats de bail avait augmenté deux fois en 2023 pour atteindre 1,75%. Mais il n'a plus bougé depuis. Le statu quo devrait se maintenir pour l'ensemble de l'année, voire au-delà, selon les projections des économistes d'UBS.

Tendance haussière

Des hausses de prix ont également été enregistrées en mai pour divers légumes frais et pour l'essence, recense l'OFS. En revanche, les prix du mazout et du vin rouge étranger ont baissé, de même que ceux dans la parahôtellerie.

Dans le détail, les prix des produits indigènes ont renchéri de 0,4% par rapport à avril, tandis que ceux des produits importés sont restés inchangés. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits saisonniers, l'énergie et les carburants, a augmenté de 0,2% sur un mois et 1,2% en rythme annuel. «Les pressions inflationnistes sont restées stables, ce qui était attendu», relève dans un commentaire Arthur Juras, stratège à la banque privée Oddo BHF Suisse. Les prix demeurent néanmoins sur leur tendance haussière. Depuis début 2022, l'inflation reste en effet supérieure à 5,3% en raison notamment de l'alimentaire (+7%) et des loyers (+4,6%).

Selon l'expert, la Banque nationale suisse (BNS) pourrait encore réduire son taux directeur de 0,25 point le 20 juin prochain. Le taux d'intérêt neutre de l'économie suisse, celui de long terme qui n'implique aucune pression inflationniste, a probablement augmenté ces trois dernières années, indiquait le président de la BNS Thomas Jordan dans un discours prononcé la semaine passée à Seoul. «Ce qui, selon Arthur Juras, milite pour un taux directeur de 1% en fin d'année.» Un avis que ne partage pas Bloomberg. «L'inflation s'est maintenue à son rythme le plus rapide de l'année, ce qui réduit les chances d'une nouvelle réduction des taux lors de la prochaine réunion de la BNS», estime l'agence financière.

Le renchérissement en Suisse s'inscrit depuis l'été dernier sous le seuil de 2%, soit dans la fourchette que la BNS assimile à la stabilité des prix. Après un pic de 3,5% en août 2022, l'inflation a refluié plus rapidement que prévu, laissant les coudees franches à la Banque nationale pour abaisser son taux directeur de 0,25 point à 1,5% en mars dernier. Dans ses dernières prévisions, la BNS table sur une inflation de 1,4% cette année, de 1,2% en 2025 et de 1,1% en 2026.

Suspense entier

La BNS a été la première grande banque centrale occidentale à assouplir sa politique monétaire. Jeudi, la Banque centrale européenne devrait à son tour abaisser son taux de dépôt de 0,25 point, à 3,75%, offrant ainsi un bol d'air aux ménages et aux entreprises. Si la baisse se confirme, la BCE va brûler la politesse pour la première fois de son histoire à la Fed américaine dans ce domaine. Malgré un rebond récent, l'inflation approche la cible de 2% recherchée par l'institution. Le suspense demeure néanmoins entier pour les réunions suivantes.

Prochain 13 juin

BCGE

Freiné par les financières

BOURSE Le marché suisse a entamé la séance de mardi quasiment sur les niveaux de la veille à 12 005,64 points (-0,01%). Le SMI a clôturé sur une note pratiquement inchangée à 12 008,94 points (-0,02%), tout comme le SPI à 15 978,79 points (-0,02%). Comme la veille, les valeurs financières ont freiné l'indice **Swiss Re** (-1,76% à 111,55 francs) n'est pas parvenu à profiter d'un relèvement

LE TITRE VEDETTE

Lonzo



d'objectif de cours par Julius Baer, UBS a reculé de 2,25% à 27,82 francs, **Zurich Insurance** de 0,78% à 470,309 francs et **Partners Group** de 0,67% à 119,4 francs. Aux poids lourds, **Novartis** (inchangé à 92,73 francs) est

parvenu à lever 2,2 milliards de francs sur les marchés des capitaux en cinq tranches, la plus longue arrivant à maturité en 2049. Il s'agit du premier emprunt du groupe bâlois depuis 2015. **Nestlé** (+1,18% à 97,60 francs) et **Roche** (+0,90% à 234,20 francs) ont soutenu l'indice. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTES ÉDITORIALES WWW.FINANCE15.CH

PUBLICITÉ



Passer à l'e-trading et recevoir une contrepartie. C'est tout à fait normal.

Jusqu'à CHF 800.– de frais de transfert de titres offerts.
postfinance.ch/e-trading

PostFinance



16 Bourses

BOURSE 04.06.2024

↑ SMI 12008.94 0.02% ↓ SPI 15978.79 -0.02% ↓ SLI 1948.79 -0.06% ↓ SMIM 2600.425 -0.27% ↑ VSMI 121457.107%

SMI

Titre	Div	Rend	Cours	Variation %	Plus bas / Plus haut
04.06.		du div.	clôture	jour d'avant	52 semaines
ABB NA	0.87	1.77	49.13	-1.33	29.13
Acon N	0.24	0.30	79.86	-0.18	61.28
Gebert NA	12.70	2.32	548.40	-0.69	409.00
G valdan	68.00	1.60	4263.00	1.16	2724.00
Holcim N	2.80	2.56	78.14	-0.61	54.34
Kühne+Nagel	10.00	3.88	257.60	0.74	234.50
Logitech NA	1.06	1.22	87.10	-0.32	48.28
Lonza Gr	4.00	0.81	492.30	1.55	308.60
Nestlé NA	3.00	3.07	97.60	1.18	89.52
Novartis	3.30	3.56	92.73	+0.00	79.21
Partners Gr	39.00	3.27	1194.00	-0.67	786.80
R chemont	3.50	1.91	143.75	0.07	102.95
Roche Mid G5	9.60	4.10	234.20	0.90	212.90
Sika N	3.30	2.23	203.00	-0.63	236.90
Sonova	4.60	1.50	285.80	0.99	205.80
Swiss Life	31.00	5.28	635.40	-0.03	599.60
Swiss Re NA	6.22	5.57	111.55	-1.76	83.10
Swisscom	22.00	4.38	502.50	0.50	486.80
UBS Group N	0.64	2.30	27.82	-2.25	17.26
Zürcher St. Gr.	26.00	5.53	470.30	-0.78	401.70

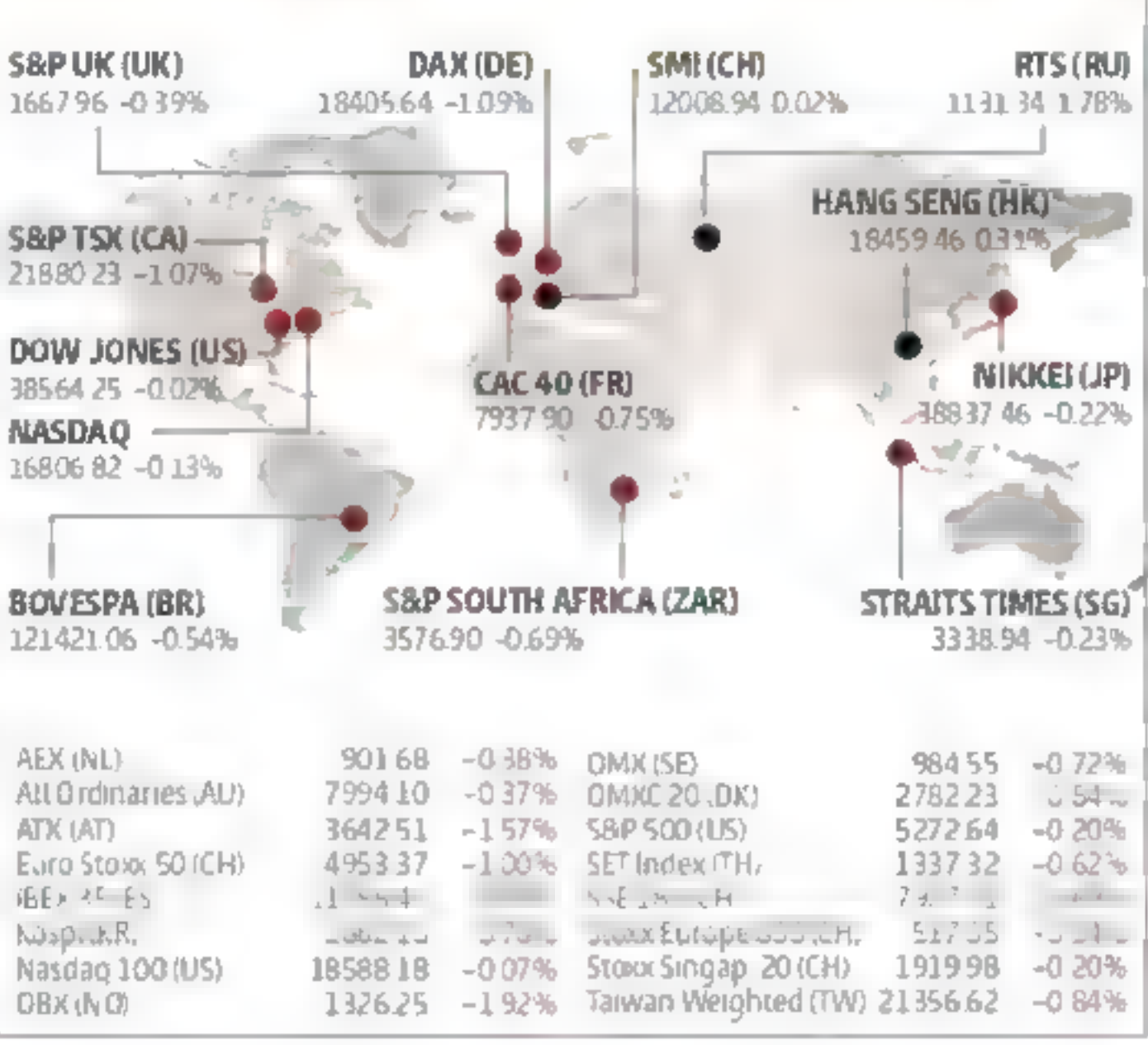
↑ GAGNANTS

Titre	Var %	Cours du SPI 04.06.2024
Arundel NA	+2.22	14.00
Comp. Fin. Tr.	+6.85	45.00
Peach Prop.	+5.18	8.94
Burckhardt	+3.97	629.00
Hochdorf	+3.91	7.98

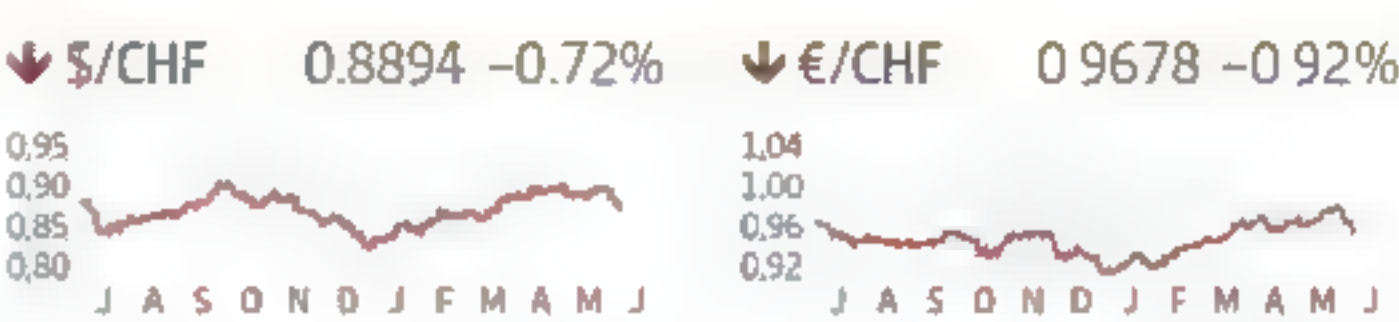
↓ PERDANTS

Titre	Var %	Cours du SPI 04.06.2024
Idorsia	-1.37	4.70
SHL Telemed	-8.42	0.009
Doc Morris	-7.16	62.25
Asma. World	-6.88	1.49

INDICES BOURSIERS



CHANGES



La Banque	Devises		Billets		avec 100 fr
04.06.	achete	vend	achete	vend	on achete
1 Euro	0.9721	0.9723	0.95	1.01	99.01
1 Dollar US	0.8941	0.8942	0.86	0.94	106.95
1 Dollar canadien	0.6530	0.6532	0.62	0.70	143.37
1 Dollar australien	0.5937	0.5939	0.56	0.64	156.86
100 Dollar hongkong	11.4418	11.4435	10.80	12.60	793.65
100 Yens	0.5763	0.5764	0.53	0.62	16194.33
1 Livre sterling	1.1412	1.1417	1.07	1.22	81.80
100 Couronnes suédoises	8.5342	8.5364	7.95	9.50	1052.63
100 Couronnes norvég.	8.4627	8.4649	7.85	9.45	1058.20
100 Couronnes danoises	13.0300	13.0334	12.10	13.85	722.02

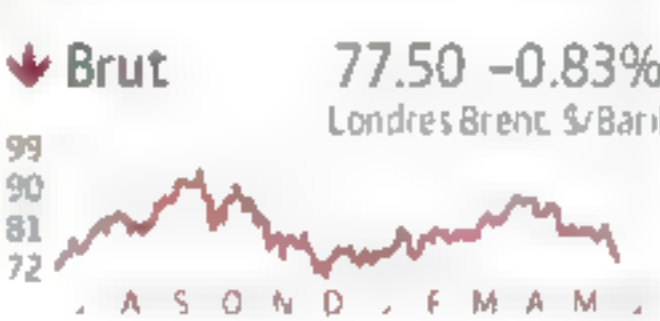
1 Bitcoin USD 70761.28 (04.06.) 69080.04 (03.06.)

Monnaies	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
04.06.							
Franc suisse	1.143	1.0331	0.8791	174.0264	1.5386	99.8848	
Dollar US	0.8894	1.0000	0.9189	0.7819	154.8040	1.3687	88.8455
Euro	0.9678	1.0881	1.0000	0.8509	168.4396	1.4892	96.6781
Livre sterling	1.1373	1.2786	1.1751	1.0000	197.9416	1.7500	113.6112
Yen	0.5745	0.0065	0.0059	0.0051	1.0000	0.0088	0.5739
Dollar canad.	0.6498	0.7307	0.6714	0.5713	113.1007	1.0000	64.9157
Rouble	0.0130	86.8455	0.0133	0.0088	174.21	0.0154	1.0000

TAUX D'INTERET DU MARCHE MONÉTAIRE

Saron	04.06.	04.06.
ESTR	1.453	1.453
ESTR	3.913	3.913
ESTR	3.926	3.926
ESTR	3.944	3.944
ESTR	3.847	3.847

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



METEAUX PRÉCIEUX



Baril NY WTI (Nymex) \$/bar	73.28	74.00
Baril BBOB (Nymex) \$/gal	2.34	2.33
Mazout Comb. ECO	0.0406	0.0406
Pre-net du mazout par litre (CHF)	1.777	1.910
CHF Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.		

MATIÈRES PREMIÈRES

Cuivre (LME) \$/t	98.20	-1.97%
Etain (LME) \$/t	316.45	-1.28%
Plomb (LME) \$/t	21.80	-1.92%
Aluminium (LME) \$/t	26.19	-0.04%
Argent (LME) \$/oz	65.45	-0.15%
Or (LME) \$/oz	412.25	-0.10%

CHF	achete	vend
04.06.	04.06.	04.06.
Pieces		
8 Florin	374.50	404.00
Kruggerand	2052	2164
Maple leaf	2052	2156
Platine 20 Fr	450.00	470.00
Souvenir nouveau	450.00	540.00
Vreneli 20 Fr	389.00	429.00
Or (Zurich)		
Once/USD	2330	2331
Kg/CHF	66752	67252
Argent (Zurich)		
Once/USD	852.00	867.00
Kg/CHF		
Platine (Zurich)		
Once/USD	1003	1013
Kg/CHF	28506	28456
Palladium (Zurich)		
Once/USD	616.00	615.00
Kg/CHF	26.07	26.377

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich. * = dernier prix mentionné. Div. = dividende. GS = bons de participation. I = actions au porteur. NA = actions nominatives. PS = bons de participation. St. = actions ordinaires. Vz. = actions privilégiées. le bas haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Metal et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie. Source: Infront



HEIDI.NEWS

Heidi.news lance sa chaîne WhatsApp



➡ Suivez-nous gratuitement





Le numéro 77 des Dallas Mavericks à la fête après avoir été élu meilleur joueur de la finale de Conférence Ouest. (30 MAI 2024/STEPHEN MATUREN/2024 GETTY IMAGES)

Luka Dončić, à un rebond du titre

BASKETBALL A 25 ans, le joueur des Dallas Mavericks tentera de confirmer son statut de génie du ballon orange lors de la finale NBA contre les Boston Celtics

AFP

Le Slovène Luka Dončić, génie du basket, tâchera de confirmer son statut de magicien de la balle orange à partir de jeudi en finale NBA, pour une série au meilleur des sept matchs qui opposera les Dallas Mavericks aux Boston Celtics. «Il était en mode «Luka Magic», a souri l'entraîneur de Dallas Jason Kidd, ancienne star NBA, après la démonstration de Dončić lors du match 5 de la finale de Conférence Ouest jeudi dernier face aux Minnesota Timberwolves. Intenable dès les premières secondes de la rencontre, Dončić comptait à lui seul plus de points

que Minnesota à la fin du premier quart-temps (20 pour Dončić, 35 pour Dallas, 19 pour Minnesota), coulant les Wolves dès les premières minutes avant de dérouler le reste de la partie (36 points).

Le joueur de 25 ans a marqué de son empreinte cette série et ces play-off avec en moyenne 28,3 points, 9,1 passes et 9,6 rebonds, malgré une entorse du genou droit subie dès le match 3 du premier tour. Depuis ses débuts en NBA en 2018, ce redoutable compétiteur affiche même en play-off une moyenne de 31,1 points par match (45 disputés), et n'est devancé sur cette statistique que par la légende Michael Jordan (33,4 points).

Le chef d'orchestre des Mavericks est souvent déterminant en fin de rencontre, comme sur ce tir à longue distance à 4 secondes de la sirène lors du match 2 contre Minnesota. A cette occasion, Don-

cic a rappelé qu'il était également un formidable chambreur, adepte du «trash talk» cher à la NBA, lui qui arbore sans cesse un masque de sale gosse moqueur. «Connard, tu ne peux pas défendre sur moi», a-t-il asséné au Français Rudy Gobert qui avait tenté de stopper son tir victorieux.

Une amélioration de son jeu défensif

Jeudi dernier encore, il amusait les réseaux sociaux en s'en prenant verbalement à un supporter des premiers rangs, assis tout près du rappeur Snoop Dogg, après une nouvelle action de classe. Dès lors, la rencontre avec le public de Boston réputé provocateur s'annonce très chaude, d'autant plus que les supporters des «C's» devraient réserver un accueil épique à Kyrie Irving, équipier de Dončić et ancien de la maison parti en

mauvais terme en 2019. L'association du Slovène et de l'expérimenté meneur américain (32 ans), sacré champion en 2016 avec Cleveland et LeBron James, fait des merveilles cette saison après avoir été mise en doute par plusieurs experts lors de l'arrivée d'Irving à Dallas l'an dernier.

Dončić a tenu à souligner à plusieurs reprises cette saison à quel point l'aspect défensif de son jeu s'était amélioré. «Mon équipe en a besoin. Quand mes coéquipiers me voient le faire, ça leur donne plus d'énergie sur le terrain», expliquait-il en février.

Sa capacité à tenir tête à des arrières agiles mais aussi à des intérieurs plus lourds impressionne d'autant plus que Dončić, qui se dit lui-même peu rapide, n'est pas réputé pour ses qualités athlétiques, dans une ligue peuplée de monstres physiques. ■

SUR LE WEB

En football, la Nati affrontait l'Estonie hier soir à Lucerne

Il s'agissait de son avant-dernier match de préparation avant l'Euro en Allemagne. Dans la rubrique Sport, retrouvez le compte-rendu du match, rédigé par notre journaliste Lionel Pittet, en scannant le code QR ci-dessous.



Djokovic forfait, Sinner numéro 1

TENNIS Blessé lors de sa victoire contre l'Argentin Francisco Cerundolo, le Serbe a passé une IRM qui a révélé une lésion du ménisque du genou droit. Casper Ruud est sûr d'être en demi-finale vendredi et Jannik Sinner de devenir le premier Italien numéro un mondial lundi.

LAURENT FAVRE

@LaurentFavre

En «s'arrachant» pour battre l'Argentin Francisco Cerundolo en cinq sets (6-1 5-7 3-6 7-5 6-3), lundi soir en huitième de finale de Roland-Garros, Novak Djokovic a beaucoup perdu. Son titre obtenu l'an dernier, qu'il ne pourra pas défendre. Sa place de numéro un mondial, qu'il cédera lundi à l'Italien Jannik Sinner. Et peut-être la suite de sa saison, car une IRM réalisée hier a révélé une lésion du ménisque médial du genou droit. Dans l'après-midi, le Serbe a communiqué son forfait aux organisateurs.

Sa victoire sur Cerundolo, alors qu'il avait semblé perdu, étant mené deux sets à un et breaké 4-2 dans la quatrième manche, avant de renaître subitement, avait ravivé sa réputation de phénix du tennis et les doutes sur la gravité réelle de ses blessures, dont il semble tirer une force supérieure. Lundi soir en conférence de presse, Djokovic avait précisé avoir pu terminer le match grâce à des anti-inflammatoires, et prévenu qu'il n'était pas sûr d'être apte pour le tour suivant. «Au troisième jeu du deuxième set, j'ai glissé et ça a affecté mon genou. C'est autre chose que la petite gêne que j'avais ces dernières semaines, avait-il expliqué. Je ne sais pas ce qui va se passer demain...»

Au pire moment

Pour lui, cette blessure tombe au pire moment. Au Geneva Open, où il était arrivé en manque de repères, il ne cachait pas que son véritable objectif de la saison tenait dans les cent jours qui menaient de Roland-Garros à l'US Open, via Wimbledon et les Jeux olympiques. Pourra-t-il désormais participer à ces épreuves? Et si oui, dans quel état de forme et de confiance?

Le forfait de Novak Djokovic a deux conséquences directes. Son adversaire en quart de finale, Casper Ruud, est déjà qualifié pour les demi-finales. Le Norvégien, déjà un prétendant à la victoire finale, s'évite un match difficile avant de défier vendredi Alexander Zverev ou Alex De Minaur. Autre conséquence, Jannik Sinner est assuré de devenir lundi prochain le nouveau numéro un mondial du tennis masculin. Une première pour le tennis italien, que Sinner a fêté dignement en écartant proprement le Bulgare Grigor Dimitrov de sa route (6-2 6-4 7-6). Il affrontera le vainqueur du choc entre Carlos Alcaraz et Stefanos Tsitsipas, programmé hier en nocturne. ■

Sport étude

Comment le vélo et la marche peuvent réduire les coûts de la santé

FABIEN OHL, VALÉRIE D'ACREMONT, BENGT KAYSER, DAVID NANCHEN ET PATRICK RERAT
UNIVERSITÉ DE LAUSANNE ET UNISANTE

Face aux hausses à répétition des primes maladie, de nouvelles initiatives sur la santé vont être mises en votation au mois de juin, mais aucune ne donne d'indications sur des mesures qu'il faudrait prendre pour mieux maîtriser les coûts de la santé en Suisse alors que les perspectives demeurent très préoccupantes. D'une part en raison du vieillissement et de l'état de santé de la population, d'autre part en raison d'un système de santé qui, plutôt que de prévenir les maladies liées aux styles de vie, privilégie leur traitement médical.

A cet égard, le cas du surpoids et de l'obésité est emblématique. On observe un taux d'obésité des enfants et des adolescents multiplié par cinq entre 1990 et 2022 dans le monde, avec des conséquences dramatiques sur les maladies non transmissibles comme le diabète, les maladies cardiovasculaires et différents cancers dont l'impact sanitaire, social et économique est considérable, y compris en Suisse. Or, ces pathologies sont très liées à la combinaison d'une alimentation de mauvaise qualité et de la trop grande sédentarité qui caractérisent nos styles de

vie. Mais plutôt que de répondre à ces problèmes principalement d'origine sociale par des actions déterminées de protection des consommateurs et des incitations à l'activité physique et au sport, on privilégie une approche curative très coûteuse qui profite aux actionnaires des grandes entreprises pharmaceutiques. La valeur de l'entreprise danoise Novo Nordisk, dont le médicament – le sémaglutide (Wegovy, Ozempic, Rybelsus) – permettrait de maigrir sans changer de style de vie, était supérieure au PIB danois en 2023!

Comme pour d'autres promesses de l'industrie, on peut douter d'un effet durable de ces «pilules miraculeuses» sur la santé de la population. En revanche, il ne fait aucun doute que les coûts supplémentaires risquent une nouvelle fois d'être à la charge des assurés.

Au lieu de privilégier un traitement des conséquences, il faudrait s'attaquer aux causes des coûts de la santé. Or, le constat est clair, plus de la moitié de nos primes maladie couvrent les coûts liés à nos styles de vie (notamment: alimentation, activité physique, sommeil, alcool, tabac). En Europe, le manque d'activité physique est responsable d'environ 10% des décès toutes causes confondues et de 30% des coûts directs des soins de santé liés aux maladies non transmissibles et aux troubles de la santé mentale. Et avec actuellement environ 86% des adolescents suisses de 11 à 17 ans qui ne respectent pas les minima recommandés d'activités physiques de l'OMS (soixante minutes par jour, sédentarité limitée), la situation risque de se dégrader encore dans les prochaines années.

Il y a donc urgence et les mobilités actives – essentiellement la marche et le vélo avec ou sans assistance électrique – sont un levier pour éviter la sédentarité et les maladies non transmissibles qui y sont liées. En effet, ces mobilités, en particulier l'usage du vélo, sont limitées en Suisse en comparaison d'autres pays européens. Pourtant, il y a beau-

coup d'arguments en faveur de la pratique du vélo au quotidien, notamment sur le plan économique. Tout en prenant en compte les coûts liés aux risques associés à la pratique du deux-roues (chute, collision), un doublement de cette pratique en Suisse économiserait déjà plus de 2 milliards de francs par année à la collectivité. Aux Pays-Bas, les économies liées à la pratique du vélo représentent 3% du PIB.

Des résistances difficiles à lever

Ces importants potentiels d'économie sont confirmés par une étude récente sur la population adulte française (20-89 ans) qui montre que l'utilisation du vélo permet d'éviter 1919 décès prématurés et 5963 cas de maladies chroniques alors même que le temps d'usage moyen au quotidien est très faible (proche d'une minute). Le simple passage à 25% des trajets courts (moins de 5 kilomètres) de la voiture au vélo permettrait une économie annuelle de 2,6 milliards d'euros. De plus, la pollution de l'air par les transports détériore significativement la santé. Par exemple, même à partir d'un faible niveau d'exposition, ils accroissent les difficultés d'élocution, les symptômes de la maladie d'Alzheimer et les démences des personnes âgées, dont la charge économique est estimée à environ 2000 milliards de dollars américains dans le monde d'ici à 2030.

Outre les bénéfices d'un accroissement de l'activité physique sur la santé, une augmentation de la part modale des déplacements actifs (au lieu de motorisés) induit toute une série de bénéfices collatéraux: gains en qualité de vie, espaces urbains apaisés, accroissement des interactions sociales, risques d'accident diminués, sécurité des enfants accrue, moins de bruit et de pollution, etc.

En conséquence, des villes et cantons ont engagé une politique déterminée d'accroissement de la part modale des déplacements actifs. Mais en la matière, les arguments économiques, de défense

de la santé et de la qualité de vie se heurtent à des résistances importantes. Selon les lieux et les projets, on observe des conflits entre automobilistes, cyclistes et piétons sur les usages de l'espace. Or, ces oppositions n'aident pas à trouver des solutions alors que pourtant de nombreuses personnes utilisent plusieurs modes de déplacement.

Afin de dépasser les résistances idéologiques, il faudrait que les responsables politiques prennent en compte les coûts effectifs, l'impact sur la qualité de vie et la santé des différents modes de déplacement pour décider de la meilleure façon de les articuler. Les résultats des recherches attestent de l'importance de modifier les aménagements. Pensés autour de l'automobile, ils incitent une partie de la population suisse à ne pas imaginer d'alternatives à la voiture, alors que pourtant 46% des déplacements en voiture font moins de 5 kilomètres. Pour favoriser des changements de comportement, les infrastructures favorisant les mobilités actives doivent être mises en place afin de garantir leur confort et leur sécurité.

Cependant, la difficulté de surmonter les obstacles culturels et symboliques et d'augmenter la part des mobilités actives ne se limite pas à des obstacles matériels. Le lobby automobile a une puissance qui lui permet de faire un énorme travail symbolique pour rendre négligeable l'impact dramatique de la voiture sur la santé et très désirable le déplacement automobile.

Face à l'inertie des styles de vie, entretenue par les milliards de francs du marketing de l'industrie, les résultats des recherches comme les modestes budgets alloués à la prévention ne font pas le poids. Ce rapport de force inégal freine les changements en rendant peu audibles les bénéfices collectifs d'un accroissement de la part modale des mobilités actives dont les économies potentielles sur les coûts de la santé ne devraient pas être autant négligées. ■

Au Caribana, le choix de ne rien changer

FESTIVAL L'open air vaudois, qui se déroule d'aujourd'hui à samedi, est géré par une nouvelle direction. Après des années difficiles, elle souhaite le pérenniser en cultivant notamment son ancrage local et son ADN familial et festif

STEPHANE GOBBO
X @stephgo

«Le Caribana Festival entre dans une nouvelle phase de son histoire.» En février dernier, un communiqué annonçait que la manifestation vaudoise, installée au bord du Léman à Crans, près de Nyon, était reprise «par une structure professionnelle déterminée à assurer sa stabilité et sa pérennité pour les années à venir».

Cette nouvelle société, baptisée Caribana Productions, a été créée par le fondateur du festival Tony Lerch et par son directeur actuel Samuel Galley, rejoint par Julien Rouyer, cofondateur et directeur de l'agence Soldout Productions, connue pour avoir été pionnière en matière de promotion des

musiques urbaines, et qui gère notamment à l'Arena de Genève, chaque fin janvier, le grand rendez-vous rap The Beat.

La direction du Caribana, dont la 32e édition s'ouvre ce mercredi avec la promesse d'une météo clémente, est désormais assurée conjointement par Samuel Galley et Julien Rouyer, lequel explique avoir dès les premiers contacts été convaincu qu'il s'agissait là d'une opportunité intéressante: «L'association qui gérait le festival était en difficultés financières et cherchait de nouveaux partenaires. De notre côté, on avait avec Soldout depuis plusieurs années envie de nous diversifier en proposant une manifestation estivale. Mais on sait que c'est compliqué de lancer un nouveau festival dans un mar-

ché déjà très compétitif, on l'a encore vu avec l'affaire Vibiscum, qui a vu trop gros sans prendre le temps de grandir et de fidéliser un public.»

Marché tendu

Du côté de Crans, le modèle développé depuis une dizaine d'années est celui de soirées au style musical clairement identifié – «et avec un ADN familial et festif», précise Julien Rouyer, qui a à cœur de s'appuyer sur ces valeurs pour stabiliser la manifestation. «L'analyse des derniers bilans a montré que le festival était sain, mais qu'il y avait un travail à faire pour améliorer la gestion des dépenses.»

Le Caribana fonctionne sur un budget d'un peu plus de 3 millions de francs, pour une capacité totale

de 32 000 personnes (8000 par jour), avec un équilibre pouvant être atteint en écoulant 20 000 billets. Pour le patron de Soldout, il est important, à l'heure où le public achète de plus en plus ses places au dernier moment, de ne pas sur-budgétiser un événement pour ensuite devoir vendre plus de 90% des places disponibles, sans parler du facteur météo, qui peut être déterminant sur les ventes de toute dernière minute et avoir une influence sur les recettes des bars.

Le site du festival n'étant pas extensible, il est également important de trouver de bons compromis entre des artistes encore montants et des têtes d'affiche capables d'attirer un public large sans être trop onéreuses. Tout cela dans un marché extrêmement tendu,

à cause notamment de la hausse des charges et des coûts de production. «Notre marge d'erreur est très faible et notre seul levier est l'augmentation du prix des billets. Or, au vu de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, il est impossible de répercuter la hausse des coûts uniquement sur les billets.

A cela s'ajoute la manne du sponsoring, qui est plutôt en train de diminuer. Il existe une vraie pression sur les événements de taille moyenne, et chaque année, certains sont en difficulté, voire disparaissent.» Pour Julien Rouyer, l'atout du Caribana est son ancrage local. «Certains pensaient qu'on allait le transformer en grand rendez-vous hip-hop, mais ce n'est pas notre volonté.» Mercredi soir, place au rock lourd avec en exclusivité

suisse les Australiens de Parkway Drive et leur metalcore. Au rayon pop, outre la venue de Raphaël, Julien Rouyer se réjouit d'accueillir le *songwriter* britannique Tom Odell, avant de citer le rappeur d'origine marocaine Zamdane, qui incarne «une nouvelle génération d'artistes urbains qui vont puiser dans leurs origines pour remettre au goût du jour des musiques traditionnelles, à l'image de Rosalía avec le flamenco.»

Les musiques électroniques seront, quant à elles, défendues par les vétérans de la French Touch Etienne de Crécy et Boom-bass (Cassius), qui se sont associés dans le cadre d'un projet inédit avec DJ Falcon. ■

32e Caribana Festival.
Crans, du 5 au 8 juin

EN BREF

A Paris, la 42e édition du Marché de la poésie déprogramme la Palestine

Le Marché de la poésie, qui réunit 500 éditeurs et 50 000 visiteurs sur cinq jours à Paris, déprogramme la Palestine comme hôte d'honneur de la 42e édition qui aura lieu en juin 2025. Prévue depuis 2022, cette mise en lumière plaçait en son centre l'anthologie de poésie palestinienne du poète libanais Abdellatif Laâbi parue la même année. Ce dernier a appris «avec stupeur» l'annulation de la programmation par un courrier du président de la manifestation. Pour expliquer sa décision, Yves Bourdier invoque des raisons financières ainsi que la crainte de voir le festival se transformer en «arène politique». Abdellatif Laâbi estime ces raisons «politiquement biaisées et moralement insupportables». LT

Un duo romand-alémanique pilotera le dossier de l'Eurovision à la SSR

Le comité de direction de la SSR a désigné un duo pour piloter l'organisation de la prochaine édition du concours Eurovision de la chanson, qui aura lieu en Suisse en mai 2025. Il s'agit de Moritz Stadler, de la Radio Télévision Suisse (RTS), et de Reto Peritz, de la SRF, le pendant alémanique du média de service public. Moritz Stadler, 38 ans, est actuellement chef du département Opérations de la RTS. Reto Peritz, 51 ans, est lui à la tête du département Divertissement de la SRF. Ce binôme affrontera une tâche «titanesque», note la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) dans un communiqué publié hier. Tous deux conservent leurs fonctions actuelles, mais abandonneront progressivement jusqu'en mai 2025 la direction de leurs projets, afin de se concentrer pleinement sur l'organisation de l'Eurovision. ATS

MAIS ENCORE

A Genève, la Fête de la musique livre son programme

Le grand raout genevois se tiendra du 21 au 23 juin pour sa 33e édition. Plus de 500 événements artistiques figurent au programme, indiquait hier la ville de Genève. Les artistes professionnels ou amateurs se produiront sur 32 scènes disséminées dans et autour la Vieille-Ville. (ATS)

«La Petite Vadrouille», la péniche du bonheur

CINÉMA Bien partie, la nouvelle comédie de Bruno Podalydès s'essouffle peu à peu au rythme très tranquille d'une balade sur les canaux français

NORBERT CREUTZ

Il avait fait des étincelles pas plus tard qu'en 2020 dans *Les 2 Alfred*, comédie de la modernité ronflante: voici le trio Podalydès-Kiberlain-Podalydès reformé pour *La Petite Vadrouille*, comédie du... passéisme satisfait. Et sans guère de recul cette fois. Faut-il dès lors s'étonner que le résultat ne soit pas aussi irrésistible? Même avec le renfort appréciable de Daniel Auteuil, cette entreprise qui voit Bruno Podalydès de retour sur ses chers flots de *Comme un avion* connaît des ratés bien avant de s'échouer sur un banc de sable.

Déjà le clin d'œil du titre à Gérard Oury n'annonce pas forcément un 11e long métrage de la meilleure veine. Qu'à cela ne tienne, on est toujours heureux de retrouver la petite bande du cinéaste nonchalant, un peu comme celle de Robert Guédiguian. Et tant pis si c'est pour repartir aussi sur le vieux schéma comique du mari, de la femme et de l'amant. Avec un triangle juste inversé (deux femmes et un homme), Podalydès n'avait-il pas réussi un épantant *Adieu Berthe*?

Et le début est franchement désopilant – qui voit un sac poubelle voler un

pédalo dans un centre de vacances, un gardien de musée exposer en douce ses propres croûtes pour tester les réactions du public et un «café chantant» servir ses clients comme dans *Les Parapluies de Cherbourg*.

C'est ainsi qu'on fait connaissance avec une bande de quinquas-sexagénaires à la peine, tous endettés et un peu escrocs. Lorsque Franck (Auteuil), le patron de Justine (Sandrine Kiberlain), charge cette dernière de lui organiser un petit week-end romantique

Coulé par trop de connivence et d'acceptation, le film vous arrache à peine quelques sourires

pour 14 000 euros en lui disant de se servir au passage, elle et son mari Albin (Denis Podalydès) réunissent vite fait leurs amis pour combiner au rabais une petite «croisière de luxe» sur le canal du Nivernais. A la barre, le capitaine Jocelyn (Bruno Podalydès), tandis que Caramel (Jean-Noël Brouté) fera l'éclusier, que Rosine (Florence Muller) assurera le service à bord et Sandra (Isabelle Candelier) les à-côtés – le tout sans trahir

qu'ils se connaissent. Lorsqu'il s'avère que Franck a tout manigancé pour séduire Justine, Albin, jaloux, décide d'embarquer avec eux en sa qualité d'organisateur...

Sans antagonisme ni conflit

Mais à peine les voici partis sur ce canal rectiligne avec une vitesse de pointe de 9 nœuds (17 km/h) que le doute s'installe. Evidemment, c'est voulu comme un appel à ralentir, un éloge des charmes de la nature et du terroir, un retour à Jean Vigo (*L'Atalante*) et Jean Renoir (*Une Partie de campagne*). Mais cette fois, le film a trop peu d'occasions de divaguer. Le patron est trop gentil et charmant, les possibilités comiques et graphiques restent limitées quand elles ne sont pas galvaudées, la jeunesse (un mousse, un voilier pressé) et la modernité (les codes QR) ne semblent plus qu'une arrière-pensée.

Coulé par trop de connivence et d'acceptation, le film vous arrache à peine quelques sourires. Pas si grave: Podalydès a toujours connu ses ratés (*Liberté-Oléron*, *Bancs publics*). C'est juste qu'on soupçonne qu'il préfère vraiment *Elle était si jolie* (Alain Barrière) et *Santiano* (Hugues Aufray) à n'importe quelle musique actuelle... ■

La Petite Vadrouille, de Bruno Podalydès (France, 2024), avec Daniel Auteuil, Sandrine Kiberlain, Denis Podalydès, Bruno Podalydès, Isabelle Candelier, Jean-Noël Brouté, 1h36

PUBLICITE

Le guide des festivals de l'été

Découvrez notre sélection en accès libre



Scannez le code QR ou rendez-vous sur LeTemps.ch



LeTemps.ch

Dans «La Belle de Gaza», des trans éclairent la nuit israélienne

CINÉMA La réalisatrice française Yolande Zauberman clôt une trilogie documentaire sur Tel-Aviv avec un film montrant la réalité de ces résistantes

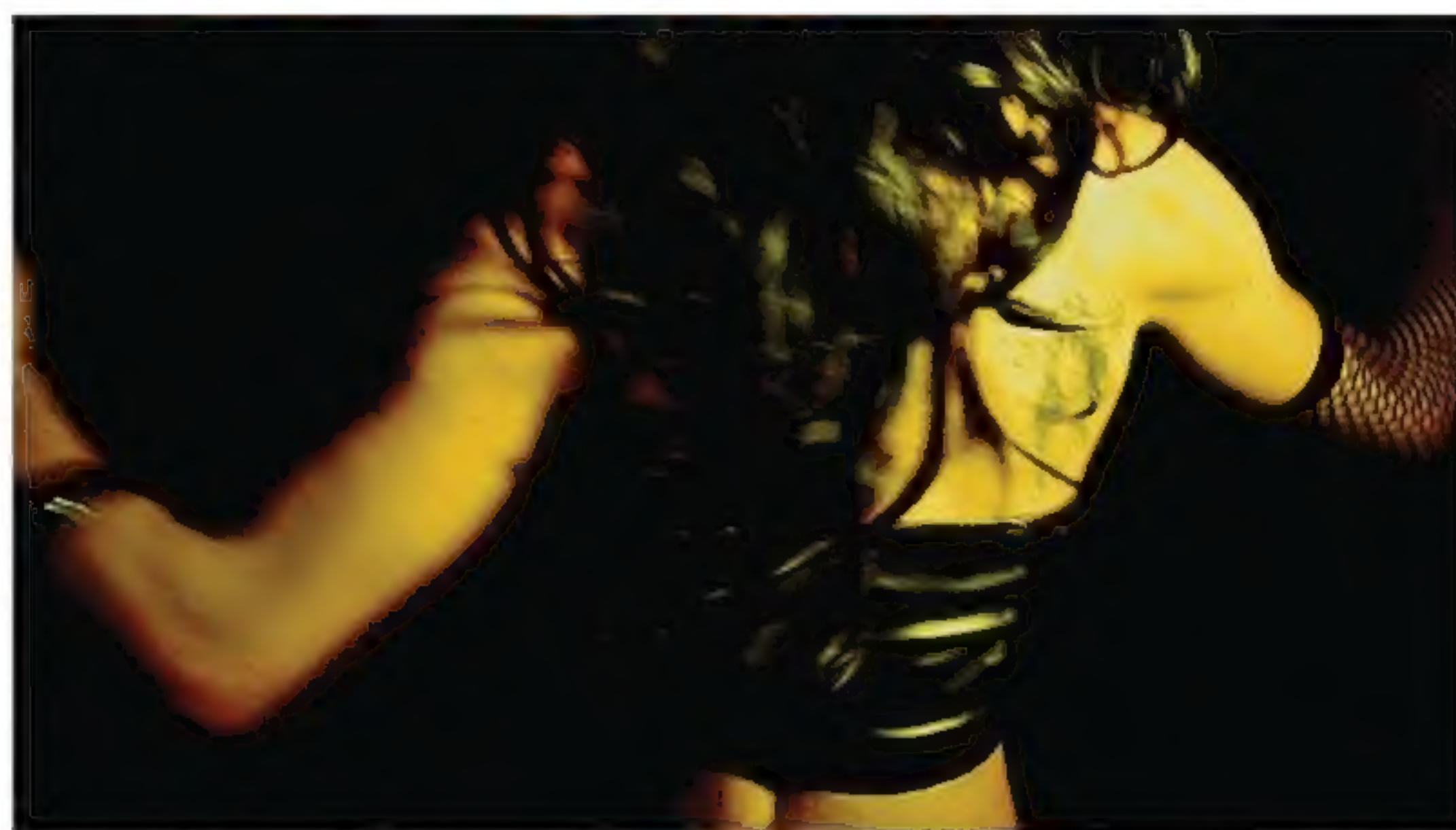
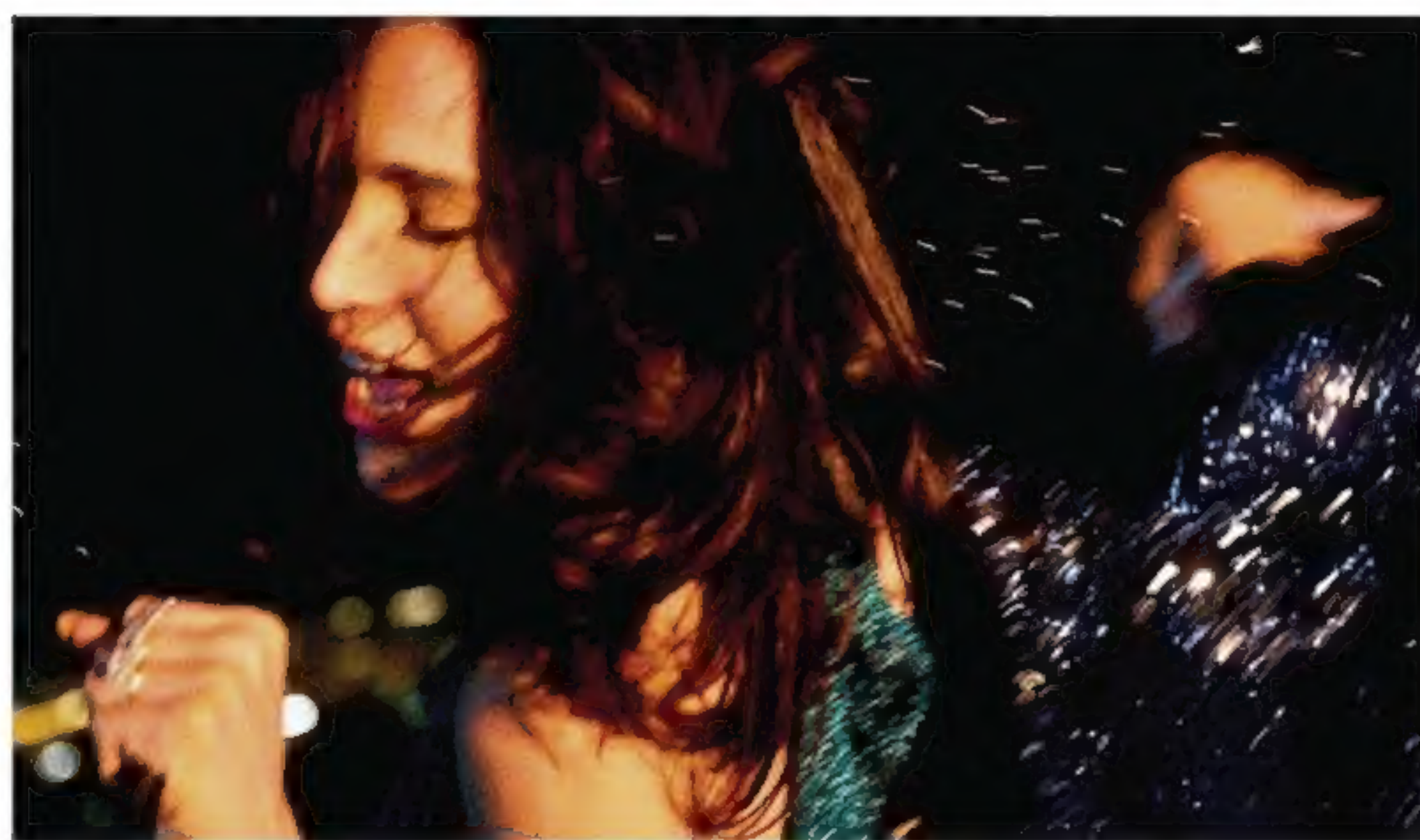
STÉPHANE GOBBO
X @stephgobbo

Au cœur du film il y a cette *Belle de Gaza* qui lui donne son titre, mais qui n'est finalement qu'un personnage parmi d'autres. Elle s'appelle Nathalie et porte un voile sur lequel sont projetés des éclats de lumière – on dirait un écran de cinéma... La réalisatrice française Yolande Zauberman, qui travaille depuis la fin des années 1980 entre le documentaire (*Classified People*, 1988; *Paradise now – Journal d'une femme en crise*, 2004) et la fiction (*Moi Ivan, toi Abraham*, 1993; *La Guerre à Paris*, 2002), est partie à sa recherche après avoir entendu son histoire: adolescente, elle aurait quitté à pied la bande de Gaza pour s'installer à Tel-Aviv. Nathalie, qui s'appelait alors Mohamad, est une femme trans qui a dû rompre avec sa famille pour enfin pouvoir être qui elle est véritablement. Elle sait que si ses frères la retrouvent, ils la tueront.

Une vie en harmonie

La Belle de Gaza s'ouvre sur un dialogue entre deux autres femmes trans, de deux générations différentes. Talleen a bientôt 30 ans tandis qu'Israëla, qui l'a accompagnée dans sa transition, en a plus du double. Elle raconte avoir été mariée à un rabbin qui n'avait pas vu la différence entre une femme biologique et elle. Talleen, née garçon dans une famille palestinienne et chrétienne de Nazareth, explique de son côté être partie vivre sa vie de femme à Tel-Aviv car il s'agit d'une ville festive et réputée plus ouverte. Mais la réalité que dévoile le documentaire de Yolande Zauberman est sans surprise plus triviale, faite de violence et de prostitution, d'intolérance et d'humiliation.

Les femmes que filme la cinéaste sont des résistantes qui ont refusé de rester prisonnières d'un corps qui ne correspond pas à leur nature profonde. Tourné avant la résurgence du conflit israélo-palestinien en octobre dernier, il



Talleen est une femme trans de 29 ans, née garçon à Nazareth dans une famille palestinienne et chrétienne. (SISTER DISTRIBUTION)

résonne forcément aujourd'hui différemment. Ces belles qui n'aspirent qu'à vivre en paix incarnent à leur manière la possibilité d'une vie en harmonie avec l'autre. Elles sont tragiques mais aussi porteuses d'espoir. Yolande Zauberman les met en scène de manière organique loin des documentaires de type reportage qui ne font qu'empiler les prises de parole. «Filmer, pour moi, c'est comme une danse, comme un acte amou-

reux», dit-elle. Son film tient en effet de la chorégraphie, en forme de ballet nocturne dans lequel les corps et les visages s'entremêlent pour transcender les témoignages. Sous son voile, le sourire à la fois mélancolique et rieur de Nathalie est déchirant.

La Belle de Gaza – dévoilé il y a deux semaines hors compétition à Cannes – clôt une trilogie des nuits de Tel-Aviv démarrée avec *Would You Have Sex with an Arab?*

(2011) et *M* (Prix spécial du jury à Locarno en 2018), sidérante évocation de la pédophilie dans les milieux juifs ultra-orthodoxes. Son travail, qui d'une certaine manière plonge dans les ténèbres pour y trouver la lumière, est exemplaire et nécessaire, tout en évitant l'écueil du militantisme ou du dogmatisme. Il est complexe, comme la vie. ■

La Belle de Gaza, de Yolande Zauberman (France, 2024), 1h16

MAIS ENCORE

Asia Argento invitée d'honneur du NIFFF

Asia Argento sera l'invitée d'honneur de la 23e édition du Neuchâtel International Fantastic Film Festival (NIFFF), qui va se dérouler du 5 au 13 juillet, a indiqué hier le festival. L'actrice et réalisatrice italienne présentera une carte blanche de quatre films emblématiques du cinéma de genre. (ATS)

Flics de Miami et fugitifs

CINÉMA «Bad Boys: Ride or Die», le quatrième volet de la franchise policière lancée en 1995 avec Will Smith et Martin Lawrence ressemble à nouveau à un épisode de série télé parfois spectaculaire mais narrativement insipide

Il y a quatre ans, peu avant la fermeture des salles de cinéma pour cause de pandémie, *Bad Boys for Life* se terminait sur une scène post-générique annonçant la possibilité de voir la trilogie devenir tétralogie... Nous y voici avec la sortie de *Bad Boys: Ride or Die*, quatrième volet de la franchise policière lancée en 1995 par le réalisateur Michael Bay et le producteur Jerry Bruckheimer, sorte de déclinaison sur grand écran de la série *Deux flics à Miami* (1984-1990) produite par Michael Mann, mais avec non pas un seul mais deux policiers afro-américains, ce qui à l'époque n'allait pas forcément de soi pour un blockbuster d'action.

Tout cela est d'un ennui... mortel

Mike Lowrey (Will Smith) et Marcus Burnett (Martin Lawrence) ont presque trente ans de plus, et ils se chamaillent comme un vieux couple. Le second est un jeune grand-père qui aspire à un peu de calme, tandis que le premier se marie enfin.

Au cours de la noce, Markus s'écroule, victime d'un arrêt cardiaque, la faute à une alimentation américaine reposant sur les graisses saturées et le sucre... Il s'en sort, juste à temps pour aider Mike à laver l'honneur de leur capitale, assassiné dans le film précédent et dorénavant accusé d'association de malfaiteurs.

Il y a quatre ans, Mike découvrait qu'il avait un fils, Armando, fruit de sa liaison avec une femme liée à un cartel qu'il avait infiltré. Né en prison, Armando est devenu un redoutable tueur auquel Mike offrait in fine une possible rédemption, qui va être au cœur de *Bad Boys: Ride or Die*. Car à la suite d'un complot orchestré par les caricaturaux méchants de service, voici Mike, Marcus et Armando devenus des ennemis publics en fuite – le traqueur traqué, un grand classique du thriller... Pour la deuxième fois à la réalisation, les Belges Adil El Arbi et Bilal Fallah se contentent à nouveau de bien peu, donnant plus l'impression de cocher des cases (une explosion par-ci, une poursuite par-là...) que de véritablement tenter de trouver la meilleure façon d'illustrer un scénario tenu qui aurait pu être celui d'un épisode d'une série télé policière des années 1980.

Dans la spectaculaire séquence finale, ils optent pour une mise en scène évoquant l'esthétique en caméra subjective des jeux vidéo de type «Shoot 'em up», où apparaît en bas de l'écran une arme que l'on peut diriger pour dézinguer l'ennemi. Tout cela est d'un ennui... mortel. ■ 5,6.

Bad Boys: Ride or Die, d'Adil El Arbi et Bilal Fallah (Etats-Unis, 2024), avec Will Smith, Martin Lawrence, Vanessa Hudgens, Paola Nuñez, Jacob Scipio, 1h55

«Borgo», quand la surveillante dérape

CINÉMA Stéphane Demoustier nous plonge avec un formidable thriller dans l'univers piégé d'une prison corse. Avec une étonnante Hafsia Herzi en matonne faillible

NORBERT CREUTZ

Il y a les films dont on parle trop et ceux dont on ne parle pas assez. Cas d'école, ce *Borgo*, pas passé par Cannes ni aucun autre festival majeur et néanmoins admirable. De Stéphane Demoustier (frère aîné de l'actrice Anaïs), on avait déjà pu apprécier le drame tennistique *Terre Battue* (2014) et l'excellent «film de procès» *La Fille au bracelet* (2019). Un cran plus original, voici un thriller corse, discrètement sorti en France et heureusement repêché en importation directe à Pully et Genève. Cela faisait longtemps qu'on ne s'était pas senti à ce point pris par un suspense, ce qui n'est déjà pas à la portée de n'importe qui.

De manière classique, tout commence par la découverte de deux corps d'hommes abattus à la sortie de l'aéroport de Bastia. Mais, alors qu'on commence à suivre l'enquête de police à partir des enregistrements de caméras vidéo, le film se déplace soudain sur un autre personnage. Gardienne de prison arrivée de la banlieue parisienne au centre pénitentiaire de Borgo, Mélissa (Hafsia Herzi) y découvre une conception différente de la détention, pour

ne pas dire nettement plus relâchée. Intéressée par une «prime insulaire», elle a voulu prendre un nouveau départ avec son mari Djibril (Moussa Mansaly), au chômage après quelques ennus. Forte de son expérience, elle n'est pas du genre à se laisser impressionner et traite tout le monde avec la même fermeté. Mais elle se soucie du bien-être de ses prisonniers, au contraire de la directrice (Florence Loiret Caille).

C'est parti pour un engrenage subtil fait de réciprocité de séduction et de manipulation

Quel rapport entre ces deux actions menées en parallèle, avec de plus en plus de temps accordé à la seconde? C'est bien sûr le mystère clé du film, librement imaginé à partir d'une affaire réelle de grand banditisme. En attendant, Mélissa et Djibril rencontrent des difficultés avec des voisins racistes, soudain réglées par des amis d'un détenu. Saveriu (Louis Memmi), qui apprécie particulièrement Mélissa,

Une fois remis en liberté, il la recroise «par hasard» et lui demande un menu service. Et c'est parti pour un engrenage subtil fait de réciprocité, de séduction et de manipulation. On se gardera d'en révéler plus, tant le plaisir réside dans le suspense qui en résulte.

Finement orchestré

C'est que, comme tous les meilleurs thrillers à commencer par ceux de maître Hitchcock, celui-ci mêle questions de morale et manipulation du public. Sur une île où une logique mafieuse le dispute à la loi étatique, le moindre signe de faiblesse est susceptible d'être exploité. Or, la si droite Mélissa n'est en réalité ni dénuée de compassion ni d'insatisfactions. Jusqu'à quand pourra-t-elle se persuader de n'avoir rien à se reprocher?

Depuis le premier film de David Mamet, *Engrenages* (1987), on n'avait pas vu dérapage aussi finement orchestré – et l'intelligente musique composée par le revenant Philippe Sarde n'y est pas pour rien. Même l'astuce de montage révélée sur la fin n'a rien de gratuit dans ce film magistral qui expose la complexité inouïe de cette question insulaire, décidément pas près d'être résolue. ■

Borgo, de Stéphane Demoustier (France, 2024), avec Hafsia Herzi, Moussa Mansaly, Louis Memmi, Michel Fau, Florence Loiret Caille, 1h36. A voir à Genève (Cinéma du Grütli) et Pully (CityClub)

PUBLICITÉ

verbierfestival

MOZART
Les Noces de Figaro

VF Chamber Orchestra | Gábor Takács-Nagy
Peter Mattei | Golda Schultz | Tommaso Bares | Anna El-Khashem

Sa 20.07 18:00 | Salle des Combins

VERBIER
LOTTERIE
REYL
SICPA

PARTENAIRE MÉDIA

LE TEMPS

«L'émergence des multinationales, et encore plus des géants du numérique, nous impose d'intégrer les acteurs privés dans l'équation»



PROFIL

1984 Naissance à Saint-Chamond, dans la Loire.

2007 Fin des études de photographie.

2008 Départ pour le Japon.

2015 Reprise des études.

2023 Naissance de sa fille et publication de son livre.

Son parcours professionnel est à l'image de son objet d'étude: il est fait de ramifications et d'interconnexions. Autant de nœuds qui, démêlés, contribuent à son analyse de la géopolitique du numérique. Ophélie Coelho est chercheuse indépendante, mais elle est aussi développeuse, photographe ou encore fille d'ouvriers portugais. Elle qui a grandi dans la région industrielle de la ville de Saint-Etienne, en Auvergne-Rhône-Alpes, sait à quel point nos modes de vie occidentaux sont dépendants des processus de fabrication. Les boulots répétitifs, ayant des conséquences pour la santé et souvent mal payés, n'ont pas tous disparu avec l'automatisation.

Développeuse

«J'ai travaillé dans des usines pour payer mes études, je sais ce que c'est de se lever à 3h du matin pour être en poste à 4h30», lance Ophélie Coelho. Une expérience qui lui permet de tenir compte de l'aspect humain, au cœur de la production de masse des technologies qui équipent nos appareils. Tout cet édifice repose en grande partie sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, avec des conditions de travail souvent peu enviables.

C'est son attrait pour l'humain qui a motivé les premières orientations professionnelles d'Ophélie Coelho. Elle s'est d'abord lancée dans l'art, à travers la photographie, ce qui l'a conduite à s'expatrier au Japon. Pour quoi ce pays, si loin de la France? «Comme beaucoup de gens de ma génération, le Japon m'a toujours fascinée par sa culture», précise-t-elle, le sourire aux lèvres. Engagée dans une agence de communication, elle est rapidement

amenée à faire du développement web, une activité qu'elle pratiquait déjà dans ses loisirs.

Sa vie professionnelle se réoriente autour de ce métier, qu'elle continuera d'exercer à son retour en France. Après trois ans au pays du Soleil levant, Ophélie Coelho réalise que son avenir se situe ailleurs. «C'est très difficile de s'extraire de sa condition de *gaijin* [étranger en japonais, ndlr]. D'autant plus quand on est une femme», regrette celle qui vit désormais en région parisienne. La vie tokyoïte – la cuisine locale et le sens du collectif ancré dans la culture japonaise – lui manque parfois, même si elle n'était pas mécontente de retrouver le franc-parler propre aux Français.

Après quelques années de salariat dans le développement web, elle décide à nouveau d'opérer un changement dans sa trajectoire. En 2016, Ophélie Coelho retourne sur les bancs de l'université. Elle

Souveraineté technologique

OPHÉLIE COELHO

Auteure d'un ouvrage sur la géopolitique du numérique, la chercheuse place les dépendances technologiques au cœur de nos enjeux sociétaux

GREGOIRE BARBEY
✉ @GregoireBarbey

se frotte tour à tour à la sociologie du numérique, à l'histoire des sciences et aux relations internationales. Elle est en pleine rédaction de son travail de thèse qui portera sur... la géopolitique du numérique. Comme son ouvrage paru en 2023, écrit alors qu'elle était enceinte. «J'ai l'impression d'avoir vécu deux grossesses en parallèle, l'autre, intellectuelle.»

En parallèle de ses études, entre Rennes, Paris et Lyon, Ophélie Coelho propose des services de conseil dans le domaine de la recherche utilisateur (UX research), une activité qui consiste à identifier les attentes des consommateurs d'un produit ou service. Aujourd'hui, cet aspect représente la moitié de son activité d'indépendante. L'autre partie s'oriente autour de la géopolitique du numérique, à travers des conférences, du conseil ou encore des formations.

«La reprise des études est allée de pair avec des sacrifices, mais j'ai le sentiment d'avoir trouvé un bon équilibre», dit-elle. En tout cas, elle ne regrette pas ses choix. Ces différents cycles professionnels ont participé à façonner sa compréhension des enjeux géopolitiques autour du numérique, un champ de recherche encore balbutiant.

Discipline émergente

«La géopolitique traditionnelle se focalise essentiellement sur les rapports entre les Etats, mais l'émergence des multinationales, et encore plus des géants du numérique, nous impose d'intégrer les acteurs privés dans l'équation», analyse-t-elle. Ce pied qu'elle conserve dans l'industrie, elle le voit comme une force, car il lui permet de rester à jour sur les évolutions technologiques.

Ophélie Coelho parvient à préserver des espaces hors de cette dimension connectée. D'abord pour aménager du temps avec sa fille, mais aussi pour cuisiner, car la chercheuse a conservé le goût des grandes tablées, hérité de ses origines. De quoi partager des moments simples en famille, loin du rythme infernal imposé par l'omniprésence des technologies numériques.

Même si son champ d'étude a tendance à la rendre pessimiste sur l'avenir du monde, Ophélie Coelho veut croire qu'un futur où les dépendances technologiques seraient mieux partagées, avec également de vrais communs numériques, est possible. Mais pour cela, il faut réussir à éveiller les consciences sur ces enjeux de souveraineté. C'est justement ce qu'elle contribue à faire par ses recherches. Tout espoir n'est pas perdu. ■

124 MAI 2024 / CECILIE BURBANCK / MIRAAGE COLLECTIF POUR LE TEMPS

Un jour, une idée

Food Zurich, évasion au pays de Cocagne



VERONIQUE ZBINDEN

La ville la plus dynamique de Suisse en termes culinaires est sans conteste Zurich. Où les pop-up, concepts innovants, artisans et tables de haut vol se multiplient ces dernières années; la meilleure occasion de s'en rendre compte est de partir explorer la métropole des rives de la Limmat à l'occasion de Food Zurich, un des trois principaux festivals dédiés d'Europe. Cette neuvième édition propose plus d'une centaine d'événements – du centre à l'aéroport et aux communes limitrophes – avec un accent sur le «Futur culinaire». La grande scène (Producer Arena) se transforme en un lieu de rencontre et de dialogue entre producteurs et chefs, agriculteurs, maraîchers, artisans et restaurateurs; les présentations sont suivies de véri-

tables *speed datings* entre les communautés, prélude à des collaborations fructueuses.

Un sommet de l'hospitalité fera dialoguer des représentants de l'agriculture et de la cuisine sur le thème de la durabilité. Quelles sont les méthodes et modes de collaboration les plus vertueux entre ceux qui travaillent la terre et ceux qui transforment ses produits?

Le programme comporte une soirée de ciné culinaire: véritable star parmi les fromagers, Willi Schmid est le héros d'un documentaire retraçant son parcours jusqu'à Lichtensteig, dans le Toggenburg, où il propose une gamme inédite de bonnes pâtes au lait cru. Le film de Myriam Zumbühl se prolongera avec un dîner gastronomique riche en laitages imaginé par la cheffe étoilée appenzelloise Silvia Manser (Truube, Gais).*

Mais encore? Food Zurich bruissera de marchés, conférences, cours, menus dédiés, visite des meilleurs chocolatiers ou brasseries, découverte de vins nature, ateliers sur des thèmes divers, des épices à la fermentation, du tempé aux capuns, sans compter tout un programme autour de l'Autriche, hôte d'honneur du festival.

Enfin, et ça ne compte pas pour beurre, la manifestation s'associe aux efforts déployés par la ville et le canton de Zurich, avec l'ensemble des restaurants participants, dans le cadre de «Climat à la carte». Une série d'actions durant le mois de juin visant à sensibiliser à l'impact énorme de l'alimentation sur le climat, notamment en imaginant des menus zéro gaspi, végétaux, écoresponsables. ■

Food Zurich, du 6 au 16 juin. www.foodzurich.ch